



RÉSEAU VIRAGE

Rapport d'activité 2019



Ce rapport d'activité a pour objectif de retracer au travers d'articles rédigés par l'ensemble de l'équipe du réseauVIRAGE, les activités et actions menées par la structure au cours de l'année 2019. C'est aussi l'occasion de présenter les projets et perspectives de l'année 2020.

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens est disponible sur demande auprès du réseauVIRAGE à accueil@reseauvirage.eu

Depuis 2015, la Maison des Ados de Strasbourg s'est engagée auprès des familles, des professionnels et des jeunes concernés. Pour développer cette action, l'Agence Régionale de Santé a souhaité créer le réseauVIRAGE, une plateforme ressource régionale. Lieux de ressources sur l'adolescence, les Maisons des Ados proposent une approche « multifocale » dans différentes problématiques adolescentes. Toutes les institutions porteuses du Groupement d'Intérêt Public de la Maison des Ados de Strasbourg, tous ses professionnels et partenaires en sont les garants.

Le réseauVIRAGE s'inscrit dans le plan national de lutte contre les radicalisations. À ce titre, il est complémentaire au numéro vert national 0 800 005 696. L'équipe pluridisciplinaire du réseauVIRAGE est placée sous la responsabilité du Docteur Guillaume CORDUAN, médecin pédopsychiatre. Elle est principalement composée de psychologues et de travailleurs sociaux. Sa mission de prévention et d'accompagnement se déploie en réseau avec l'ensemble des Maisons des Ados du Grand Est. Ils écoutent, conseillent et peuvent proposer, aux professionnels, aux parents et aux proches, un accompagnement personnalisé.



Une équipe à votre écoute

03 88 100 700

> Du lundi au vendredi de 13h à 16h

www.reseauvirage.eu
accueil@reseauvirage.eu

.....

Directeur de publication: Docteur Alexandre FELTZ
Rédacteur en chef: Delphine RIDEAU
Coordination: Yazida SLAMANI
Rédacteur: l'équipe du réseauVIRAGE
illustrations: Thomas HUARD
Conception graphique: Aline MESSAOUDI, Thomas HUARD et Kévin SCHAEFFER
Mise en page: Kévin SCHAEFFER
Impression: OTT Wasselonne
Crédit Photos: Dominique PICHARD - PMOD Photographies et Yazida SLAMANI P65-P67-P69-P70

M. MICHEL VILBOIS
PRÉFET DÉLÉGUÉ POUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ EST
MME VIRGINIE CAYRE
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

L'Agence Régionale de Santé Grand Est a soutenu le développement du réseauVIRAGE, qui met en relation les professionnels autour d'une équipe ressource dédiée au soutien de la pratique de l'ensemble des acteurs de la santé et de la cohésion sociale de la région.



Nous avons été particulièrement concernés par des départs en Syrie, puis Strasbourg a été touchée en décembre 2018 par une attaque directe sur son territoire. Mais c'est la région dans son ensemble qui nous préoccupe. Les années passées nous ont enseigné que ces nouvelles problématiques de radicalisations violentes peuvent surgir partout et pour tous. Elles ne concernent d'ailleurs pas que l'Islam ou les religions et leurs expressions les plus rigoristes. Et trois années de travail ne suffiront pas.

Nous avons donc consacré cette année 2019 à la préparation de la suite, avec le lancement d'un appel à projet auquel le Groupement d'Intérêt Public de la Maison des Adolescents de Strasbourg a bien voulu répondre afin de poursuivre son activité au cours des trois prochaines années.

L'Agence Régionale de Santé Grand Est renouvelle sa confiance aux 13 membres institutionnels et associatifs de ce Groupement et à l'équipe engagée dans l'opérationnalité de ce projet de santé publique. Elle tient à ce projet construit en étroite collaboration avec le réseau des 9 MDA de la région, avec l'ensemble de leurs partenaires et surtout avec les Préfectures qui seront conviés à un comité de pilotage élargi en région.

Nous poursuivrons donc collectivement notre mission de construire une action régionale cohérente de prévention, d'accompagnement et de formation, voire de recherche. Nous veillerons à ce que les forces vives du réseau soient toujours mieux réparties sur l'ensemble du territoire régional, à développer des actions innovantes adaptées aux défis de la problématique, et à en faire bénéficier l'ensemble des acteurs institutionnels concernés, leurs professionnels et surtout leurs publics.



DOCTEUR ALEXANDRE FELTZ
PRÉSIDENT GIP MAISON DES ADOLESCENTS DE STRASBOURG

Un projet en constante évolution

L'année 2019 fut une année particulière : le réseauVIRAGE arrivait à la fin des 3 ans des moyens alloués par l'Agence Régionale de Santé Grand Est, ayant permis un travail original, mené par une équipe pluridisciplinaire (composée de médecins, de pédopsychiatres, de travailleurs sociaux, de psychologues, etc.). L'approche défendue par la Maison des Adolescents est une approche de santé publique. Elle est donc restée dans son rôle en agissant dans une perspective de santé au sens large, et a choisi d'aborder les radicalisations au pluriel. Elle vient donc en complémentarité avec les actions mises en place par la Préfecture, dont l'angle d'approche relève plus de la sécurité. L'ARS Grand Est est restée très volontariste : elle est la seule en France à allouer des moyens aussi conséquents pour aborder la radicalisation sous l'angle de la santé.

Suite à un appel d'offres, la MDA s'est vu réattribuer des moyens financiers sur 3 ans, pour continuer à animer le réseauVIRAGE dans tout le Grand Est : si la MDA avait rencontré le sujet de la radicalisation à travers son expertise psychiatrique avec l'accueil des premières personnes adressées par la justice ou l'éducation nationale, elle a élargi son action avec le réseauVIRAGE en proposant des journées de formation pour les professionnel-le-s, et des actions de prévention. Ses équipes savent que les vulnérabilités psychiques et sociales sont le terreau de la radicalisation violente, et qu'en intervenant le plus tôt possible, on peut prévenir des bascules.

L'année 2019 a vu apparaître de nouveaux enjeux et ainsi, de nouvelles réflexions et actions. Les retours des jeunes parti-e-s sur les zones de conflit, les sortant-e-s de prisons, sont des publics qui doivent être pris en compte dans les actions proposées par VIRAGE. Il en est de même de la question des familles, qui ont toujours été au cœur du métier de la Maison des Adolescents : accompagner les ados, mais aussi leur entourage. La radicalisation des



individus a un impact sur les familles, qui témoignent de beaucoup de souffrance. Dans cette perspective, la MDA a commencé à travailler avec un groupe de mères de jeunes parti-e-s (et parfois décédé-e-s) sur zones. Ce groupe de mères est accompagné par des professionnel-le-s de la MDA qui veillent à ce qu'aucun prosélytisme ne puisse émerger de ces réunions. Il est bien sûr indispensable que la parole de ces mères puisse être entendue, notamment lors de réunions publiques.

A l'avenir, le réseauVIRAGE cherche à formaliser ses éléments de formation, pour les rendre accessibles en ligne. Il souhaite également renforcer les liens avec d'autres pays. Le colloque international sur la résilience organisé en septembre 2019 à Strasbourg en a été un exemple. Il s'agirait aussi de se former auprès d'acteurs américains, québécois, tunisiens, dans la lignée du déplacement de l'équipe VIRAGE à Boston en 2018.



1 PAGE 03 ÉDITORIAL

- 04 M. MICHEL VILBOIS, PRÉFET DÉLÉGUÉ POUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ EST
MME VIRGINIE CAYRE, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
- 05 DOCTEUR ALEXANDRE FELTZ - UN PROJET EN CONSTANTE ÉVOLUTION

2 PAGE 09 LE RÉSEAUVRAGE

- 09 NAISSANCE D'UN DISPOSITIF À ÉCHELLE GRAND EST
- 11 UN PROJET PORTÉ PAR LA MAISON DES ADOS DE STRASBOURG
- 12 LE RÉSEAU, EN TANT QUE FILET RÉGIONAL ANIMÉ
- 13 CARTOGRAPHIE DES MAISONS DES ADOS DU GRAND EST
- 14 UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE ENGAGÉE EN SANTÉ PUBLIQUE

3 PAGE 17 ANALYSES PARTAGÉES À L'(INTER)NATIONAL

- 17 DE LA DIFFICULTÉ À DÉFINIR LE TERME DE RADICALISATION
- 25 RENCONTRE AVEC LE SERVICE DES ÉQUIPES MOBILES DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
- 28 UNE JOURNÉE D'ASSISES UNIVERSITAIRES, ANALYSES STRASBOURGEOISES
- 30 FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET PROBLÉMATIQUE DE SANTÉ MENTALE EN PRÉVENTION TERTIAIRE
- 36 COLLOQUE INTERNATIONAL ADSEA 93 MÉCANIQUES DE « L'EXTRÉMISME VIOLENT »

4 PAGE 39 PRÉVENTION

- 39 ARTICULER LES DIFFÉRENTS NIVEAUX PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE
- 40 DIALOGUE ET ESPRIT CRITIQUE, FAIRE COMMUN, SANS FAUSSES RESSEMBLANCES
- 40 ET SI J'AVAIS TORT ? VALORISER LES CHANGEMENTS D'AVIS
- 41 ANALYSE STATISTIQUE DE ET SI J'AVAIS TORT ?
- 43 PLUS JAMAIS ÇA ! L'EXPÉRIENCE DES MAMANS

- 44 PLUS JAMAIS ÇA VU PAR ISABELLE FERRIÈRE
- 45 L'EXEMPLE DES PROGRAMMES DE PRÉVENTION CO-CONSTRUITS AVEC L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE, ET DES « TÉMOINS »
- 46 ACTIONS DE PRÉVENTION AU CENTRE PÉNITENCIER DE METZ QUEULEU
- 47 POUVOIR 2019
- 50 UN FAUX PROPHÈTE OU LES CONFESSIONS D'UN REPENTI, RADICALISÉ PUIS RECRUTEUR EN PRISON.
- 51 UNE SÉANCE INSPIRANTE SUR LES VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS
- 52 LES GROUPES DE PRÉVENTION À LA MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX ET AU CENTRE DE DÉTENTION DE VILLENAUXE
- 54 OUVERTURE DU PPRV ELSAU PAR L'ATELIER DE PHOTOLANGAGE
- 56 ÉVALUATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SITUATIONS INDIVIDUELLES: EN RÉSEAU MULTIDISCIPLINAIRE
- 58 POLARISATIONS ET SANTÉ MENTALE: PROBLÉMATIQUES IDENTITAIRES
- 60 ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUALISÉS
- 64 ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUALISÉS ET CLINIQUE INDIRECTE AUTOUR DE SITUATIONS COMPLEXES, PROBLÉMATIQUE COMMUNAUTAIRE
- 66 DE L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉMARCHE ETHNO-CLINIQUE EN PRÉVENTION PRIMAIRE DE LA RADICALISATION AUPRÈS DES DESCENDANTS DES MIGRATIONS ?

5 PAGE 75 TRANSMISSION

- 75 COMMUNICATION
- 76 LES JOURNÉES D'ÉTUDE EN RÉGION GRAND EST
- 78 COLLOQUE FRONTIÈRES ET FRANCHISSEMENTS: QUELLES ARTICULATIONS ENTRE FORMATION, RECHERCHE ET PRATIQUES D'INTERVENTION SOCIALE
- 80 COLLOQUE INTERNATIONAL « PRÉVENTION DES RADICALISATIONS: RÉSILIENCE COLLECTIVE ET POLARISATION SOCIALE »
- 82 RADICALISATION: LA MDA DANS LE MAGAZINE ENQUÊTE DE RÉGIONS

FOCUS PAGE 84 RÉSUMÉ 2017 / 2019 ET PERSPECTIVES



En juin 2019, avec la création et le développement du réseau VIRAGE depuis 2017, nous avons accueillis **63 adolescents** en situation de radicalisation.

NAISSANCE D'UN DISPOSITIF À ÉCHELLE GRAND EST

Confrontée à une première situation de départ en Syrie dès 2014, la Maison des Ados de Strasbourg s'est emparée de la question des radicalisations pour comprendre ce phénomène et surtout pour accompagner les adolescents et leurs familles. Les idéologies étaient djihadistes, mais aussi d'extrême droite. Au-delà du regard anthropologique, la radicalisation apparaît alors comme un moyen d'apaisement d'une souffrance psychique non spécifique, qui peut s'observer dans une multitude de situations cliniques différentes. À ce titre, la Maison des Ados de Strasbourg appréhende la radicalisation comme un «nouveau symptôme adolescent» et déploie des actions de prévention et d'accompagnement des personnes confrontées aux radicalisations violentes.

Dès le départ l'action mise en œuvre est à la fois clinique, concrète, multi-partenaire et conceptuelle. Elle est partagée en réseau d'acteurs, notamment avec les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le Parquet et la Ville de Strasbourg. En 2016, la Maison des Ados de Strasbourg a accueilli et accompagné 12 adolescents radicalisés - ou à risque significatif de radicalisation - dont 5 adressés par les services de la Préfecture et du Parquet.

Depuis 2017, avec la création et le développement du réseau VIRAGE, ce nombre a progressivement augmenté jusqu'à **63 situations individuelles accompagnées au 30 juin 2019**. Toutes ne préoccupent pas l'équipe du réseau VIRAGE et ses partenaires avec la même acuité à l'instant T, mais restent investies. Les contacts sont maintenus dans le temps avec chacune des familles ou personnes concernées par différents moyens de plus en plus diversifiés, et souvent sur plusieurs années.

Depuis janvier 2017, l'Agence Régionale de Santé du Grand Est a missionné la Maison des Ados de Strasbourg pour déployer en réseau un dispositif de prévention des radicalisations sur l'ensemble de la région Grand Est: le réseauVIRAGE, pour «Violence des Idées, Ressources et Accompagnement Grand Est». Les objectifs de ce dispositif sont de mutualiser les idées, de construire une réflexion et une pratique régionale cohérentes et respectueuses des enjeux institutionnels, légaux, éthiques, sanitaires et médico-sociaux, de la lutte contre les radicalisations. Il est accessible au 03 88 100 700 et communique via un site internet – www.reseauvirage.eu.

 www.reseauvirage.eu

 23 rue de la Porte de l'hôpital, Strasbourg

« **Les radicalisations nouvelles - qu'elles soient religieuses ou idéologiques - constituent une problématique à la fois sensible et complexe. Elles exigent des professionnels de la santé, de la jeunesse et de la famille de revisiter leurs pratiques, tout en conservant leurs valeurs, pour mener une action juste et efficace. Le rôle du réseauVIRAGE est alors d'accompagner et de soutenir ces professionnels dans l'élaboration de nouvelles pratiques.** »

Le réseauVIRAGE déploie ses actions par le biais de trois missions* distinctes:

(*) Les missions énumérées ci-dessous, seront développées plus précisément au fil du document.



UN PROJET PORTÉ PAR LA MAISON DES ADOS DE STRASBOURG

C'est quoi une Maison des Ados ?

La Maison des Ados est un lieu d'accompagnement et d'accueil pour les adolescents de 11 à 25 ans, leurs familles et les professionnels du champ médico-social. Ses missions sont: l'accueil, l'écoute, l'information, l'orientation, l'évaluation des situations, la prise en charge médicale et psychologique ainsi que l'accompagnement éducatif, social et juridique. Gratuit et anonyme, l'accueil à la Maison des Ados permet aux jeunes de trouver un espace quels que soient leurs questionnements ou leurs préoccupations (médicale, sexuelle, psychique, scolaire, juridique, sociale...). Les familles ou les parents peuvent y trouver un soutien mais également être intégrés à l'accompagnement proposé au jeune dans le cadre d'entretiens familiaux. Enfin, les professionnels y trouvent un lieu ressource où il est possible d'échanger et de rencontrer d'autres partenaires.

Fortes de leurs singularités, les Maisons des Ados du Grand Est sont confrontées à des problématiques liées aux radicalisations qu'elles soient idéologiques, religieuses ou politiques. Réunies depuis 2017 autour du réseauVIRAGE, elles constituent un réseau fort d'acteurs permettant à chacune d'elles et à leurs partenaires de trouver au sein de ce réseau les ressources nécessaires pour répondre au mieux aux situations individuelles des adolescents et des familles. Dans ce contexte, les Maisons des Ados sont repérées au niveau national comme des acteurs légitimes dans l'appréhension du phénomène, qu'elles soient déjà en lien avec les cellules de suivis préfectorales ou non.

 Retrouvez le cahier des charges de l'ANMDA sur www.anmda.fr



L'Assemblée des membres du Groupement d'intérêt public (GIP)

1^{er} collège

La Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ)
L'Éducation nationale

2^{ème} collège

La Ville de Strasbourg
L'Eurométropole
Le Département du Bas-Rhin

3^{ème} collège

Les Hôpitaux Universitaires
de Strasbourg
L'Université de Strasbourg
La Caisse d'Allocations Familiales

4^{ème} collège

L'association Thémis
Le Centre d'Information Régional
Drogues et Dépendances (CIRDD)
Le Club Jeune l'Étage
L'Association de lutte contre la
Toxicomanie (ALT)
Ithaque

Le Conseil d'administration

présidé par le Dr Alexandre FELTZ,
Adjoint au maire de Strasbourg,
Chargé de la santé

Le Conseil scientifique et éthique

présidé par le Pr Claude BURSZTEJN

LE RÉSEAU,
EN TANT QUE FILET RÉGIONAL ANIMÉ

À COMMENCER PAR LE RÉSEAU DES MAISONS DES ADOS

Les Maisons des Ados sont des dispositifs souples et pluri-professionnels, souvent pluri-institutionnels, déjà construits en réseaux, qui peuvent accueillir et accompagner des jeunes de 12 à 25 ans, et leurs familles. Depuis 2017, tous les départements du Grand Est sont couverts. Chaque Maison des Ados a ses réalités, son portage juridique, ses moyens. Aucune ne ressemble à l'autre, en cohérence avec le cahier des charges national des Maisons des Ados renégocié en 2016, sous le pilotage de la Direction Général de la Santé au sein du Ministère de la Santé. Sa diffusion était alors soutenue par une Circulaire du Premier Ministre.

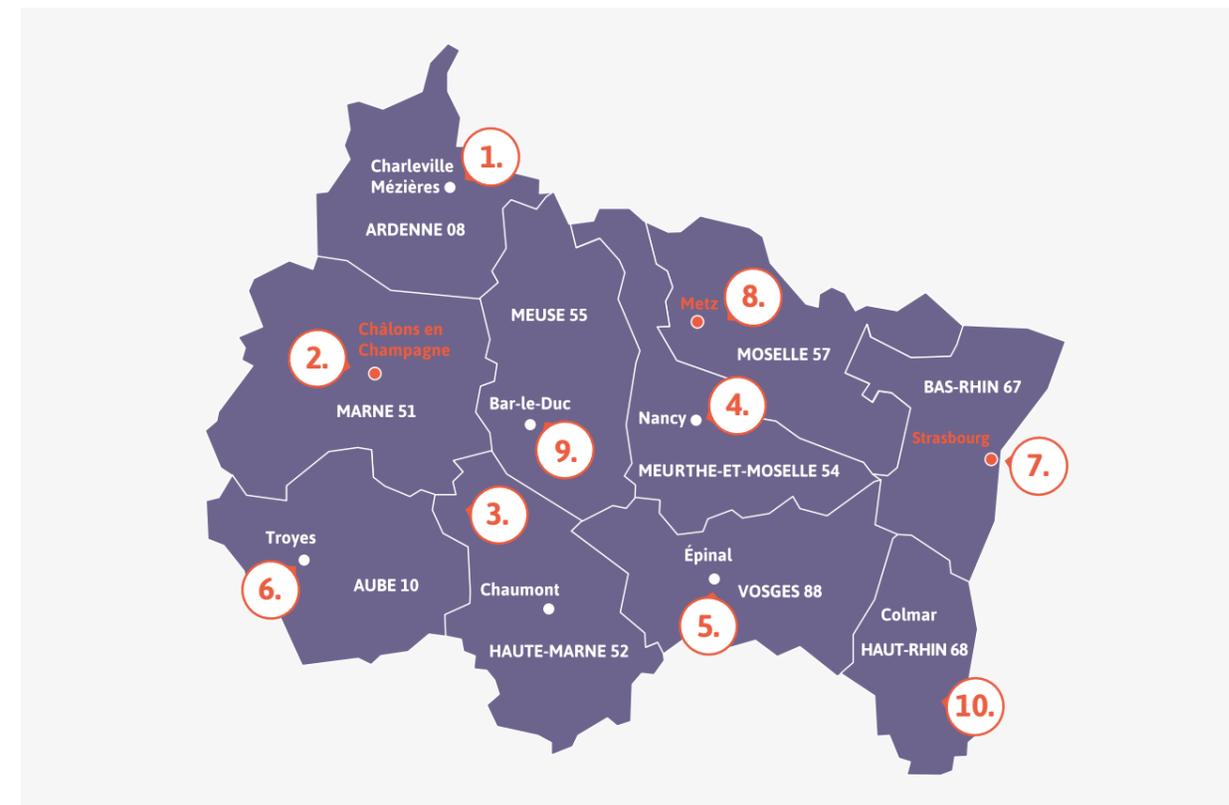
Après une première réunion de toutes les Maisons des Ados du Grand Est en janvier 2017, l'équipe du réseau VIRAGE est allée à la rencontre de chacune sur son territoire. À chaque fois, les Maisons des Ados étaient libres d'associer les partenaires qui leur semblaient opportuns sur le sujet. L'Observatoire Régionale de Santé accompagnait la démarche dans la perspective du diagnostic régional (document rédigé ad hoc). Les conclusions du diagnostic, les recommandations et objectifs qui en découlaient ont été partagés avec toutes les Maisons des Ados en mars 2018 à l'occasion d'une réunion-débat qui s'est tenue à Nancy.

Depuis lors, toutes les Maisons des Ados et leurs partenaires ont à nouveau été rencontrés par l'équipe du réseau VIRAGE sur leurs territoires en diverses occasions :

- ➔ Préparations et tenues de journées de formations
- ➔ Études de situations individuelles
- ➔ Réunions institutionnelles
- ➔ Projets de prévention

LORSQUE LE RÉSEAU VIRAGE A ÉTÉ CRÉÉ, IL APPARAÎSSAIT INDISPENSABLE D'INSISTER SUR CETTE DIMENSION « EN RÉSEAU », AU SENS DE LA DYNAMIQUE D'ACTEURS VOLONTAIRES ET ENGAGÉS EN COMPLÉMENTARITÉ ET RÉCIPROCITÉ. CE CHOIX STRATÉGIQUE SEMBLAIT NÉCESSAIRE FACE À UNE PROBLÉMATIQUE SENSIBLE ET COMPLEXE. IL EST ÉVIDEMMENT PLUS CHRONOPHAGE ET MOINS LISIBLE, MOINS PROTOCOLAIRE ET MOINS HIÉRARCHISÉ, MAIS DÉJÀ BIEN PLUS PORTEUR D'INNOVATION ET DE CRÉATIVITÉ.

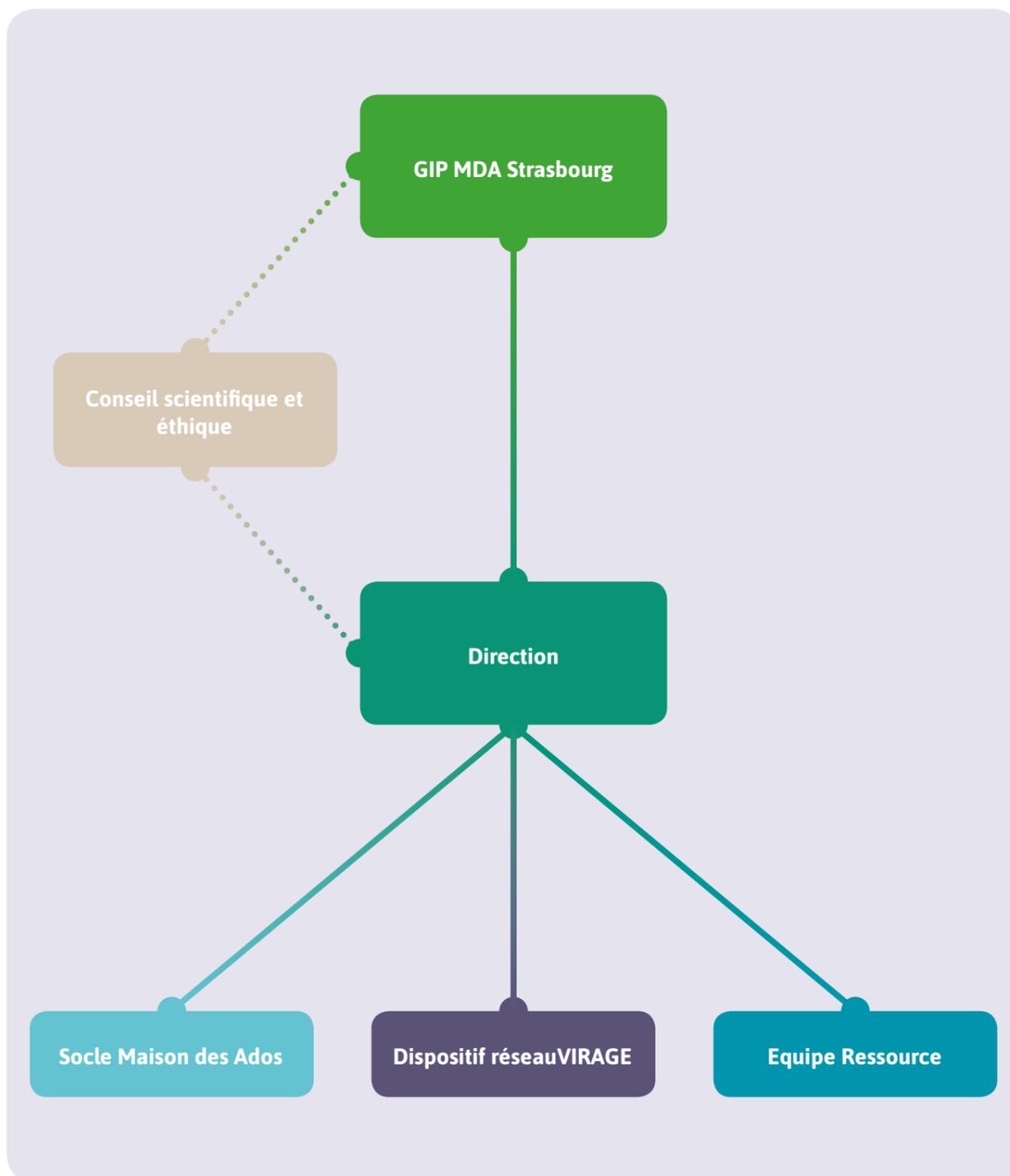
CARTOGRAPHIE DES MAISONS DES ADOS DU GRAND EST



- | | | | |
|--|---|---|--|
| <p>1. MDA des Ardennes
Céline PECHEUX
Charleville-Mézières
www.mda08.fr
tél. 03 24 56 40 28</p> | <p>2. Passerelle Jeune
J.P. MENU
Châlons en champagne
tél. 03 26 26 48 04</p> | <p>3. Pos'ado
St Dizier
tél. 03 25 07 83 28</p> | <p>4. Eldorado
Marie Thérèse BAZILLE
Nancy
tél. 03 83 26 08 90</p> |
| <p>5. MDA Vosges
Eric VALENTIN
Epinal
Antenne Remiremont
tél. 03 29 29 51 38</p> | <p>6. M2A
Yann VILANNE
Troyes
www.m2a10.fr
tél. 03 25 71 88 20</p> | <p>7. MDA Strasbourg
Delphine RIDEAU
www.maisondesados-strasbourg.eu
tél. 03 88 11 65 65</p> | <p>8. MDA de la Moselle
Jocelyne BOURY
Metz - Antenne St Avold
www.maisondesadolescents57.com
tél. 03 87 18 44 22</p> |
| <p>9. MDA de la Meuse
Michel KONTZ
Bar le Duc
Antenne Verdun
tél. 03 29 45 02 88</p> | <p>10. MDA du Haut-Rhin
Emmanuelle ZEMB
Mulhouse
Antenne Colmar / St Marie-aux-Mines
tél. 03 89 32 01 15</p> | | |



UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE
ENGAGÉE EN SANTÉ PUBLIQUE



GIP MDA Strasbourg	Président Dr A. FELTZ Vice Présidente D. HOEFFEL Secrétaire M. SCATTAREGGIA Trésorier F. D'ATTOMA
Conseil scientifique et éthique	Président Pr C. BURSZTEJN
Direction	Directrice D. RIDEAU Assistante de Direction R. MESSAOUDI remplacée par C. SCHNEIDER
Dispositif réseauVIRAGE Médecin Référent Dr G. CORDUAN	Partenariat ESEIS sociologie des religions B. MICHON
	Pôle Conseil socio-éducatif R. SENOUCI et A recruter
	Pôle Psychologie et Thérapie Familiale S. DUPONT et vacations A. DALAINE et G. KLIMPEL
	Partenariat ANMDA Chargée de relations institutionnelles B. LURET
	Accueil secrétariat C. SCHNEIDER
Equipe Ressource	Agent comptable V. JAZERON Gestionnaire financière E. HIRLIMANN
	Chargée de mission médiations interculturelles et interreligieuses Y. SLAMANI
	Chargée de projet et de prévention L. DJARANE GUIGAL
	Relations HUS logistiques S. HUMBERT
	Résidences artistiques D. PICHARD T. HUARD et V. VIAC



Comme chaque année, l'équipe du réseauVIRAGE se forme en permanence aux côtés des chercheurs et praticiens (inter)nationaux et européens. Nous accueillons aussi des étudiants en stage.

DE LA DIFFICULTÉ À DÉFINIR LE TERME DE RADICALISATION

PAR THOMAS PIERRE, ÉTUDIANT EN MASTER 2 SOCIOLOGIE « CONFLITS, CRIMINOLOGIE ET MÉDIATIONS » EN STAGE AU SEIN DU RÉSEAU VIRAGE

Un problème épistémologique majeur

À la suite des attentats de 2015 en France (d'abord Charlie Hebdo, puis ceux du 13 novembre), un nouveau terme est apparu dans la sphère publique, alors qu'il était cantonné aux milieux politiques et à quelques chercheurs en sciences sociales : la radicalisation. Ce mot a amené une multitude de questionnements, que nous n'allons pas traiter ici, ceci n'étant pas l'objet de cette contribution.

Le souci majeur, sur lequel nous allons nous focaliser dans les lignes qui vont suivre, réside dans le fait que ce « nouveau » terme ne forme pas de consensus scientifique pour le moment.

La définition même du terme de radicalisation pose un problème majeur. Comme nous allons le voir par la suite, il y a de nombreuses visions et approches. Le travail de Redwane El Bahar¹ résume bien la situation. Il n'y a en effet pas d'accord autour du mot, pourtant essentiel afin de mener des recherches. Le regard porté sur la radicalisation n'est pas fixe et varie en fonction des acteurs et de leurs intérêts, que nous tenterons d'explorer, du moins en partie étant donné la multitude de productions sur le sujet.

Le terme est multiforme mais renvoie pourtant à la même idée. L'auteur montre aussi que les travaux se sont penchés essentiellement sur l'Islam. Il y a alors un biais épistémologique qui accentue encore plus la difficulté de trouver une « bonne » définition de la radicalisation.

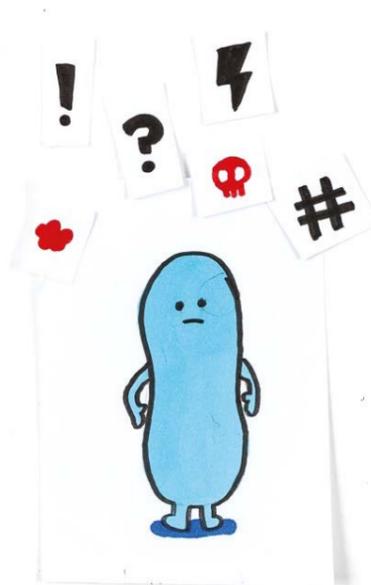
Ce problème d'uniformité autour de la définition du terme de radicalisation est souligné aussi par le chercheur Mark Sedgwick². Il explique que le terme est utilisé dans des contextes très différents, ce qui entraîne de la confusion.

Il existe alors une multitude de définitions différentes en ce qui concerne le terme de « radicalisation ». Les oppositions entre les auteurs sont plus ou moins virulentes, comme nous pourrions l'évoquer partiellement. Voilà donc une grande partie du problème, comme nous allons le voir plus précisément par la suite. De plus, certains utilisent le terme de radicalité ou bien de radicalisme, semblant pour eux plus approprié. Nous utiliserons les termes de radicalisation, de radicalité ou de radicalisme pour suivre les préférences de tout un chacun.

1 Chapitre II : Biais terminologique et rupture épistémologique (Redwane El Bahar) ; Sous la direction de Galloro PD, 2019, Radicalisme(s), radicalisation(s), radicalité(s), violence(s) : Discours et parcours de radicalisation et de violence, Paris, L'Harmattan
2 Sedgwick Mark, « The concept of radicalization as a source of confusion » Terrorism and Political Violence, n°22/4, 2010, p.479-494.

Nous commencerons ce propos en citant quelques définitions concrètes qui nous sont apparues comme les plus intéressantes ainsi que les différentes approches scientifiques, les angles choisis pour traiter le sujet de la radicalisation. Ces choix ne sont ni neutres ni impartiaux, mais nous essayons d'avoir un regard le plus large possible, avec le recul nécessaire. Nous tenterons d'en tirer les grandes lignes de force et de voir ce qui ressort le plus. Nous pouvons d'ores et déjà prévenir le lecteur, un consensus amenant à une définition de la radicalisation ne ressortira pas de ces quelques pages. Au contraire même, les multiples dissensus apparaîtront bien plus clairement. Pour rendre plus concret ce propos, nous prendrons quelques exemples de personnes « radicalisées », afin d'illustrer certaines des idées qui sont développées par des auteurs.

Il est primordial de souligner une (autre) partie du problème de la radicalisation. Ce sujet semble pouvoir s'aborder à l'aune de plusieurs disciplines scientifiques (sociologie, psychologie, anthropologie notamment). La majeure partie des sens du mot radicalisation que nous allons traiter ici provient de sociologues.



3 Caroline Guibet Lafaye, 2016, Approche critique des sociologies de la radicalisation, Paris

4 Farhad Khosrokhavar, 2014, Radicalisation, Paris, Maison des Sciences de l'Homme

Une multitude de définitions

Commençons par le commencement. Au sens du dictionnaire Larousse, la radicalisation est définie comme « action de radicaliser, fait de se radicaliser ». Nous voilà donc bien peu éclairés.

Comme l'explique **Caroline Guibet Lafaye**³, la radicalité n'est pas « un phénomène extérieur aux régimes démocratiques, mais bien une production de ces régimes, en fonction de la manière dont ces derniers définissent le champ des opinions et des pratiques légitimes en démocratie ». Ceci signifie qu'on définit ce qui est « radical », en fonction des normes et valeurs en place. La radicalité n'est pas quelque chose d'objectif, mais de variable, dépendant des sociétés et des époques.

Avec cette définition, l'auteur insiste sur deux points: la radicalisation n'est pas extérieure aux pays concernés mais se produit bien à l'intérieur, dans ses frontières, cela ne se fait pas dans un pays extérieur; la radicalisation dépend de la société et d'un temps donné. Par exemple, une action peut être perçue comme radicale maintenant mais comme normale par la suite. C'est le cas de certains actes précurseurs dans la société (un acte de résistance comme faire exploser un train nazi durant la deuxième guerre mondiale était alors considéré comme un attentat, alors que cela est considéré aujourd'hui comme un acte héroïque).

En nous penchant sur les travaux de **Farhad Khosrokhavar**⁴, nous pouvons voir que la notion de radicalisation déplace l'analyse vers la subjectivité de l'individu et les interactions entre le groupe et l'individu. Il la définit comme

« le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le même plan ».

Il explique que c'est l'articulation entre une idéologie extrémiste qui peut avoir différentes origines, et met en avant l'idée d'une logique d'action violente. Cette caractéristique fait selon lui partie intégrante de la radicalisation.

C'est cette définition de la radicalisation qui a été retenue par les pouvoirs publics en France⁵.

Pour **Laurent Bonelli** et **Fabien Carrié**⁶, le terme de « radicalisation » est politique, scientifique, et administratif. Pour eux, il faut étudier l'étiquetage des individus et les actions entreprises contre les radicalisés. Ils préfèrent utiliser le terme de radicalité qu'ils définissent comme

« des actes, des faits ou des comportements qui transgressent des normes établies et la réaction à ces transgressions de la part des institutions qui y voient une menace de subversion pour l'ordre politique, social et symbolique dont elles sont garantes ».

Ils soulignent bien ici le fait que cela dépend de la société, ce qui est radical au sein de l'une ne l'est pas pour l'autre. Pour eux, un individu est radicalisé s'il est désigné comme tel.

Michel Fize⁷ explique qu'il existe une multitude de radicalités. Elles ne se trouvent pas toutes au même niveau. Les radicalités ont toujours existé selon lui, ce n'est pas un phénomène nouveau. **Le radicalisé est « celui qui adhère radicalement à une idée radicale »**. Cela peut avoir selon lui plusieurs origines (politiques, religieuses,...).

Selon lui, la radicalité arrive quand il n'y a plus que du désespoir. Les deux formes de radicalismes (politique et religieux) qu'il a étudiées partagent cela.

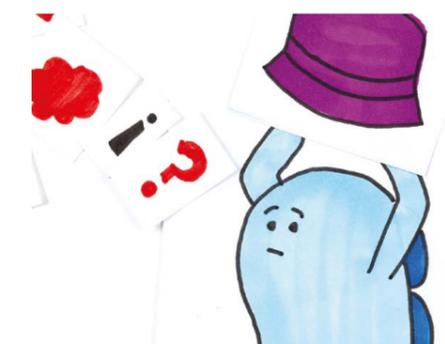
Olivier Galland et **Anne Muxel**⁸ ont également leur définition de la radicalisation. Ils relèvent que le terme de « radicalité » est complexe. Il est souvent utilisé au pluriel, dans le sens latin de « matrice originelle ». La radicalité est alors « une matière d'expression brute ». Ici, **la radicalité est « l'ensemble d'attitudes ou d'actes marquant une volonté de rupture avec le système politique, social et culturel, et plus largement avec les normes et mœurs en vigueur dans la société »**. Revient ici l'idée que cela dépend de l'époque, de ce qui

est « bien » ou « mal » en fonction des mœurs en vigueur dans la société.

Xavier Crettiez et **Romain Sèze**⁹ définissent quant à eux la radicalisation comme

« l'adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, vérité absolue et non négociable, dont la logique structure la vision du monde des acteurs, qui usent pour la faire entendre de répertoires d'actions violentes, le plus souvent au sein de structures clandestines, formalisées ou virtuelles, qui les isolent des référents sociaux ordinaires et leur renvoient une projection grandiose d'eux-mêmes ».

Leur approche se fait selon trois axes: une dimension évolutive; l'adoption d'une pensée sectaire; l'usage de la violence armée. Ils défendent l'idée que la radicalisation est un processus, et non pas un basculement, et ils voient une idée de transcendance de l'individu dans la radicalisation. Ils mettent en avant l'importance du processus de socialisation dans le cadre de la radicalisation. Ils montrent que c'est quelque chose de déterminant dans le processus, notamment la socialisation familiale face à l'engagement radical. L'importance de la socialisation par les groupes de pairs est soulignée. Ils évoquent régulièrement ce qui est nommé « socialisation virile », et qui n'aurait pas un rôle anodin quant au processus de radicalisation.



5 <https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/02/guide-interminist%C3%A9riel-de-prevention-de-la-radicalisation-Mars-2016.pdf> (p.7)

6 Laurent Bonelli et Fabien Carrié, 2018, La fabrique de la radicalité, une sociologie des jeunes djihadistes français, Paris, Seuil

7 Michel Fize, 2016, Radicalisation de la jeunesse: la montée des extrêmes, Paris, Eyrolles

8 Olivier Galland et Anne Muxel, 2018, La tentation radicale, enquête auprès des lycéens, Paris, Puf

9 Crettiez Xavier et Sèze Romain, 2017, « Saisir les mécanismes de la radicalisation violente: pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents ». Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice, p8

Comment des auteurs abordent-ils les phénomènes de radicalisation ?

A présent, nous allons nous pencher sur les multiples approches scientifiques autour de la radicalisation. Nous entendons par quel biais, facteur explicatif les différents chercheurs abordent la radicalisation. Nous allons ici essayer d'en présenter plusieurs. Comme pour les définitions précédemment évoquées de la radicalisation, cela ne sera pas exhaustif. Bien entendu, de nombreux chercheurs ne se trouvent pas dans une seule et même forme de pensée, mais ont des approches multifactorielles. Nous les regroupons ici dans un souci de clarté de lecture.

Certains auteurs vont mettre en avant une approche rationnelle de la radicalisation.

Nous pensons bien sûr ici avant tout à **Gérald Bronner¹⁰, spécialiste de la sociologie cognitive**. Dans ses travaux, il se concentre sur les idées et ce qu'elles contiennent. Il est totalement contre les explications socio-économiques. L'auteur estime que les conditions de vie, les discriminations subies, le niveau de richesse n'ont aucune influence sur les possibilités de se radicaliser. Il a une approche stratégiste de la radicalisation. **Les individus sont dans un système de choix, ils décident d'agir ainsi. Ils ne « subissent » pas la radicalisation, mais en sont au cœur**. Il est aussi fortement opposé à l'utilisation de la psychiatrie pour les recherches sur la radicalisation, car cela ôte le côté rationnel de l'action des individus. Ils sont prêts à tout sacrifier pour une idée. Il existe derrière tout cela une stratégie de la part des acteurs. **Il conçoit une modélisation des formes de pensée avec deux outils: le transsubjectif (faible capacité à s'exporter vers d'autres esprits) et le sociopathique (charge agonistique rendant difficile la cohabitation avec les individus ne partageant pas les mêmes croyances)**. Cela met en avant la focale sur le contenu des idées. Il met en retrait la violence, tout comme le facteur religieux. **Il analyse le terrorisme comme une « déclinaison de pensée extrême »**. Il voit à travers l'ensemble de ses travaux une grande importance de l'idéologie pour les individus se radicalisant. Il explique que les individus ont leurs raisons de commettre

ce genre d'actes¹¹. Il souligne aussi le fait que la radicalisation ne se fait pas de manière individuelle; c'est un processus s'inscrivant dans un groupe d'individus.

D'autres auteurs mettent en avant les facteurs sociaux et politiques.

Ici, nous pouvons parler de **Farhad Khosrokhavar**. En effet, au cours de ses recherches¹², **il met en avant l'idée de critères socio-économiques qui pourraient amener la radicalisation de certains individus. Il conçoit une typologie de profils de radicalisés: « le petit Blanc », « l'islamiste radical » et « le jeune victimisé »**.

Nous pouvons aussi citer **Alain Bertho¹³**. Au cours de ses travaux, il incite à essayer de voir le rapport entre la délinquance et la radicalisation. **Il se penche sur les dommages dont peuvent souffrir certains individus: les discriminations subies, ou bien encore la ségrégation spatiale que peut subir une certaine partie de la population**. Pour lui, cela pourrait conduire des personnes à se radicaliser.

Des auteurs vont mettre en avant l'importance du psychologique.

Il est important de relever un point. Le fait que les terroristes ne soient pas des « fous » (du moins par rapport à la société globale) est un des rares points de consensus en ce qui concerne les recherches autour de la radicalisation¹⁴.

On peut par exemple penser à **Fethi Benslama¹⁵**. Son apport le plus connu est celui du surmusulman. **Il explique que le musulman est amené à être encore plus musulman (dans la pratique de l'Islam)**.

Il estime que faire l'impasse sur le psychologique est une très mauvaise idée, car cela exclut l'inconscient. **Il cherche à avoir une approche clinique de la radicalisation. Il a aussi**

recours à des concepts psychanalytiques, comme la blessure. D'autres auteurs ont recours à ce genre de concept, comme l'absence d'une figure paternelle¹⁶. En ce qui concerne Benslama, **il a aussi une lecture pathologisante de la radicalisation. En effet, il la considère comme une addiction**.

Khosrokhavar a aussi recours à la psychologie dans ses réflexions¹⁷, notamment en prenant en compte le côté subjectif. Il estime qu'il faut tenter de sortir du contexte afin de mieux cerner l'individu et ce qu'il fait. Il va aussi se pencher grandement sur le malaise identitaire des individus.

Des analyses psychologisantes vont aussi mettre fortement en avant l'idée de l'âge comme facteur explicatif de la radicalisation¹⁸.

On peut parler de **Dounia Bouzar¹⁹**, qui ôte totalement l'aspect religieux dans sa réflexion. **Pour elle, l'Islam n'est pas « une cause du terrorisme, mais un moyen qu'utilisent les recruteurs »**. Elle utilise par exemple la dialectique de proie et prédateur, en comparant les jeunes et les recruteurs²⁰ ou bien en mettant en avant les relations avec les parents. Elle perçoit aussi cette radicalisation comme ce qu'elle appelle une « dérive sectaire ». **Blisko va dans le même sens qu'elle sur ce point, en insistant sur l'idée d'emprise mentale²¹**.

Bouzar voit aussi la radicalisation comme un basculement, au contraire de la plupart des auteurs qui la perçoivent comme un processus.

Nous allons nous pencher sur une opposition importante qui est celle entre **Olivier Roy** et **Gilles Kepel**. Nous choisissons volontairement de les présenter ensemble et dans ce cadre

d'opposition, car c'est la plus médiatisée²². Ce choix peut questionner, car la pertinence médiatique n'est pas toujours celle de la sociologie. Ces auteurs restent des fers de lance de leurs courants de pensée respectifs. De plus, cette opposition apparaît aussi comme un symbole du dissensus à propos de la radicalisation.

Ce débat est proposé comme « islamisation de la radicalité » versus « radicalisation de l'Islam »²³. Pour Olivier Roy, il faut se pencher sur la radicalisation des jeunes, alors que pour Gilles Kepel, il faut se pencher sur le facteur religieux.

Roy estime qu'il faut chercher à comprendre les raisons du passage à l'action violente²⁴. Il relève que la plupart des terroristes sont des migrants de seconde génération qui n'ont pas baigné dans la religion²⁵. Le parcours ne s'est pas construit à partir d'une radicalisation religieuse. **Il perçoit l'Islam comme un prétexte à la mise en place d'actions violentes. Les jeunes sont « occidentalisés » avant de se radicaliser²⁶**. Selon lui, l'explication est avant tout nihiliste (pour rappel, ce terme philosophique désigne la négation des valeurs intellectuelles et morales communes à un groupe social, avec un refus de l'idéal collectif de ce groupe²⁷). Il y aurait une attirance pour la radicalité de la part de certains individus.

Kepel est le principal chercheur à mettre en avant le religieux comme élément amenant à une radicalisation²⁸. **Il estime que l'enjeu principal est l'Islam. Cette radicalisation est amenée par le salafisme qui contrôle l'Islam**.

¹⁰ Bronner Gérald, 2009, « La pensée extrême », Paris, Denoël

¹¹ <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-14-decembre-2018>

¹² Farhad Khosrokhavar, 2014, Radicalisation, Paris, Maison des Sciences de l'Homme

¹³ Bertho Alain, Les enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs, Paris, La Découverte, 2016

¹⁴ Soussoko Lili, 2017, Éléments pour une sociologie de la radicalisation comme catégorie d'intervention publique, débats experts et tâtonnements publics, mémoire en Sciences politiques, IEP Strasbourg

¹⁵ Benslama Fethi, Un furieux désir de sacrifice: le surmusulman, 2016, Seuil

¹⁶ Guenifi Asma, « Le profil psychologique de l'engagement dans le salafisme »,

¹⁷ Farhad Khosrokhavar, 2014, Radicalisation, Paris, Maison des Sciences de l'Homme

¹⁸ Sommier Isabelle, « L'engagement radical a-t-il un âge ? », L'école des parents, 2016/5 (Sup. au N° 619), p. 61-78

¹⁹ Bouzar Dounia, « La mutation du discours jihadiste: les nouvelles formes de radicalisme musulman », Cahiers de la sécurité et de la justice, INHESJ, n°30, 2014, p.88-93.

²⁰ Bouzar Dounia, 2014, Désamorcer l'Islam radical, Paris, L'atelier

²¹ Blisko Serge, « L'emprise mentale, au carrefour de la dérive sectaire et de la radicalisation », Cahiers de la sécurité et de la justice, INHESJ, n°30, 2014, p.94-98.

²² <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/12/BELKAID/58178>

²³ Soussoko Lili, 2017, Éléments pour une sociologie de la radicalisation comme catégorie d'intervention publique, débats experts et tâtonnements publics, mémoire en Sciences politiques, IEP Strasbourg

²⁴ Roy, Olivier. « Peut-on comprendre les motivations des djihadistes ? », Pouvoirs, vol. 158, no. 3, 16, pp. 15-24.

²⁵ <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20160406.OBS8018/djihadisme-olivier-roy-repond-a-gilles-kepel.htm>

²⁶ <https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-des-idees/l-islamisation-de-la-radicalite>

²⁷ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/nihilisme/54593>

²⁸ Kepel Gilles et Jardin Antoine, Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français, Paris, Gallimard, 2015, 330 p.

Le « marché » des idées donne de la place à cela. Il y a selon lui trois générations de djihadistes²⁹. Pour lui, il faut chercher la radicalisation à travers la radicalisation de l'Islam car la radicalisation baignerait dans l'Islam. En ce qui concerne les convertis, cela ne pose pas de problème selon Kepel. Ils « attraperaient » brutalement une culture inconnue, et pourraient ainsi se radicaliser.

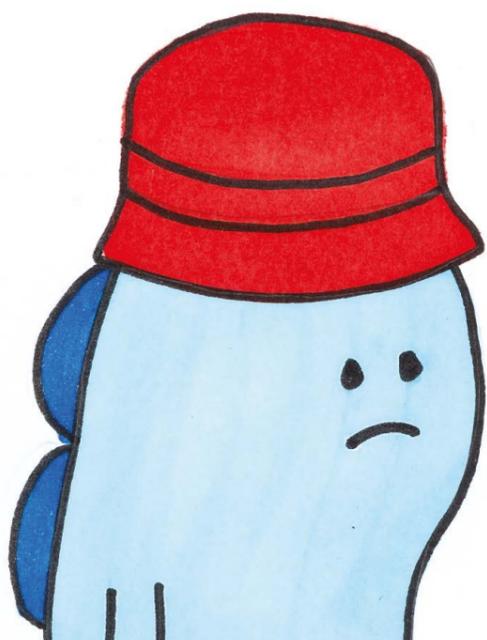
Des dissensus plus que des consensus ?

Comme nous avons pu le voir dans ces quelques paragraphes, la radicalisation est un terme complexe. Nous avons présenté les principaux « courants » autour de la définition et de l'approche de la radicalisation. Nous allons tenter de montrer les grands points communs, ce qui relie les chercheurs, ainsi que quelques-unes des oppositions. Entreprise difficile et complexe, nous pouvons dès à présent l'annoncer. Encore une fois, dans un souci de clarté de lecture, nous ne pouvons citer toutes les différences entre les auteurs, et reprendre chaque partie précise de leurs travaux. Et tous ne seront pas cités à la même hauteur, notamment par la quantité de recherches qu'ils ont portée sur le sujet.

Le comportement, les actes qui font que l'on emploie le terme de radicalisation dépendent de la société et de l'époque. **La perception de la radicalisation est variable.** Guibet Lafaye ainsi que le duo Bonelli et Carrié mettent en avant cela. **Elle dépend des normes et des valeurs qui sont en place à un moment donné dans un groupe social donné.** Ce qui est de l'ordre de la radicalisation aujourd'hui peut ne pas l'être demain. Cela varie en fonction du système de normes et de valeurs. A notre connaissance, aucun auteur n'a remis en cause cette idée. Voilà donc un point qui semble faire consensus entre les chercheurs.

Un des points essentiels autour du phénomène de radicalisation est celui du religieux. Certains le mettent en avant, alors que d'autres le réfutent totalement. Pour la première partie, nous pensons bien sûr à Kepel, pour qui cela est le seul facteur explicatif. Il voit l'Islam comme le cœur de la radicalisation. Il voit cette religion comme unique raison amenant à la radicalisation. Pour les seconds, comme Bronner, Bouzar, ou Roy, il faut mettre de côté le facteur religieux, qui ne sert que de prétexte. Il ne faut pas prendre l'option religieuse en travaillant sur la radicalisation, mais au contraire le prendre avec bien plus de recul. Voici ici l'un des principaux points de désaccord dans les approches de la radicalisation.

Une autre idée amenant des oppositions à propos de la radicalisation, est de savoir si cela est un processus ou un basculement. D'un côté, cela se construirait sur un temps long, avec différents éléments (variant selon les auteurs



bien sûr), de l'autre, cela se ferait plutôt à un moment précis, avec un facteur déclencheur. Crettiez et Sèze, par exemple, sont des défenseurs de l'idée de processus pour parler de la radicalisation, alors que Bouzar défend de son côté la notion de basculement, qui se fait à la suite d'un moment, d'une action bien plus situable.

Un élément sur lequel nous devons aussi impérativement nous arrêter est celui de la violence. Est-elle ou pas attachée de facto à la radicalisation ? Face à cette question, Bronner met de côté l'idée de violence par rapport à la radicalisation. Selon lui, radicalisation et violence ne vont pas de pair. A l'opposé, des auteurs comme Khosrokhavar, Crettiez et Sèze, ou bien encore Roy estiment quant à eux que la violence fait partie intégrante de la radicalisation. On ne peut étudier la radicalisation sans prendre en compte la violence qui va avec selon leurs approches.

Un point mis en avant par de nombreux auteurs est le fait que **la radicalisation peut avoir de multiples origines, qu'il existe différents types de radicalisations (politiques, religieuses, d'idées uniques).** Nous pouvons évoquer comme auteurs qui insistent sur ce point Khosrokhavar, Fize, Bonelli et Carrié, Galland et Muxel. C'est par ailleurs pour cela que le premier nommé se retrouve dans plusieurs approches de la radicalisation dans la partie précédente.

Des auteurs comme **Galland et Muxel**, ou bien encore **Khosrokhavar** vont soumettre l'idée que les individus qui sont dans une radicalisation, vont être dans un mode contestataire. Ils remettent en cause, par leurs pensées, leurs idées, voire leurs actions, les normes et valeurs établies au sein de leur société. **Ils expliquent que les individus qui sont radicalisés sont dans une optique semblable à de la rébellion, une remise en cause du système.**

L'**idée de transcendance** est un point que **Crettiez et Sèze** mettent énormément en avant. Ils entendent par cela que **la radicalisation permet aux individus de se dépasser, d'aller au-delà d'eux-mêmes.** Cette transcendance les pousse à penser, commettre des actes au-dessus de ce qui semble possible au départ pour les individus.

Dans les travaux sur la radicalisation, **l'approche psychologique n'est pas non plus ignorée par les scientifiques.** Certains la mettent même en avant, en ayant recours à des concepts psychologiques de façon plus ou moins récurrente. Nous pensons par exemple à Benslama ou bien encore à Bouzar. Khosrokhavar y a aussi eu recours dans ses multiples recherches.

Des auteurs vont percevoir la radicalisation comme une pensée sectaire. Pour rappel, il s'agit d'une manipulation mentale, rupture avec l'environnement scolaire, familial, amical; endoctrinement par internet. Nous vous invitons à consulter la littérature sur le sujet. Pour en revenir à nos auteurs, ils vont voir la radicalisation selon ce même principe. Nous pouvons évoquer alors Crettiez et Sèze, Bouzar, ou bien encore Blisko qui raisonnent avec cette idée.

La radicalisation est-elle un choix des individus, qui se fait en pesant le pour et le contre ? Pour Bronner, la réponse est oui, et il est l'un des seuls à être dans cette optique. Les individus font le choix de se radicaliser, d'aller vers cette voie, ils choisissent les idées les amenant à cela. Il explique aussi que cela ne se fait pas individuellement, mais via un groupe de personnes.

Certains auteurs, comme Bertho ou Khosrokhavar estiment que les influences sociales et politiques amènent des individus à se radicaliser. Ce sont des éléments extérieurs qui constituent le socle de la radicalisation des personnes concernées. Ils pensent par exemple à la discrimination qui peut par la suite déclencher un sentiment de rejet et de haine.

Enfin, nous pouvons parler d'**un élément, qui est pour l'heure le seul à faire consensus: les personnes perçues comme en radicalisation ne sont pas des individus avec des troubles de la folie, ils ne sont pas « fous »** (en proportion par rapport à la société).

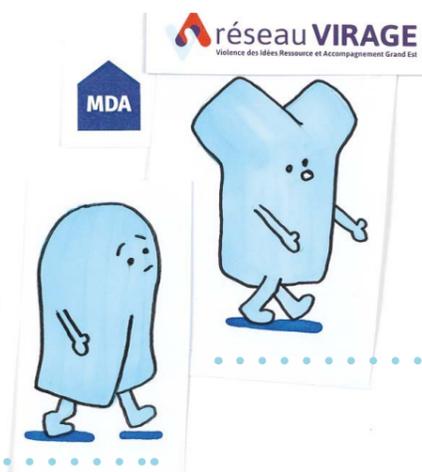
²⁹ Kepel Gilles, « Modalités terroristes du « passage à l'acte » », Savoirs et clinique, vol. 21, no. 2, 2016, pp. 83-94.

Un travail à poursuivre

Avec ces quelques lignes, nous avons modestement tenté de présenter quelques définitions et approches de la radicalisation. Nous nous sommes efforcés, non sans difficulté, de mettre en avant quelques idées, avec des auteurs les soutenant et d'autres s'y opposant. Il est nécessaire de rappeler que nous n'avons pu traiter l'ensemble des définitions produites par les chercheurs, étudier l'ensemble de chaque approche. Ces choix sont tout à fait subjectifs et personnels. L'objet ici est de présenter une partie des sens donnés au terme de radicalisation, sans prétendre balayer toutes les sémantiques du terme.

Un consensus global nous paraît aujourd'hui bien compliqué, au regard du peu de convergences et des oppositions parfois « radicales » entre les auteurs. Au contraire, nous avons même plus découvert au fil des lignes les dissensus entre les auteurs, montrant à quel point le chemin à parcourir est encore long pour trouver un terrain d'entente.

Une thèse (voire sûrement plusieurs) est nécessaire sur le sujet, afin d'éclaircir plus en profondeur la notion de radicalisation. Ceci aidera grandement pour d'autres travaux sur ce phénomène, comme pour la construction d'idéaux types (s'ils existent) ou sur les actions de prévention par exemple.



RENCONTRE AVEC LE SERVICE DES ÉQUIPES MOBILES DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

PAR YAZIDA SLAMANI, CHARGÉE DE MISSION MÉDIATIONS INTERCULTURELLES ET INTERRELIGIEUSES

Une originalité belge réside dans l'existence au sein de son système éducatif et dans le cadre de dispositifs de prévention, d'une équipe mobile dédiée d'aide et de médiation. Ils sont pour ceux qui la compose de véritable « pompiers » de l'éducation nationale. Nous sommes allés à leur rencontre après avoir entendu Monsieur Bruno Sedran (Coordinateur pédagogique de cette équipe mobile), à l'occasion d'une

journée séminaire organisée conjointement par la Maison des Adolescents de Charleville-Mézières et par le réseau VIRAGE à Revins. Son propos-démonstration lors de son allocution suscite notre intérêt. Nous prenons donc date pour nous rendre dans le quartier de Molenbeck à Bruxelles où se situent les locaux de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Présentation du service des Equipes Mobiles

Parmi les dispositifs de prévention du décrochage et de la violence en milieu scolaire, la Fédération Wallonie-Bruxelles a instauré le Service des Équipes mobiles.

Le Service des Équipes mobiles intervient « dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, à la demande du chef d'établissement ou du Gouvernement dans les établissements organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles et du pouvoir organisateur dans les établissements subventionnés ».

Les profils dans l'équipe varient : psychologue, criminologue, enseignant, éducateur, anthropologue, journaliste.

Les interventions se font auprès des équipes éducatives, administratives des établissements lors de suicide, incendie, agression caractérisée. Il s'agit d'apporter une aide organisationnelle, d'accompagner la gestion des émotions, d'assurer une permanence d'écoute et de soutien, de travailler avec la (ou les) victime(s), avec l'(ou les) agresseur(s).

On évite d'agir directement auprès d'élèves. Le travail avec le groupe sur le groupe a la préférence du dispositif qui n'est pas somme toute figé puisqu'il y a adaptation notamment sur l'accompagnement lié à la radicalisation. En effet depuis les attentats contre Charlie Hebdo (7 janvier 2015), l'équipe a dans ses missions les questions de radicalisations, c'est donc plus particulièrement sur cette dimension que nous sommes allés échanger avec nos collègues Belges. Découvrir leurs pratiques, positionnement...

Ce Service, composé d'intervenants extérieurs aux écoles, a pour mission d'intervenir :

- En cas d'absentéisme scolaire (situation d'un élève qui fréquente irrégulièrement l'établissement scolaire et s'en absente de façon injustifiée), uniquement dans l'enseignement fondamental;
- En cas de décrochage scolaire (élève soumis à l'obligation scolaire qui est inscrit dans un établissement mais ne l'a pas de fait fréquenté sans motif valable ou élève qui n'est inscrit dans aucun établissement scolaire et qui n'est pas instruit à domicile);
- En cas de situation de crise dans l'école, c'est-à-dire, une situation affectant l'établissement scolaire à la suite d'un fait précis;
- Afin de permettre la reprise du dialogue au sein de l'établissement scolaire qui a connu une situation de crise;
- De manière anticipative, au cas où l'équipe éducative souhaite se préparer à réagir en situation de crise.

Le premier challenge concerne les réponses que peut apporter l'équipe mobile en termes de besoins d'informations et gestion de la problématique dans l'établissement scolaire.

Pour ce faire, la Belgique a des organismes comme le CETR – Centre d'Etude du Terrorisme et de la Radicalisation, et a développé nombre d'outils de prévention comme BeSafe. Reste que Bounce – outil de résilience qui vise à renforcer les compétences sociales, la conscience et résilience des jeunes, a la préférence de l'équipe.

Lorsque qu'elle intervient à la demande d'un « pouvoir organisateur », dans l'enseignement subventionné, et du chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, une part de son travail sera réalisée autour du niveau d'inquiétude à l'image d'un médecin sur le niveau de douleur. Elle met en place une cellule d'évaluation dans laquelle sont posées 4 questions: De qui s'agit-il? Pourquoi une inquiétude par rapport à lui – elle? Quels sont les incidents produits? Quels sont ces attitudes par rapport à la religion?

La réponse à ces questions se fera en groupe pour qu'il n'y ait pas de responsabilité individuelle. Dimension collective de la responsabilité. Le groupe permet d'objectiver les inquiétudes.

D'une manière générale l'intervention se fait lorsque l'institution est en crise et non pas quand un individu est en crise. L'objectif étant de réaliser une préanalyse: est-ce un acte intentionnel, accidentel ou naturel? En cellule de crise les évaluations peuvent aller jusqu'à trois fois par jour.

On pose un cercle des vulnérabilités, les victimes « primaires » seront prises en charge en premier.

L'équipe utilise la technique du « defusing » (technique de prise en charge des personnes qui viennent de vivre un traumatisme psychique, dans les premières heures de celui-ci), aux seules fins de désamorçage.

En définitive les membres de l'équipe interviennent le plus souvent en duo, pour toute tension en lien avec toute personne, si elle est liée à l'école. Avant tout, ils analysent la situation avec les personnes concernées. Dans ce cadre ils peuvent aller en famille et relier tous les acteurs impliqués ce qui peut lors de suivi de jeunes recréer du lien vers un accrochage scolaire.

La méthode Belge en termes de gestion notamment des signalements à l'échelle scolaire semble du fait de l'existence même de cette équipe mobile moins schizophrène dans l'appréhension des questions de radicalités. On le sait, en France, nombre de dégâts ont été causés chez les jeunes et leurs familles en raison de signalements parfois hâtifs.

Pour finir nous avons échangé autour de nos actions de prévention en milieu carcéral. Côté Belge, un ex-directeur d'établissement pénitentiaire aujourd'hui représentant du CAPREV (Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par les Radicalismes et Extrémismes Violents). Il nous a présenté le CAPREV qui a pour vocation d'offrir un accompagnement individualisé à tout mineur ou majeur en voie de radicalisation violente, ainsi qu'un soutien et une écoute professionnelle à leurs proches et aux intervenants de terrain.

Lui utilise le terme de position philosophique plutôt que de radicalisation islamique.



Ce centre a 5 fonctions de base

→ Assurer un accueil téléphonique en toute confidentialité aux particuliers et professionnels. Un numéro vert est accessible tous les jours ouvrables de 8h à 18h. Gratuit et animé par des travailleurs sociaux, il garantit l'anonymat et la confidentialité des échanges (sauf si la sécurité publique est menacée). Au moment de notre rencontre on comptait 500 appels par an.

→ Proposer un soutien psycho-social aux personnes qui en feraient la demande via le numéro vert. Il s'agit, par exemple, de répondre aux besoins psychologiques et sociaux des proches d'individus radicalisés. Ce soutien pourra se faire essentiellement sur base d'entretiens.

→ Prendre en charge des personnes en voie de radicalisation violente afin d'initier un parcours de désengagement sur mesure à travers différentes initiatives de réinsertion. Ce parcours peut s'initier sur base consentie ou contrainte. Dans ce cas il consiste notamment en la mise en œuvre des conditions spécifiques assorties aux mandats judiciaires liés au terrorisme ou au radicalisme.

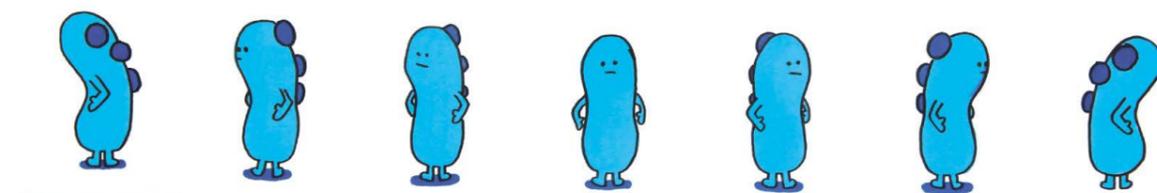
→ Constituer un pôle de recherche pour développer une expertise théorique sur le phénomène de la radicalisation violente. Pour ce faire, le CAPREV utilise la méthodologie de la « recherche-action ».

→ Construire sur l'ensemble du territoire de la Fédération, un réseau de partenaires dans la prise en charge des personnes concernées par le radicalisme violent.

A nouveau la grande différence avec le système français c'est une réelle pluridisciplinarité. En effet le centre emploie aujourd'hui une équipe multidisciplinaire d'une douzaine de personnes dont des criminologues, psychologues, juristes... ajouter à cela la possibilité pour les détenus de pouvoir téléphoner et demander une intervention à leur adresse in situ c'est un positionnement au même titre que la réflexion sur la justesse d'une équipe mobile qui devrait nous interpeller un peu plus. Notre interlocuteur achèvera son propos par cette phrase

« finalement la radicalisation est une pathologie de la communication ».

À méditer ou pas c'est selon.



UNE JOURNÉE D'ASSISES UNIVERSITAIRES, ANALYSES STRASBOURGEOISES

PAR BRUNO MICHON, SOCIOLOGUE DES RELIGIONS

En octobre 2019, à l'initiative de la ville de Strasbourg, les chercheurs actifs sur les questions de radicalisation se sont réunis à l'Université de Strasbourg. Il s'agissait de présenter les différentes enquêtes en cours portées par des universitaires sur la radicalisation. **En tout, 12 chercheurs issus de nombreuses disciplines des sciences humaines ont eu l'occasion de présenter leurs travaux.**

David Lebreton, sociologue propose un croisement entre son approche autour des conduites à risque des jeunes et les profils de nombreux djihadistes. Les rites de virilisation, la dimension ordalique et sacrificielle, les ruptures familiales sont autant de point commun qu'il se propose de rapprocher.

Alioune Bah, philosophe et théologien propose une réflexion autour des contre discours à partir du texte coranique lui-même. **Il invite ainsi les chercheurs à distinguer le terrorisme et le djihad**, concept théologique bien plus large que celui qu'en font les djihadistes.

William Gaspirini, sociologue du sport présente une enquête réalisée dans le football amateur en Alsace. Il s'interroge dans un premier temps sur la focalisation des directives ministérielles et des services de sécurité autour du monde du sport. Il constate effectivement une augmentation des pratiques religieuses sur les terrains, sans toutefois pouvoir parler ni de radicalisation, ni de communautarisme. **Il invite ainsi, les autorités publiques à prendre garde à ne pas faire d'amalgame entre religiosité, radicalisation et communautarisme.**

Le philosophe Jacob Rogozinski propose une approche critique du concept de radicalisation. Il explique ainsi qu'on peut parler de « notion écran » à son propos. **Pour lui, la radicalisation résulte du déni de reconnaissance et de la souffrance sociale.** Ces processus mènent certains à la colère puis à la haine. Il est ainsi possible de reprendre le concept foucauldien de dispositif pour décrire l'usage de la terreur dans un objectif d'étendre un pouvoir en désignant des ennemis qu'il convient d'exterminer. Il explique l'importance de lutter contre toutes les formes de discrimination pour éviter la radicalisation.

Lilli Soussoko, doctorante en sociologie reprend son enquête sur le concept de radicalisation qui se meut entre le monde scientifique et politique. **Elle montre bien l'évolution et le rétrécissement de l'univers sémantique autour de la**

radicalisation depuis les années 1940. D'un concept positif (gauche radical), il est associé dans les années 2000 au terrorisme et à l'islam et s'individualise. Elle constate en outre le rapprochement des acteurs de la politique publique et du monde de la recherche. Les débats entre experts sont souvent issus, constate-t-elle, d'une différence des publics étudiés (jeunes de banlieue, djihad international etc...).

Anne Fornerod est juriste, elle travaille sur l'évolution du droit en matière de terrorisme et de radicalisation. **Elle considère que le concept de radicalisation n'existe pas dans le droit, mais qu'il est malgré tout convoqué régulièrement.** Ce concept est développé à partir du principe de précaution en cherchant à intervenir en amont même de l'acte terroriste, ce qui pose un certain nombre de problèmes du point de vue du droit.

Patricia Cotti est psychologue, elle travaille sur toutes les formes de terrorisme et s'intéresse particulièrement aux loups solitaires. **Selon elle la recherche sur la radicalisation a été largement portée par des penseurs politiques plus que par des chercheurs.** Pour elle, de nombreux profils de loup solitaire sont caractérisés par des traits psychopathologiques (à ne pas confondre avec de la maladie mentale) tels que le sentiment de persécution et d'oppression, la mégalomanie etc... Elle explique que l'idéologie joue un rôle de contention à certains de ces troubles.

La juriste Vincente Fortier travaille quant à elle sur la famille. Elle **montre que la radicalité religieuse peut dans certains cas constituer un risque pour l'enfant.** En protection de l'enfance, le juge des enfants est justement mandaté pour évaluer le risque pour l'enfant. La question de la radicalité religieuse reste complexe à évaluer. Quoi qu'il en soit, il est généralement important de garder le lien avec les parents dans l'intérêt de l'enfant.



Dans un dernier temps, quatre chercheurs travaillant pour le projet de recherche RIGORAL financé par l'Agence nationale de la recherche autour des questions de fondamentalismes et de radicalisation présentent leurs travaux. **Claire Donnet présente son travail autour des signalements pour radicalisation dans l'Education nationale.** Les motifs de signalement des élèves mettent en lumière la porosité de la frontière entre population vulnérable et population dangereuse. L'acte de signalement peut perturber les relations pédagogiques et fonctionne comme une demande de mise en conformité des subjectivités des élèves.

Hichem Fekir est sociologue et islamologue, il travaille sur la revue publiée par l'Etat islamique, intitulée Dar el islam. Outre la légitimation des opérations martyres, cette revue cherche à légitimer DAESH comme Etat (monnaie, école etc...), le professionnalisme de la revue et les argumentaires construits et rationnels donnent une image idéalisée de DAESH. De nombreuses critiques et appel au djihad sont lancés contre la France dont le système éducatif est selon la revue « une négation de l'islam ».

Anne-Sophie Lamine est sociologue, elle travaille quant à elle sur les réactions des médias musulmans face aux attentats terroristes en France. Elle constate un discours majoritaire de condamnation des attentats tout en regrettant les amalgames et la recrudescence des discriminations vis-à-vis des musulmans.

Pour conclure, **Bruno Michon, sociologue, cherche à comprendre l'implication des travailleurs sociaux dans la politique publique de lutte et de prévention de la radicalisation.** Son analyse fait émerger de nombreuses difficultés dans cette implication.

- La première est tout d'abord celle d'avoir le sentiment de participer à une politique publique sécuritaire éloignée du cadre habituel d'intervention dans le travail social.
- La seconde se concentre sur la difficulté de situer la nouvelle politique publique dans ou en dehors du droit commun de la protection de l'enfance.
- La troisième se centre sur les aspects déontologiques liés, entre autres aux signalements qui se heurtent, en protection de l'enfance, à l'impératif du secret professionnel.

FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET PROBLÉMATIQUE DE SANTÉ MENTALE EN PRÉVENTION TERTIAIRE

Nous avons participé au Groupe de travail InFoEx (forum international pour l'échange entre experts sur la lutte contre l'extrémisme islamiste) qui s'est tenu à Berlin les 23-24 mai 2019 à l'initiative du Conseil Allemand des Relations Etrangères et du Bureau Fédéral des Migrations et Réfugiés.

Un document de 16 pages a été publié à l'issue de ce travail :

Facteurs psychologiques et problématique de santé mentale en prévention tertiaire, disponible en allemand et en anglais, et dont nous proposons ici un résumé :

Le document avait pour but de contribuer à une meilleure compréhension, plus nuancée du sujet. 6 recommandations générales ont été mises en avant :

- Assurer l'intégration de la santé mentale dans la prévention tertiaire. Bien qu'il n'y ait pas consensus sur la façon dont la santé mentale influence le désengagement d'un groupe extrémiste, les experts s'accordent sur le fait que la prévention tertiaire doit inclure les connaissances en santé mentale, notamment le rôle du soutien psychologique.
- Développer une compréhension commune en matière de santé mentale en développant des définitions, des outils d'évaluation et de suivis.
- Soutenir et améliorer les formations interprofessionnelles. Les professionnels de différents champs professionnels ont besoin de formations conjointes par exemple sur l'évaluation du risque, le partage d'information et la confidentialité médicale. Les programmes de formation doivent être mis à jour régulièrement.
- Proposer un cadre pour une coopération effective et apporter de la ressource et conseils aux professionnels. Les autorités devraient financer des projets qui offrent des opportunités d'échanges entre professionnels d'une même discipline et entre disciplines.
- Développer les structures publiques existantes.
- Rendre la recherche applicable à la pratique et informer les chercheurs des expériences pratiques. Les chercheurs devraient inclure les professionnels de santé mentale dans leurs recherches.

L'objectif de ce forum était de collecter des pratiques inspirantes de praticiens travaillant en prévention tertiaire, en Allemagne et à l'étranger. La session de mai 2019 (la deuxième organisée) a réuni 30 participants d'Allemagne, Danemark, Pays-Bas, France, Royaume-Uni et Norvège.

Le Dr. Paul Gill, University College London a proposé une introduction apportant un regard de la recherche sur les facteurs psychologiques et les problèmes de santé mentale dans les problématiques de radicalisation.

Deux perspectives s'opposent : l'une considère que les terroristes ont une personnalité distincte ou un profil psychologique les différenciant de la population générale. L'autre position (p ex Corner & Gill 2017) évoque davantage des parcours d'engagement. De plus, la santé mentale ne s'arrête pas aux diagnostics actuels et confirmés, elle questionne également de potentielles vulnérabilités ou des cas subcliniques. Généralement les facteurs psychologiques interagissent avec d'autres facteurs dans un parcours complexe au cours des différentes phases du processus de radicalisation. Nous devrions de ce fait appréhender la problématique de santé mentale dans le parcours individuel, et pas seulement de façon binaire : présence ou non de troubles.

LE GROUPE DE TRAVAIL A CIBLÉ 7 THÈMES

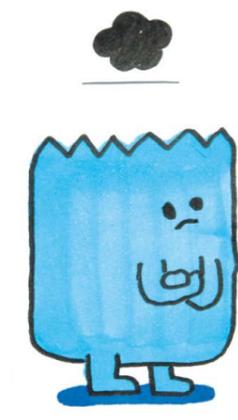
- Loups solitaires et dynamique de groupe
- Outils d'évaluation du risque
- Coopération entre agents et entre administrations
- Secret professionnel
- Regard psychologique sur les différences de genres
- Profils de personnalité
- Résilience

1. Dynamique de groupe et Loups solitaires

Les groupes extrémistes répondent aux besoins profonds des individus qui les rejoignent (sentiment d'appartenance, rédemption, attachement similaire à celui connu dans l'enfance). Les interventions sur les dynamiques de groupes ne sont pas encore assez développées.

Le concept de loup solitaire reste discuté, la radicalisation étant considérée comme un processus social. On retrouve davantage de pathologies psychiatriques chez les acteurs extrémistes solitaires, ainsi que des antécédents d'abus de substances et de criminalité. Les réseaux sociaux sont vraisemblablement un élément fréquent de leur radicalisation. Leur repérage, et leur accompagnement sont par ailleurs difficiles. Pour cette population une coopération entre les différents acteurs est souhaitable mais délicate, chacun ayant des perspectives différentes. Ceci est notamment le cas entre des éléments de compréhension nuancées des cliniciens et le besoin de standardisation et d'action publique des acteurs de la sécurité.

Notre regard clinique nous invite effectivement à élargir la question psychopathologique, notamment sur les antécédents, les liens d'attachements, la dynamique familiale.



2. Outils d'évaluation du risque

DR. NILS DUITS, NETHERLANDS INSTITUTE OF PSYCHIATRY AND PSYCHOLOGY

3 outils ont été présentés :

- **VERA 2R** (Violent Extremism Risk Assessment, version 2-revised; Sadowski et al 2017) : outil d'évaluation du risque clinique développé en psychologie légale, aux Pays-Bas. Basé sur 65 indicateurs divisés en 5 domaines.
- **ERG22+** (Extremist Risk Guidance; Lloyd & Dean 2015), développé au Royaume Uni. 3 dimensions y sont évaluées : l'engagement, l'intention et la capacité à déterminer un risque de passage à l'acte.
- **TRAP-18** (Terrorist Radicalization Assessment Protocol; Meloy & Gill 2016) : outil d'analyse de situation individuelle et non de pronostic du risque.

Des recommandations ont été faites par le Dr Nils Duits : Connaître les indicateurs de risque et de protection de l'extrémisme violent, participer à des formations et participer à des supervisions des pratiques.

L'usage de tels outils peut être séduisant car il permet une standardisation et une systématisation des données ; il faut toutefois garder à l'esprit leurs fragilités : celui de croire à l'objectivité de données subjectives, même recueillies de façon standardisées, d'omettre des éléments anamnestiques et familiaux que le sujet ne livrera pas nécessairement (ex : défaut de perception de ce qui a pu faire trauma, telles d'éventuelles violences intrafamiliales)

3. Coopération entre agents et entre administrations

ANDERS BO CHRISTENSEN, DANISH CENTER FOR PREVENTION OF EXTREMISM

Les objectifs, les approches et les évaluations varient beaucoup entre les différents professionnels engagés dans la prévention tertiaire : spécialistes de la santé mentale, travailleurs sociaux, police, service de renseignement, acteurs de la justice, de la détention et du SPIP.

Le manque de coordination et d'échanges d'information peuvent avoir des conséquences importantes pour la sécurité publique, cependant l'obligation de secret s'impose aux professionnels du soin.

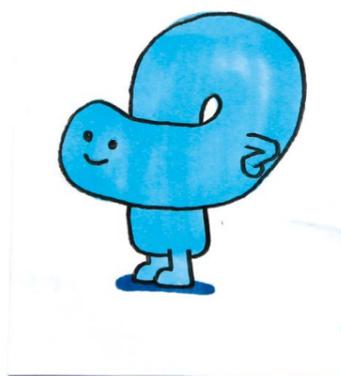
L'accès aux soins de santé mentale reste délicat du fait de la réticence du public et d'un manque de professionnels formés dans le champ de la radicalisation.

Par ailleurs, parmi les défis de la coopération au sujet de la santé mentale on repère notamment des attentes irréalistes sur la réduction des risques de récurrence, l'évaluation du risque et la prédiction de la récurrence (Harte 2015). Des facteurs permettraient une meilleure coopération : la division des tâches, une vision et des buts communs, une participation égale, et le développement d'attentes réalistes.

Développer un dispositif de prévention efficace prend du temps. De plus, il nécessite des échanges d'expériences. Les instructions hiérarchiques ne peuvent fonctionner que si elles s'appuient sur l'expérience de terrain.

Les meilleurs résultats dans la prévention sont le plus souvent basés sur une grande confiance et coopération entre acteurs et administrations.

Lors d'une conférence du G20 en 2017, à Berlin, la Pr Michaela KÖTTIG, Professeure de communication et de gestion de conflits à l'Université de Frankfurt et Présidente de l'association scientifique du travail social en Allemagne, avait déjà insisté sur la nécessaire non subordination de la prévention aux logiques de sécurité. Même si cela n'est toujours aisé à faire entendre dans toutes les administrations, nous expérimentons cette confiance avec l'agence régionale de santé du Grand Est qui a créé le réseau VIRAGE en 2017 et en réitère le financement en ce début 2020.



4. Secret professionnel

La question du secret professionnel se pose différemment en fonction des pays et des professionnels. Les travailleurs sociaux et les professionnels de santé mentale sont confrontés à des injonctions opposées : d'une part, les demandes de connaissances sur les suivis par des instances de sécurité, d'autre part leurs obligations légales de secret professionnel.

Ces injonctions paradoxales sont d'autant plus problématiques quand les professionnels (travailleurs sociaux et professionnels de santé mentale) font parties de structures dépendantes institutionnellement ou financièrement des institutions en charge de la sécurité.

Dans certains pays européens, un échange avec un membre de l'ordre professionnel permet de prendre la décision de levée du secret professionnel sur certains éléments. Par ailleurs, le travail collégial et en intervision apparaît comme une modalité intéressante pour prendre une décision de signalement aux autorités.

On peut en effet observer chez de nombreux professionnels une minimisation ou une mauvaise interprétation du risque, ou un défaut de connaissance du cadre légal. De ce fait, les travailleurs sociaux et les professionnels de santé mentale ont besoin d'être formés à la problématique des radicalisations violentes et avoir un interlocuteur de leur champ professionnel pour échanger sur la situation avant un éventuel signalement.

Le réseau VIRAGE s'engage en ce sens auprès des professionnels du soin et du social, en Grand Est.

5. Regard psychologique sur les différences de genres

DR. AYA MORTAG FREUND, DANISH CENTER FOR PREVENTION OF EXTREMISM

Les sociétés occidentales perçoivent souvent les femmes comme des victimes manipulées par des techniques de séduction ou de persuasion, ce qui ne s'avère pas toujours exact, les femmes agissant également en tant d'actrice de leurs propres choix.

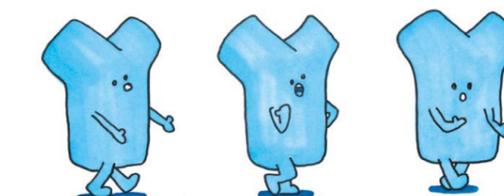
Les pays européens ont différentes approches face à la radicalisation des femmes, ainsi que face à leur retour de zones de combat.

Les profils de femmes se radicalisant et les raisons de leur radicalisation sont multiples. Leurs rôles ne se cantonnent pas à être épouse et mère. Elles jouent également un rôle important dans la diffusion de la propagande.

Un engagement extrême n'est pas basé sur le genre. Des femmes font un tel choix en réponse à la complexité de leur histoire de vie et de leur situation personnelle.

Si de façon générale, il n'est pas recommandé de développer une prévention spécifique aux genres. Le genre peut toutefois être considéré à un niveau d'intervention quand cela a été déterminant dans le processus. La présence de professionnels féminin dans les équipes de prévention tertiaire apparaît de ce fait nécessaire.

Nous observons dans notre équipe la différence de lien transférentiel qui peut se déployer entre des jeunes femmes et les membres de l'équipe en fonction notamment du genre. Auprès de professionnelles, des échanges spécifiques notamment sur la sexualité (traumatique, crainte) peuvent se créer ; et le lien peut se maintenir dans la durée à travers les réseaux sociaux.

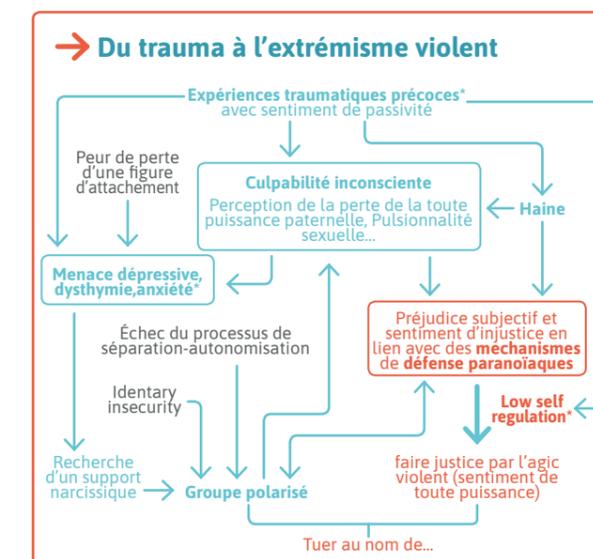


6. Profils de personnalité

DR. GUILLAUME CORDUAN, STRASBOURG UNIVERSITY HOSPITAL AND VIRAGE NETWORK

On peut comprendre le processus de radicalisation comme un choix actif dans un but d'apaisement de vécus dysthymiques, anxieux et post-traumatiques. Il est ainsi pertinent de chercher les traumatismes dans l'histoire du sujet et de sa famille. On sera par ailleurs vigilant à un éventuel fonctionnement paranoïaque (à un niveau individuel et familial).

J'ai présenté à cette occasion un schéma conceptualisant les facteurs de risque à l'œuvre dans le processus de radicalisation :



Ce schéma n'a pas pour vocation de dresser une liste exhaustive des facteurs de risque.

Il permet toutefois de souligner des mécanismes fréquemment à l'œuvre et souvent inaccessibles dans les premiers temps du suivi, seul le symptôme radical émergent tel la pointe d'un iceberg. Accéder à ces souffrances dépressives, post-traumatiques est parfois long comme ce fut le cas d'une patiente suivie depuis plus de 3 ans et qui commence seulement à parler de violences subies ; elle explique désormais comment son engagement radical apaisait ses souffrances.

7. Resilience

CATHRINE MOESTUE, NORWEGIAN INSTITUTE OF EMOTION FOCUSED THERAPY

La résilience permet à l'individu de rebondir face à l'adversité de la vie et de résister aux facteurs de risques d'un éventuel processus de radicalisation.

La résilience n'est pas qu'une compétence individuelle, elle est aussi une construction collective (groupe familial, communauté, société)

L'humour est associé à la résilience et à la capacité à tolérer le stress. Il est de ce fait intéressant d'explorer et de développer l'humour et la capacité de flexibilité mentale des patients. De plus, il est utile de rendre les patients davantage capables de supporter des émotions négatives et confiants en leurs capacités à affronter les difficultés de la vie.

Les praticiens peuvent également aider les patients à explorer leurs repères moraux et à trouver des communautés qui vont renforcer leur résilience.

L'intervention de Catherine Moestue était articulée autour de son expérience personnelle : étudiante, elle s'était retrouvée sous l'emprise d'une figure charismatique extrémiste qui l'avait isolée de sa famille et du monde extérieur. Outre sa justesse de ton et la profondeur de son analyse, son vécu nous invite à questionner les parties « radicales » de notre propre intimité : questionnement personnel dont on ne peut faire l'économie lorsqu'on accompagne des sujets engagés dans un extrémisme.

La rencontre de Catherine avait permis de l'inviter en septembre de la même année à intervenir lors de la conférence internationale que nous avons coorganisée à Strasbourg sur le thème Résilience collective et polarisation sociale .

Bibliographie

Le Groupe de travail InFoEx propose pour finir une bibliographie conséquente dont sont tirés les nombreux éléments développés dans l'article :

Bhui, Otis, Silva, Halvorsrud, Freestone & Jones: "Extremism and common mental illness: cross-sectional community survey of White British and Pakistani men and women living in England," *The British Journal of Psychiatry* (March 2019).

Campelo, Oppetit, Neau, Cohen & Bronsard: "Who are the European youths willing to engage in radicalization? A multidisciplinary review of their psychological and social profiles," *European Psychiatry* 52 (August 2018), pp. 1-14.

Corner, E. & Gill, P.: "There and Back Again: The Study of Mental Disorder and Terrorist Involvement," *American Psychologist* 72(3) (April 2017), pp. 231-241.

Corner, Gill & Mason: "Mental Health Disorders and the Terrorist: A Research Note Probing Selection Effects and Disorder Prevalence," *Studies in Conflict & Terrorism* 39(6) (January 2016), pp. 560-568.

Harte, J.: "Preventing crime in cooperation with the mental health care profession," *Crime, Law and Social Change* 64 (2015), pp. 263-275.

James, Kerrigan, Forfar, Farnham & Preston: "The Fixated Threat Assessment Centre: Preventing harm and facilitating care," *The Journal of Forensic Psychiatry & Psychology* (2010), pp. 1-16.

Keatinge, T. & Keen, F.: Occasional Paper: Lone-Actor and Small Cell Terrorist Attacks: A New Front in Counter-Terrorist Finance?, Royal United Services Institute (2017).

Lloyd, M., & Dean, C.: "The development of structured guidelines for assessing risk in extremist offenders," *Journal of Threat Assessment and Management* 2 (2015), pp. 40-52.

Meloy, J. R. & Gill, P.: "The lone-actor terrorist and the TRAP-18," *Journal of Threat Assessment and Management* 3 (2016), pp. 37-52.

Moestue, C.: "You don't have to be a fool to be fooled. An Interview with Robert Cialdini," *ICSA Today* 7(3) (2016).

Moestue, C.: "Interaction between vulnerabilities, inner motivation and manipulation in the radicalization process," *Radicalization. Phenomenon & Prevention, MINOTENK* (2018) (in Norwegian).

Moghaddam, F.: "The Staircase to Terrorism. A Psychological Exploration," *American Psychologist* (February-March 2005), pp. 161-169.

Musial, J.: "My Muslim sister, indeed you are a mujahidah' - Narratives in the propaganda of the Islamic State to address and radicalize Western Women. An Exemplary analysis of the online magazine Dabiq," *Journal for Deradicalization* 9 (Winter 2016/7), pp. 39-100.

Nilsson, M.: "Motivations for Jihad and Cognitive Dissonance - A Qualitative Analysis of Former Swedish Jihadists," *Studies in Conflict & Terrorism* (2019).

Pearson, E. & Winterbotham, E.: "Women, Gender and Daesh Radicalisation. A Milieu Approach," *The RUSI Journal* 162:3 (2017), pp. 60-72.

Radicalisation Awareness Network: Ex Post Paper: Risk assessment of lone actors (2017).

Radicalisation Awareness Network: Ex Post Paper: Multi-Problem Target Group: the influence of mental health disorders and substance abuse on Exit work (2018a).

Radicalisation Awareness Network: Ex Post Paper: PTSD, trauma, stress and the risk of (re)turning to violence (2018).

Radicalisation Awareness Network: Ex Post Paper: RAN Policy & Practice: A mental health approach to understanding violent extremism (2019).

Rau, Kliemann, Ohlert, Allroggen & Fegert: "Gefährdungsmomente im Zusammenhang mit religiös- motivierter Radikalisierung. Handlungsempfehlungen für (sozial-) pädagogische Fachkräfte," *ZKJ: Kindschaftsrecht und Jugendhilfe* (April 2019).

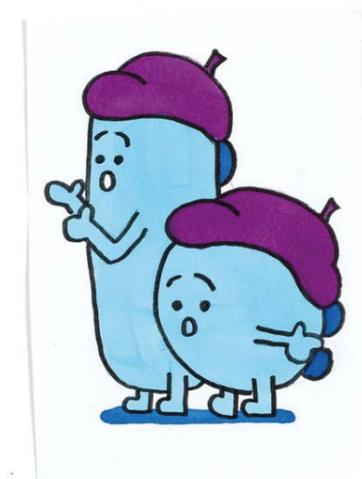
Rolling, J., & Corduan, G.: "La radicalisation, un nouveau symptôme adolescent?," *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence* 66(5) (2018), pp. 277-285.

Sadowski, Rossegger, Pressman, Rinne, Duits & Endrass: "Das Violent Extremism Risk Assessment Version 2 Revised (VERA-2R)," *Kriminalistik-Schweiz* (Mai 2017), pp. 316-323.

Saltman, E. & Smith, M.: *Till Martyrdom Do Us Part. Gender and the ISIS Phenomenon.* Institute for Strategic Dialogue (2015).

Sestoft, Hansen & Christensen: "The police, social services, and psychiatry (PSP) cooperation as a platform for dealing with concerns of radicalization," *International Review of Psychiatry* 29(4) (August 2017), pp. 350-354.

Winterbotham, E. & Pearson, E.: "Different Cities, Shared Stories. A Five-Country Study Challenging Assumptions Around Muslim Women and CVE Interventions," *The RUSI Journal* 161(5) (2016), pp. 54-65.



COLLOQUE INTERNATIONAL ADSEA 93 MÉCANIQUES DE « L'EXTRÉMISME VIOLENT »

PAR **RABHIA SENOUCI**, CONSEILLÈRE TECHNIQUE EN INTERVENTION SOCIALE
ET **GEOFFROY KLIMPEL**, PSYCHOLOGUE

Sauvegarde 93
Bobigny 3-4 juillet 2019

Leçons d'une expérience et d'une logique comparative

Durant deux journées, portées par les questionnements sur les destinées des mouvances radicales menant à des comportements violents, les interlocuteurs se sont succédés pour rapporter leurs expériences à ce qui, dans le langage courant, est appelé dé-radicalisation / prévention de la radicalisation. Cela m'évoque une deshumanisation de l'homme radicalisé envisagé comme un ordinateur duquel on désinstallerait un programme non conforme. Non conforme à quoi ? Quand bien même on envisagerait cette humanité 2.0 à la frontière de l'informatique et de l'humain, n'y a-t-il pas des résidus de désinstallations des programmes restés incrustés dans certains clusters de nos mémoires vives ?

Si l'on considère ces hommes et ces femmes qui par leur cheminement sont arrivés à faire des expériences de vie qui les ont menés à se raccrocher à une idéologie radicale, ne s'agit-il pas alors de re-liaison plutôt que de dé-radicaliser ?

Venant de pas moins de 7 pays à travers le monde le colloque proposé a porté à polémique. Boudé par les représentants politiques, bousculé par la presse, le cap est maintenu, le colloque a lieu. Fait-il l'apologie du terrorisme en se centrant sur l'humain ?

Les personnes accueillies au sein des dispositifs présentés sont des écorchés vifs de la société fondée sur une imagerie méritocratique.

Ce que je garde de ces journées, c'est le besoin de travailler main dans la main, acteurs du monde socio-politique, qu'ils soient journalistes, soignants, psy(chiatres/chologue), éducateurs, juristes et bien d'autres. Ce n'est qu'ainsi que le sentiment de communautarisme, qui peut-être ressenti comme intrusif dans la culture d'un pays, peut se mêler aux cultures ambiantes et répondre au précepte d'égalité, pilier de la nation.

Sauvegarde
de Seine-Saint-Denis

UNIVERSITÉ PARIS DESCARTES | U.S.P.C. Université Sorbonne Paris Cité | RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Colloque international

3 & 4 juillet 2019

MÉCANIQUES DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Leçons d'une expérience et d'une logique comparative

Sous la direction de : Zohra Harrach Ndiaye, Malika Mansouri, Saïd Bouamama et Elisa Aïmeur

INTERVENANTS

Dr. Houda Abadi	Dr. Cristiane De Freitas Cunha	Dr. Alice Jaspard
Mr. Areski Bouazza	Dr. Benjamin Ducol	Mr. Arno Michaelis
Dr. Alice Cherki	Maitre Isa Gultaslar	Mme. Sandra Miranda
Maitre Marie Dosé	Pr. Ghayda Hassan	Dr. Ahmat Yacoub
	Dr. Samah Labr	

LIEU : BOURSE DU TRAVAIL | **ENSEIGNEMENTS & INSCRIPTIONS** | **P A F**

93000 Bobigny | colloque@sauvegarde93.fr | Individuel Institutions Étudiants

Métro 5 Bobigny Pablo Picasso | 50 € | 100€ | Gratuit

Lien du programme
http://www.sauvegarde93.fr/IMG/pdf/programme_colloque_extre_misme_violent.pdf



A la création du réseauVIRAGE, les actions de prévention primaire mises en œuvre sur l'ensemble du territoire national et en région portaient essentiellement sur la promotion des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICULER LES DIFFÉRENTS NIVEAUX PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE

Différents dispositifs s'étaient construits plus ou moins dans l'urgence, avec des effets parfois nettement contreproductifs, voire discriminants. Des confusions s'opéraient aussi souvent entre objectifs de prévention et objectifs de détection, avec là encore, des risques délétères.

Certaines MDA dans l'ouest de la France avaient commencé à expérimenter le dispositif suédois des Promeneurs du Net, qui semblait porteur de perspectives positives pour la prévention générale des conduites à risques à l'adolescence.

Convaincue de la pertinence d'accompagner les jeunes dans leurs vies numériques, et dans les expériences qu'ils peuvent vivre dans ces espaces, la MDA de Strasbourg, avec le soutien de la CAF du Bas-Rhin a choisi de porter la coordination de ce réseau dans le département.

D'autres acteurs en Grand-Est se sont progressivement saisis de cet outil de prévention généraliste. A l'heure actuelle, seuls deux départements de la région ne disposent pas de Promeneurs Du Net.

La question des dynamiques et contenus radicaux (théories du complot, appels à la haine, hameçonnage...) est intégrée dans la formation des PDN 67. Par ailleurs, l'équipe du réseauVIRAGE propose aux équipes de PDN des autres départements du Grand Est de les accompagner dans leurs réflexions sur la prise en compte des risques liés aux radicalisations.



PRÉVENTION

DIALOGUE ET ESPRIT CRITIQUE, FAIRE COMMUN, SANS FAUSSES RESSEMBLANCES

Il s'agissait surtout de chercher à repérer et analyser les principes et valeurs qui devaient sous-tendre la nécessaire prévention primaire des radicalisations violentes. Nous pouvons aujourd'hui les lister rapidement comme suit :

- permettre et soutenir des espaces de dialogue éventuellement contestataires et critiques
- sans chercher à diffuser de « prêt à penser »
- entre pairs, en intergénérationnel, avec des professionnels qui s'impliquent directement dans les débats
- investir l'ensemble des champs sociaux (à l'école, dans les familles, dans les loisirs et le sport)
- sur tous les territoires, urbains, ruraux, et même numériques
- et sur tous les sujets, même et surtout sur les sujets les plus tabous
 - la politique au sens large et la citoyenneté
 - la religion et la spiritualité
 - les relations sentimentales et la sexualité
 - les dépendances et addictions
 - les discriminations.

Il s'agit globalement de soutenir des apprentissages partagés, les différences, et les changements d'avis, et de valoriser la multiplicité des identités d'appartenances.

ET SI J'AVAIS TORT ? VALORISER LES CHANGEMENTS D'AVIS

Dans ce contexte, le principal dispositif retenu par l'équipe du réseauVIRAGE et ses partenaires en région est un dispositif créé par le Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence de Montréal (CPRMV) : ET SI J'AVAIS TORT ?

Ce dispositif a d'ores et déjà été adapté en version française par l'équipe du réseauVIRAGE et expérimenté en région et dans le département du Bas-Rhin avec le soutien financier de la CAF du Bas-Rhin.

A ce jour, près de 80 témoignages individuels ont été filmés sur une trame de questionnaire commune, dont 35 diffusables, auxquels s'ajoutent des témoignages écrits ou audio :

- Sur quoi avez-vous changé d'avis ?
- Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ?
- Qu'est-ce que ça vous a apporté ?

Ces capsules audio ou vidéo, qui sont parfois l'œuvre de professionnels engagés (psychiatre, Imam, repenté Néo-nazi...), sont diffusées à l'ensemble du Réseau via le site internet du réseauVIRAGE et sa chaîne YouTube au fur et à mesure que les personnes ainsi interviewées – mineures ou majeures – les valident et autorisent les diffusions. Ces partages en ligne permettent ainsi aux professionnels de terrain de les réutiliser afin d'alimenter à leur tour ce type de débats avec des groupes.

En partenariat avec



PRÉVENTION

ANALYSE STATISTIQUE DE ET SI J'AVAIS TORT ?

PAR THOMAS PIERRE, ÉTUDIANT EN MASTER 2 SOCIOLOGIE « CONFLITS, CRIMINOLOGIE ET MÉDIATIONS » EN STAGE AU SEIN DU RÉSEAU VIRAGE

Étudiant en master de sociologie à l'Université de Strasbourg, j'ai effectué mon stage de première année de master au sein du réseauVIRAGE. Au cours de ce stage, j'ai eu l'occasion de travailler sur les actions de préventions primaires des radicalisations mises en place, notamment à travers le programme « Et si j'avais tort ». Au mois de janvier 2019, j'ai pu regarder les **62 vidéos** qui avaient déjà été tournées. Nous les avons **classées par grands thèmes**. Sur l'ensemble, **12 ont été tournées lors de la campagne « Médiathèques engagées »** de novembre 2018, et **32 lors de la semaine des discriminations** en novembre 2018. **Les « Et si j'avais tort » restants ont été réalisés à diverses occasions, lors de journées de prévention** par exemple. Nous allons présenter ici les grandes thématiques regroupant les témoignages. Cette classification est purement subjective, nous nous en expliquerons au fur et à mesure de ce propos.

Evoquons les vidéos autour du **sujet « genre et sexe »**. Nous avons regroupé en son sein cinq « Et si j'avais tort ». Un jeune homme, par exemple, pour qui les filles auraient de meilleures notes à l'école que les garçons à cause de leur sexe : elles seraient prédisposées à avoir de meilleures notes. On peut aussi parler de cette jeune fille pour qui les hommes étaient naturellement supérieurs aux femmes.

Avec ces exemples, nous voyons clairement que **la question des inégalités entre hommes et femmes est au cœur des stéréotypes de genre, dans le cadre de ces vidéos**.

Parlons des témoignages ayant un **rapport « aux religions »** (nous insistons sur le pluriel) en regroupant ici aussi cinq vidéos. Le voile revient à deux reprises, une fois évoqué comme un objet de soumission aux hommes, et une fois comme un frein dans la vie. Il y a aussi ce jeune qui pensait que les juifs étaient tous des individus malpolis et irrespectueux. Un autre quant à lui, estimait que la laïcité en France était une loi antireligion.

Avec ce **bref aperçu**, nous nous apercevons **de l'importance des préjugés face aux religions, et de la méconnaissance de ces sujets** par les jeunes (et moins jeunes) qui sont filmés.

En ce qui concerne **les vidéos parlant du « racisme »**, cette catégorie est la plus représentée parmi les 62 tournées au moment de cette analyse, avec pas moins de neuf vidéos.

L'une des personnes filmées pensait auparavant que tous les Allemands étaient des gens méchants, particulièrement sévères, et une autre que la culture japonaise était très fermée.

Un jeune était auparavant complexé par sa couleur de peau et pensait que cela pouvait être un blocage dans le développement de sa vie future. Une femme quant à elle pensait que les Afghans étaient tous des terroristes, des talibans.

Encore une fois, **les stéréotypes sont multiples**, plus ou moins intenses, mais **visent des populations on ne peut plus différentes**.

A présent, parlons de la **thématique « mort et santé »**, qui compte quatre vidéos. Les deux thématiques étant liées, nous avons décidé de les rassembler. Deux jeunes filles étaient pleines d'idées préconçues sur la mort, pouvant faire sourire. L'une pensait que tout le monde mourrait à 110 ans, et l'autre qu'arrivé à l'âge de 60 ans, nous étions guillotins. Une autre vidéo présente un homme, pour qui le don d'organes n'était pas possible, et ne devait pas exister. Il explique alors avoir appris, puis il a changé d'avis, pensant à présent que le don d'organes est indispensable.

Poursuivons avec **les thèmes des « médias et du complotisme »**. Elle ne contient que deux vidéos, mais il nous semblait essentiel de les évoquer. L'une d'elle évoque le fait de croire en des théories complotistes et l'autre sur les idées véhiculées par les médias. Les protagonistes remettent en cause les informations et leur traitement médiatique, expliquant tous les deux qu'il ne faut pas tout croire naïvement.





A présent, parlons de la « famille ». Nous prenons ce terme dans un sens large et vaste, regroupant les idées sur les enfants, la construction familiale. Elle regroupe trois vidéos. Citons simplement l'exemple de cette jeune fille, qui considérait les enfants comme étant une source de bonheur et d'émerveillement, mais qui s'est ensuite rendu compte des côtés négatifs qu'il peut y avoir chez les enfants.

Penchons-nous sur la catégorie que nous avons intitulée « travail et adultes » et de ses huit vidéos (ce qui en fait la deuxième catégorie la plus importante). Elle regroupe les vidéos parlant du monde du travail et de la vie d'adulte, les deux allant de pair ici. Il y a par exemple ce jeune homme, qui pensait que les adultes ne riaient jamais, ou bien encore cette fille pour qui les sages-femmes étaient des femmes qui priaient, étaient pieuses. On peut aussi parler de ce jeune homme pour qui les professeurs au collège étaient tous des personnes très méchantes, sévères.

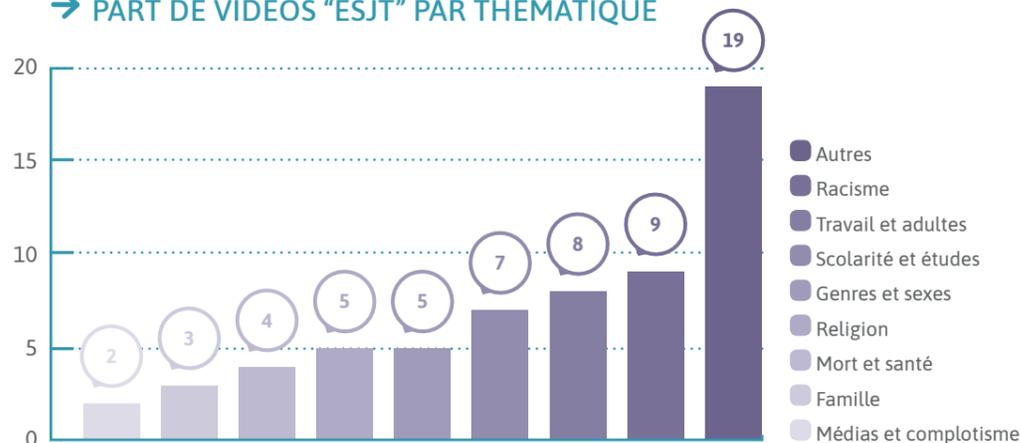
Enfin, les vidéos que nous avons classifiées dans « autre », et que nous ne comptons pas comme une thématique. Elles sont inclassifiables, ne se regroupent avec aucune

autre, et sont au nombre de dix-neuf. Elles touchent à des sujets divers et variés. On peut par exemple citer une vidéo où un garçon parle de son regard sur le végétarisme, ou bien une autre dans laquelle la personne évoque ses anciens stéréotypes à propos des supporters du Racing Club de Lens. Dans tous les cas, ils nous apprennent comment leur regard a changé, et en quoi ils avaient tort.

Précisons un point capital: ce regard sur les « Et si j'avais tort » ne se veut en aucun cas une fine analyse sociologique. En effet, les vidéos ne sont en rien représentatives (tournées dans des contextes précis, le plus souvent avec des jeunes) et les biais de sélection, d'analyse sont multiples. Il est donc impossible de mener une observation avec une certaine scientificité. Il y a fort à parier que si ces vidéos avaient été tournées dans d'autres endroits, avec une autre population (âge,...), les réponses auraient été considérablement différentes.



→ PART DE VIDÉOS "ESJT" PAR THÉMATIQUE



PLUS JAMAIS ÇA ! L'EXPÉRIENCE DES MAMANS

PAR DELPHINE RIDEAU, DIRECTRICE,
RABHIA SENOUCI, CONSEILLÈRE TECHNIQUE EN INTERVENTION SOCIALE

L'équipe du réseauVIRAGE travaille aussi depuis 2 ans avec un groupe d'une douzaine de femmes concernées personnellement par la radicalisation. Leurs fils sont morts en Syrie ou incarcérés. Ce groupe s'est constitué en janvier 2018 en marge d'un séminaire professionnel Toulousain auquel participait Mme Dominique BONS, fondatrice de l'association SNBA - Syrien Ne Bouge, Agissons ! Mme BONS est la Maman d'un jeune homme décédé en Syrie. Elle a créé SNBA afin de venir en aide aux familles qui ont vécu le même drame que le sien. Les professionnels qui nous accueillent à Toulouse la considèrent alors comme une partenaire. Puis Mme BONS contacte le réseauVIRAGE afin d'organiser à Strasbourg une rencontre avec des familles alsaciennes. A l'écoute des activités toulousaines et parisiennes de Mme BONS, et des actions menées par d'autres réseaux de familles en Europe, les familles alsaciennes nous font part de leur motivation à œuvrer en prévention. Le groupe « Plus jamais ça » est né.

Les femmes présentes (aucun homme) ne savent pas comment elles peuvent agir. Elles sont toutes marquées par leurs parcours meurtris, mais elles nous semblent résolues à s'engager dans une démarche active et créative. Certaines sont musulmanes, d'autres pas. Rapidement, les idées fusent de toutes parts, sincères, émotives, drôles parfois. Elles ne veulent plus que des jeunes garçons et filles soient les proies des radicalisations violentes et se soutiennent rapidement entre elles, faisant régulièrement mention de leurs inquiétudes pour leurs autres enfants, ou pour les cousin(e)s ou ami(e)s de leurs fils condamnés ou décédés.

Il incombait alors aux professionnels du réseauVIRAGE de trouver la bonne manière de rendre ce projet possible. Les actions de prévention se déroulent traditionnellement en présentiel, mais les professionnels qui les organisent ne seraient pas forcément prêts à donner la parole à des « mères de terroristes ». De leur côté, les « Mamans » du groupe avaient parfaitement conscience de ce que leurs familles - souvent médiatisées - renvoyaient comme images, de ce qu'elles pouvaient susciter comme peurs et réprobation. Il nous fallait donc faire avec prudence, avec les subjectivités de chacune, avec les singularités de leurs histoires, et avec leurs besoins

En partenariat avec



de discrétions, etc. Petit à petit, d'autres dames nous rejoignent, sur proposition des Mamans ou des professionnels. A chaque fois, les « Mamans » sont entre 5 et 10. Le groupe est accompagné par 5 professionnels de l'équipe du réseauVIRAGE. Il se réunit une à deux fois par mois.

Progressivement, le format vidéo est choisi pour que des témoignages soient transmis et qu'ils deviennent le support d'actions de prévention conduites par des professionnels. Certaines « Mamans » seront visibles, d'autres moins, parfois de dos. Les professionnels seront passeurs et médiateurs de leurs messages vidéo, parfois audio. Les premières expériences concrètes d'actions de prévention menées à l'appui des propos tenus par les « Mamans » concernent des jeunes en établissements scolaires ou en centres socio-culturels, puis des détenus condamnés pour des faits d'Association de Malfaiteurs à visée Terroriste ou d'autres crimes et délits que certains professionnels interrogent de plus en plus en matière de « radicalisation masculiniste violente ». Un nouveau concept à explorer.

Toujours est-il qu'au fil du temps, les « Mamans » sont de plus en plus actives, les jeunes ou les détenus rencontrés par les professionnels les interrogent à leur tour par les mêmes procédés, elles répondent, des dialogues s'engagent sous la supervision des professionnels du réseauVIRAGE, de l'Éducation nationale et/ou de l'administration pénitentiaire. Et les initiatives conduites nous semblent remplir toutes les conditions d'actions de prévention positives, à savoir qu'elles évitent le risque contre-productif de la stigmatisation, de la transmission de savoir descendant, et du « prêt-à-penser ».



PLUS JAMAIS ÇA VU PAR
ISABELLE FERRIÈRE

PAR ISABELLE FERRIÈRE, JOURNALISTE FREELANCE ITV CROISÉ

En 2019, on chiffre à 1510 le nombre de détenus radicalisés : 510 condamnés pour Association de Malfaiteurs en vue d'une entreprise Terroriste et 1000 pour des faits de droit commun. Ils sont placés, selon leur degré de radicalité, dans des quartiers de prise en charge de la radicalisation ou bien à l'isolement. Là, ils bénéficient d'un suivi adapté, pluridisciplinaire, inscrit dans les programmes de prévention de la radicalisation (PPRV). Chaque établissement pénitentiaire peut en définir certaines modalités. A Metz, pour la deuxième année consécutive, le PPRV comprend 24 séances réparties sur 4 mois : théories du complot, jeux de rôles et un face-à-face avec des mères de djihadistes. C'est l'initiative du réseauVIRAGE, pilotée par la Maison des Adolescents de Strasbourg.

Marie-Agnès Choulet, Dominique Bons et Nathalie Haddadi portent la même douleur : celle d'avoir perdu un fils en Syrie. Trois mères rongées par la culpabilité « on a forcément notre part de responsabilité, ce sont nos enfants », confie **Nathalie Haddadi**. Trois femmes mobilisées pour tirer de la radicalisation d'autres jeunes.

« Si demain, j'arrive à en sauver ne serait-ce qu'un sur 100, j'aurais gagné »

Dans des vidéos, elles racontent leur histoire, leur drame. Une projection s'opère. « **Ils peuvent se mettre à la place de leur famille si jamais ils passaient à l'acte. Parce que s'ils pensent qu'on va les pleurer quelques mois puis passer à autre chose, ils n'ont rien compris. Y'a un après. Ce n'est pas un discours moralisateur. Il faut qu'ils en arrivent eux-mêmes à cette conclusion** », poursuit Nathalie Haddadi.

Face à ces images, une dizaine de détenus, incarcérés pour différents chefs d'accusation. Seul dénominateur commun : la violence. « **Si on ne réunit que des profils radicalisés, ils vont faire bloc, et il sera difficile de faire bouger leurs lignes. Les mélanger avec des détenus concernés par d'autres formes de violence, permet de faire évoluer leurs préoccupations, leur idéologie, leur rapport à la religion** », explique Delphine Rideau, directrice de la Maison des adolescents de Strasbourg.

Les mères se livrent, puis les détenus répondent. Un dialogue s'installe. Quatre séances pour explorer quatre thématiques : l'histoire du fils disparu, sa radicalisation, son rapport au fait religieux, la prévention. « **Les interviews des mamans sont découpées de manière à pouvoir rebondir et transmettre des connaissances sur les religions, l'embrigadement, les sectes...** », précise Yazida Slamani, référente interculturelité du réseauVIRAGE.

Le résultat de ce ping-pong audiovisuel est troublant. Les détenus sont « **bouleversés, c'est ce qui revient le plus souvent. Ce sont de grands gaillards, des voyous, mais là ils redeviennent de jeunes hommes. Certains pleurent. Ils ont besoin de parler, de se confier** », raconte Nathalie Haddadi. « **Ce n'est pas de la fiction, c'est du vécu, d'où l'impact puissant. Ils racontent des moments intimes que l'administration pénitentiaire n'a parfois jamais entendus. Ça peut réveiller des traumas de l'enfance, à même d'expliquer pourquoi ils sont passés à l'acte, et ainsi pouvoir travailler dessus. On n'est pas dans un discours descendant de savoirs, ce serait insupportable pour eux, nous qui représentons l'institution qu'ils rejettent** », résume Delphine Rideau.

Il est trop tôt pour évaluer cette initiative, mais l'investissement des détenus est tel qu'à la fin du stage, ils ont réclamé un post-programme pour poursuivre le travail, et deux d'entre eux ont demandé de l'aide au psychologue.

A l'image de PPRV, le recul manque pour garantir l'efficacité de ces dispositifs de désengagement de la radicalisation violente. Les professionnels préfèrent se montrer prudents, d'autant que la rédemption est longue. « **Le travail de conscientisation de sa propre radicalisation n'est pas un processus linéaire, les rechutes sont possibles** », conclut l'administration pénitentiaire.

L'EXEMPLE DES PROGRAMMES DE PRÉVENTION
CO-CONSTRUITS AVEC L'ADMINISTRATION
PÉNITENTIAIRE, ET DES « TÉMOINS »

A noter qu'en prison, l'articulation de l'ensemble des actions présentées ci-dessus nécessite que les professionnels du soin et du social maillent leurs actions avec celles des acteurs de la sécurité publique, qu'ils fassent ensemble, et de plus en plus avec les personnes concernées et familles.

Les actions de prévention menées en milieu pénitentiaire pour des détenus concernés et les PPRV – Programme de Prévention de la Radicalisation Violente – auxquels l'équipe du réseauVIRAGE a participé en 2018 et 2019 étaient mis en œuvre par des professionnels surveillants de l'administration pénitentiaire, par des psychologues et éducateurs du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation et du binôme de soutien de la Mission de Lutte contre la Radicalisation Violente interne à l'administration pénitentiaire, et par des professionnels du réseauVIRAGE.

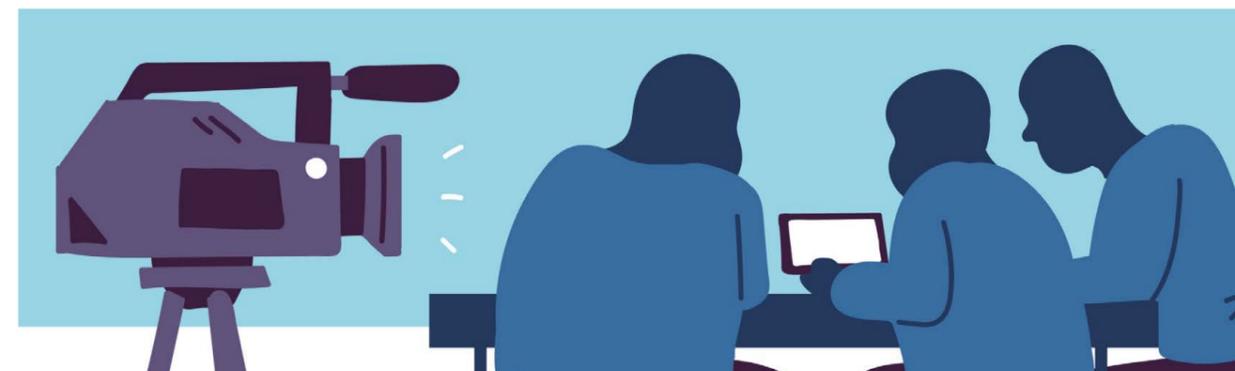
Ils sont à ce jour exclusivement adressés à des groupes de 10 à 15 détenus masculins de plus de 18 ans. Ces programmes pourraient cependant être adaptés auprès de publics féminins ou auprès de jeunes mineurs condamnés pour des motifs de même type. Ils peuvent concerner des publics très variés et se déploient concrètement à chaque fois sur une vingtaine de séances pour un même groupe, soit environ sur 3 à 4 mois, à raison d'une à deux séances de 3h par semaine. Il s'agit globalement de mobiliser les détenus en développement de leurs compétences émotionnelles (vécu, empathie) et cognitives (connaissance, esprit critique), et de recréer du lien entre ces deux types de compétences, dans un contexte collectif.

Pour ce faire, nous avons choisi de les faire interagir sur différents sujets que les problématiques de radicalisations traversent avec d'autres individus ou groupes constitués au cours des actions menées par le réseauVIRAGE depuis 2017 :

- Des groupes de jeunes collégiens ou lycéens accompagnés au sein de leurs établissements scolaires en prévention primaire
- Un groupe de mères de familles dont les fils sont incarcérés pour motifs terroristes ou décédés au cours d'attentats commis par eux
- Un « repentant » néo-nazi allemand qui témoigne de son parcours d'engagement et de désengagement.

Les interactions sont généralement médiatisées, à savoir que les détenus ne rencontrent pas physiquement les groupes constitués et vice-versa. L'équipe du réseauVIRAGE propose aux uns et aux autres de visionner/filmer des vidéos, d'écouter/enregistrer des messages audio, et/ou de lire/écrire des textes. Les personnes (jeunes scolaires, détenus, familles...) sont invitées par ces différents moyens à faire partager aux autres acteurs leurs réactions émotionnelles et/ou théoriques aux différents contenus proposés aux uns et aux autres. Il peut s'agir de films comme La Vague, de conférences universitaires ou de témoignages personnels.

En partenariat avec



ACTIONS DE PRÉVENTION AU CENTRE PÉNITENCIER DE METZ QUEULEU

En 2019, le réseauVIRAGE a poursuivi le développement du Programme de Prévention de la Radicalisation Violente au Centre Pénitencier de Metz-Queuleu.

Notre intervention s'est déroulée sur 2 temps: 7 séances au début de l'été 2019 dans le cadre du post-programme 2018, et le déploiement sur 22 séances du PPRV 2019 de septembre 2019 à décembre 2019.

Post-programme 2018

Un PPRV avait été mis en place sur le Centre Pénitencier de Metz en 2018. Au regard des orientations de la Direction de l'Administration Pénitentiaire et des conclusions d'évaluation, il est apparu indiqué de mettre en place un post-programme afin de consolider les acquis, développer des thématiques abordées trop rapidement dans le programme 2018, et parer au sentiment de vide. Par ailleurs, en normalisant les actions de prévention en détention, ce post-programme s'est avéré un pré-programme pour certains participants.

Le post-programme s'est décliné en 4 axes dont 2 ont été traités par le réseauVIRAGE:

Maltraitance, trauma et violences

Cette problématique était revenue de façon récurrente dans les échanges avec les participants durant le programme 2018.

Dans un premier temps, nous avons défini les maltraitances, leurs conséquences et impacts sur le développement de l'enfant et la régulation des émotions. Ceci a permis dans un second temps aux participants de mettre en perspective leur propre histoire et rapport à la violence; tous avaient été victimes de maltraitance. Cela a permis de questionner leur rapport souvent dominateur et violent aux enfants et aux femmes.

Cette séquence s'est achevée sur un temps spécifique au processus de radicalisation et à son lien aux traumatismes psychiques et au vécu d'injustice. Des exemples historiques de radicalisation sont venus illustrer le propos pour les questionner indirectement sur leur propre parcours de radicalisation.

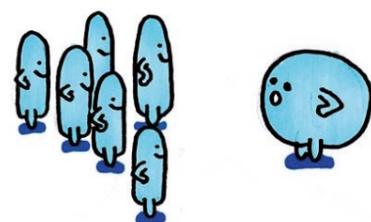
La Co-animation entre le psychiatre du réseauVIRAGE, le binôme MLRV et un surveillant a permis de créer un espace de réflexion, d'échanges très riches sur leur rapport à la violence, la légitimation et les conséquences de celle-ci.

De plus, les participants ont eu l'occasion de rencontrer un juge pour enfant afin d'échanger sur le rôle de la société dans la protection de l'enfance. Ces échanges ont été directs et ont permis un véritable dialogue avec un représentant de la justice, mettant en exergue le sentiment d'injustice ancien que partageaient la majorité des participants.

A l'issue des séances, les participants ont demandé à avoir les documents de formation: « vous ne nous avez pas pris pour des débilés, vous nous avez donnés des vrais documents de médecine, de psychologie », « j'aimerais bien avoir le schéma sur les émotions dans le cerveau comme ça quand je m'énerve je comprends ce qui se passe et ça va m'aider à me calmer ». « Avant je ne pensais pas que la fessée s'était mal pour les enfants, je pensais que c'était comme ça qu'il fallait les élever. », « c'est vrai que quand je vois rouge, j'ai la rage et je me contrôle plus. »

Promotion du PPRV 2019

Il s'agissait de réaliser un clip vidéo de prévention de la radicalisation violente et de promotion du PPRV afin de le diffuser sur le canal interne du centre pénitencier.



POUVOIR 2019

PAR **RABHIA SENOUCI**, CONSEILLÈRE TECHNIQUE EN INTERVENTION SOCIALE

Suite au bilan positif du Programme de Prévention de la Radicalisation Violente réalisé en 2018, le Binôme de Soutien de la Mission de Lutte contre la Radicalisation Violente nous a sollicités en 2019 pour renouveler l'expérience.

Nous voilà donc repartis pour un programme de 22 séances réparties sur 3 mois au sein du Centre Pénitentiaire de Metz.

Comme en 2018, le programme était destiné à un groupe exclusivement masculin de 10 détenus sélectionnés par l'administration pénitentiaire et le SPIP en raison de leurs antécédents ou leurs risques de radicalisation.

Le PPRV a 5 objectifs principaux:

- Prévenir l'adhésion à une idéologie violente
- Prévenir le passage à l'acte violent
- Désengager de la violence
- Réintégrer au sein de la société
- Favoriser le questionnement et développer l'esprit critique

Nous avons proposé un programme d'actions déployées sur 7 axes de travail selon les recommandations RAN (Radicalisation Awareness Network):

- Déployer un sentiment d'appartenance de groupe et être capable de le questionner
- Mettre les participants en position active
- Proposer un décalage de forme et de fond tout en maintenant une cohérence globale
- Valoriser leurs compétences et capacités à être utiles pour l'autre
- Réduire la polarisation par l'échange positif
- Activer et accueillir des sentiments du lien
- Valoriser l'expression d'un regard critique sur eux-mêmes

L'élaboration pratique du programme fut montée en partenariat avec le binôme de soutien MLRV, les équipes du SPIP et l'administration pénitentiaire.

Chronologiquement, le programme s'est déployé en 3 temps, avec toujours en filigrane la question de la violence:

→ **Introduction**: création d'un espace groupal de confiance suffisant à l'élaboration et au partage de réflexion et d'émotions. Pour ce faire, nous avons consacré les premières séances à l'élaboration collective (participants et intervenants) d'une charte des conduites, et à la rencontre et mise en place de la dynamique de groupe via le média du photolangage.

→ **Décentrage** de la problématique djihadiste à travers notamment un questionnement, des informations et des témoignages. Il s'agissait d'induire une réflexion sur les notions d'appartenance groupale, de propagande et de processus d'embrigadement, tout en faisant des parallèles avec d'autres idéologies, notamment d'extrême droite. Nous avons par exemple fait intervenir Philip Schlaffer, néo-nazi repent allemand afin qu'il témoigne en détention de son parcours de violence. Une séance a également été dédiée à l'impact des violences sur les enfants (impact biologique et psychologique sur le développement de l'enfant) et au lien entre violence subie et violence agie.

→ **Recentrage sur la problématique djihadiste** et sur leur rapport plus individuel à la violence et au doute. Une fois la dynamique de groupe établie, les participants se sont montrés assez soutenant et non jugeant pour permettre d'aborder les parcours de vie, les vulnérabilités personnelles et les expériences de violences. Ainsi, des séances de sociodrames ont pu être proposées, permettant aux détenus d'élaborer et de jouer des scénarios imaginaires sur le thème de la violence et de la gestion de conflit par exemple. Une autre séance concernait la radicalisation en milieu carcéral. Pour traiter cette thématique, nous nous sommes appuyés sur un podcast d'Arte radio: « un faux prophète », écouté en séance, et qui a permis débats et échanges.



Par ailleurs, durant les 3 mois qu'a duré notre intervention, trois projets « fil rouge » sont venus rythmer le programme.

Et si j'avais tort

[Sur une initiative canadienne, Et si j'avais tort est un dispositif qui vise à augmenter la résilience et à développer l'esprit critique. Le réseauVIRAGE a adapté le dispositif canadien au public local afin d'amener les participants à réfléchir sur leurs expériences et à se remettre en question. Pour cela, nous avons enregistré des courts témoignages, guidés par 3 questions: « avez-vous déjà eu tort ? qu'est ce qui vous a amené à changer d'avis ? qu'est ce que cela vous apporte aujourd'hui ? ». Ces capsules, une fois enregistrées, ont été mises en ligne, avec l'accord des participants, sur la chaîne YouTube du réseauVIRAGE afin de permettre à un large public (établissements scolaires, centres socio-culturels, ...) de s'en saisir et de développer des ateliers débats autour des témoignages et de leurs thématiques.]

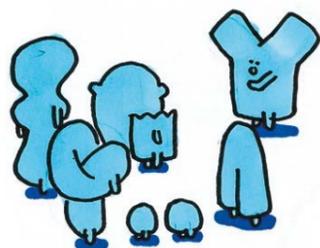
Cette année encore nous avons proposé aux détenus un travail de réflexion et d'introspection à travers le dispositif Et si j'avais tort. Ainsi, tout au long du programme, et souvent en début de séance, nous visionnions une ou deux capsules vidéo issues des témoignages Et si j'avais tort, permettant échanges et débats dans un premier temps, et réflexion et introspection dans un second temps. Les participants se sont saisis de l'outil pour offrir leur propre témoignage, sur des sujets parfois très personnels (le handicap, la famille...), et ont pu en fin de programme rédiger ou enregistrer leur capsule.



Echanges avec les Mamans

Depuis 2018, le réseauVIRAGE accompagne un groupe d'une dizaine de mamans, dont les fils ont été dans un parcours de radicalisation, et qui avaient le souhait de s'investir en prévention. Nous avons enregistré leurs témoignages et en avons dégagé 4 thématiques : les fils, la radicalisation, le fait religieux et la prévention. Ces témoignages-vidéos ont été diffusés en séance.

Après chaque chapitre présenté aux détenus, un échange avec l'équipe d'animateurs en place était initié, tandis que les participants qui le souhaitaient enregistrer individuellement des réponses vidéo anonymisées. De manière assez surprenante, une discussion sincère, authentique et chargée en émotion s'est engagée entre mères et détenus via les vidéos. Au-delà des échanges de fond, il s'agissait par cette activité de travailler l'inscription familiale des participants et de leur permettre une prise de conscience des conséquences sur les familles, dommages collatéraux, liés à leur incarcération. Faire face à ces mères, qui partageaient leurs histoires sans filtre, avec beaucoup d'émotions et d'honnêteté, a vraiment eu un impact sur les participants. Certains ont fini par s'ouvrir et ont exprimé leurs sentiments et leurs émotions en prison comme jamais auparavant.



Correspondance avec les Ados

En nous appuyant sur le film de Dennis Gansel La Vague, il s'agissait pour les participants du PPRV de relever et d'identifier les différents facteurs de risques et de protection d'une radicalisation violente. Quels éléments individuels et environnementaux ont conduit certains personnages à l'adhésion au groupe « la vague » ? et a contrario, quels éléments pouvaient les en protéger ? L'utilisation de ce film permet finalement de traiter du sujet de la radicalisation violente sans l'aborder frontalement. Ainsi, certains participants, en faisant référence à leur parcours de vie, ont pu s'identifier aux personnages du film. Cette même activité a été proposée aux élèves d'une classe de 1ère d'un lycée du département. S'en est suivie une correspondance entre participants du PPRV et lycéens (sous couvert d'anonymat), leur permettant d'échanger leurs impressions quant aux personnages du film ou de confronter leurs opinions.

Durant ces échanges, les élèves, curieux de connaître le quotidien de leurs correspondants, ont questionné les détenus sur leur parcours, leur condition de vie en détention, etc. C'est très naturellement que les participants du PPRV, faisant preuve de résilience collectivement, se sont positionnés en acteur de prévention auprès des adolescents : mise en garde quant aux mauvaises fréquentations, importance des études, déconstruction des légendes de la prison...

Le PPRV 2019 s'est terminé sur une séance conviviale de clôture en présence du directeur adjoint de la prison et durant laquelle les participants ont dressé un bilan relativement positif des 3 mois d'interventions. En effet, entre prise de conscience et remise en question tous s'accordent pour dire que le programme a eu un impact sur eux.



Pour plus d'informations
<https://www.reseau-canope.fr/cnrd/node/9292>



UN FAUX PROPHÈTE OU LES CONFESSIONS D'UN REPENTI, RADICALISÉ PUIS RECRUTEUR EN PRISON.

PAR **YAZIDA SLAMANI**, CHARGÉE DE MISSION MÉDIATIONS INTERCULTURELLES ET INTERRELIGIEUSES
DOCUMENTAIRE AUDIO D'ARTE RADIO

Dans le cadre de nos interventions pour le PPRV (Programme de Prévention de la Radicalisation Violente) au centre pénitentiaire de Metz Queuleu, j'ai souhaité cette année indépendamment des séances que je pilote, de dialogue par vidéo interposée entre les mères du groupe « plus jamais ça » et des détenus volontaires, participer à une séance consacrée au documentaire audio « un faux prophète » ou « comment j'ai recruté des djihadistes en prison ».

Tout a commencé via le partage de cette source audio durant l'été 2019 par une collègue psychologue qui intervient au côté des professionnels du réseau VIRAGE lors des sessions de PPRV.

De suite, à la fin des 35 minutes de ce témoignage je me dis qu'effectivement tout comme l'avait pressenti cette collègue nous tenions un outil intéressant à utiliser en séances avec les détenus sélectionnés pour participer au futur PPRV.

Pour ce faire nous nous sommes retrouvés avec 4 autres intervenants une quinzaine de jours avant la date de la séance dédiée à ce documentaire, ceci à seule fin de questionner ensemble l'intégralité des propos tenus par ce repent. En effet les collègues craignaient des réactions trop affirmées des participants à notre programme, notamment dans la description que narre Mohamed notre « faux prophète » des relations tendues avec « les matons ».

Finalement et malgré toute l'énergie que nous avons pu investir, la séance n'a pas matché, elle était peut-être trop frontale, rien n'est jamais joué en détention, il a suffi que l'un des leaders dit « positif » du groupe trouve cela trop daté pour que les autres codétenus suivent.

Certes l'homme qui livre son témoignage fait partie d'une autre génération celle des G.I.A., de l'Afghanistan, d'Al-Qaïda, d'ailleurs en détention les surveillants le surnomment « Oussama ben Laden ». Mohamed a une quarantaine d'années lorsqu'il livre son propos à la journaliste Claire Robiche.

Reste que ses mots sont forts et toujours d'actualité me semble-t-il tant cet homme était passé maître dans l'art de la manipulation, jouant sur les peurs, les faiblesses, les fragilités que génère l'enfermement en univers carcéral.

Extraits
<https://soundcloud.com/arte-radio-1/un-faux-prophete>

« Demain tu m'mets dans un quartier, eh... je les convertis tous ! Mais tous sans exception ! Je les envoie tous à la guerre ».

« On est des moines soldats. On est dans la rigueur totale, avec une vingtaine de prières par jour. Le reste du temps, on s'exerce au sport et aux arts martiaux. La guerre devient une nécessité. Car le musulman n'est pas un chrétien, il ne tend pas l'autre joue. »

Nos participants ont détourné sciemment la séance esquivant les échanges, peut-être parce qu'il est difficile d'admettre cette réalité que décrit Mohamed : en prison il y a les meneurs et les suiveurs.



la presse en parle
https://www.liberation.fr/france/2017/06/15/les-confessions-d-un-faux-prophete-repent-radicalise-puis-radicalisateur-en-prison_1576736

UNE SÉANCE INSPIRANTE SUR LES VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS

PAR **GUILLAUME CORDUAN** - PÉDOPSYCHIATRE
MÉDECIN RÉFÉRENT DU RÉSEAU VIRAGE

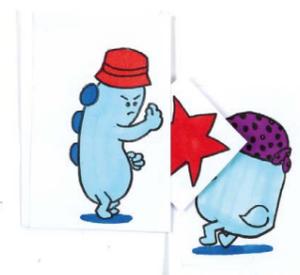
Cette problématique est revenue de façon récurrente dans les échanges avec les participants de programmes sur la prévention des violences que nous avons menés précédemment. Les parcours de vie des détenus violents, notamment ceux pris dans des violences idéologiques, sont de plus fréquemment marqués par une histoire de violence dans l'enfance.

Les objectifs étaient de :

- Sensibiliser à la thématique et apporter des connaissances sur le thème.
- Sensibiliser sur l'impact de ces violences sur le développement de l'enfant.
- Sensibiliser sur l'impact de ces violences comme facteur de risque d'adhésion à une idéologie violente.
- Réfléchir à la prévention des violences.

L'intervention s'est faite sous la forme d'une présentation formelle apportant des connaissances psychologiques, physiologiques, génétiques, biologiques et historiques sur le thème des violences sur les enfants. L'apport de connaissance s'est fait de façon souple et interactive afin de favoriser les échanges, permettant (pour certain) de mettre en perspective leur propre histoire infantile ou de parentalité.

A l'issue de ce temps, les participants auraient pu bénéficier d'une rencontre avec un représentant du travail politique et légal sur ce thème (député, sénateur ou magistrat) afin d'échanger sur la problématique de la protection de l'enfance.



LES GROUPES DE PRÉVENTION À LA MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX ET AU CENTRE DE DÉTENTION DE VILLENAUXE

PAR GEOFFROY KLIMPEL, PSYCHOLOGUE

Le PPRV s'est axé sur les théories du complot, leur création, la rhétorique et les mécanismes menant à y adhérer. Dans le souci d'inclure activement les participants les séances ont été pensées pour être interactives. Ce fonctionnement s'appuie sur l'idée véhiculée par Bion dans son ouvrage «Aux sources de l'expérience¹».

Nous avons ainsi pensé à faire participer l'ensemble des inscrits afin de les impliquer dans la dynamique de groupe et dans l'action proposée. Plutôt que de dispenser un savoir descendant qui amèneraient les participants à n'être qu'ouïe passive nous avons voulu leur permettre d'échanger autour des propositions que nous leur avons faites. Encore une fois cette démarche a été volontaire afin de ne pas laisser un discours émaner d'un maître qui serait en position de savoir face à des «étudiants» en position d'acquiescer ce savoir. Par cette démarche nous avons voulu amener les participants à se projeter dans une situation écologique qu'ils pourraient être amenés à rencontrer dans la société une fois leur peine purgée.

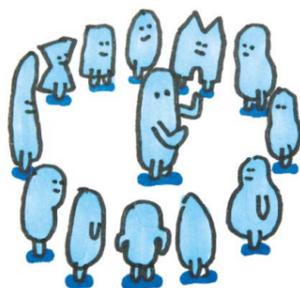
De plus nous avons le désir d'accueillir la parole du sujet dans le groupe afin de permettre une circulation des affects pouvant être mobilisés par la présentation des différents supports.

Pour citer Jean-François Révah à ce sujet :

« **Verbaliser et communiquer en se confrontant aux autres : c'est la moitié du chemin pour être en mesure d'apprendre par son expérience, pour réussir à transformer son environnement ou pour accepter de se transformer soi-même...** »²

L'usage de la parole va permettre aux individus de se ressentir comme appartenant à un groupe, ou à une société. C'est cette appartenance qui peut faire défaut chez des détenus, exclus de la société pour purger la peine encourue suite à l'acte de transgression qu'ils ont commis. C'est par le biais de la parole qu'ils pourraient être amenés à transformer leur relation à l'environnement social qu'ils fréquentent hors les murs de l'établissement pénitentiaire.

L'action proposée s'est appuyée sur la thématique des théories du complot et s'est déroulée sur quatre séances à raison d'une séance par semaine sur une demi-journée d'intervention des animateurs. Les configurations ont été différentes dans les deux lieux. Pour l'un l'animation s'est faite dans une salle verrouillée avec 3 participants, un éducateur et une psychologue du SPIP, deux assistantes sociales et un psychologue du réseau VIRAGE. Dans l'autre lieu l'animation s'est faite dans une bibliothèque qui était ouverte et possédait une baie vitrée donnant sur une promenade intérieure. C'est aussi dans ce lieu que le groupe était le plus nombreux, jusqu'à 10 participants sans compter les animateurs et encadrants, les mêmes que dans le premier lieu.



¹ Wilfred Ruprecht Bion, Aux sources de l'expérience, Paris, PUF, 2003

² Jean-François Révah, De l'expérience de l'apprentissage à l'apprentissage par l'expérience, Connexions 2012/2 n°98, pp. 43-52, Toulouse, Eres, 2012, page 49

Une première séance

s'est organisée sous la forme d'un photolangage qui a permis aux participants et aux animateurs d'entrer en relation. Le but de cette séance est de choisir une photo parmi une base de données disponible et de dire au groupe ce qui nous a amené à ce choix. Il est possible pour chaque participant d'intervenir après la personne qui a choisi la photo pour indiquer ce que cette photographie soulève pour lui-même dans son histoire personnelle ou ce qui peut surgir au moment de l'action proposée.

Conflit verbal entre deux participants autour d'une image «truquée» et de ce qui ferait qu'elle soit «vraie» ou «fausse». L'initiateur s'exprimera sur le même mode plusieurs fois durant les séances.

Une seconde séance

s'est déroulée autour d'images mettant en jeu des illusions d'optiques et la nécessité pour le cerveau de trouver une forme globale «connue» dans les éléments qui lui sont présentés.

La deuxième partie de cette séance s'est organisée autour de la diffusion de vidéos.

- Comment reconnaître une théorie du complot? Identification de 5 points communs.
- Diffusions de deux vidéos à caractère humoristique:
 - Le before du grand journal (Canal +) - Star wars le complot
 - Le before du grand journal (Canal +) - Equipe de France le complot

Invitation à réfléchir en groupe sur la création d'un complot. Pour cela nous avons choisi de présenter deux photographies, l'une de chem-trails et l'autre d'un crop-circle.

Une troisième séance

a permis aux participants d'expérimenter la création d'un scénario de complot qui pourrait être plausible. L'idée est de positionner les participants en tant qu'acteur de la théorie du complot. Par la création de leur propre complot sur un sujet de leur choix les participants ont été invités à se projeter dans la peau de personnes qui pourraient y adhérer. Cela a pu sembler complexe pour nombreux d'entre eux.

Un travail autour de la notion de biais cognitif est présenté afin de permettre aux participants d'être sensibilisés aux formes de pensée qui dévient de la pensée logique ou rationnelle dans diverses situations.

Conflit verbal entre deux participants autour des échantillons de population interrogés pour les sondages («Ma mère, elle est pas dans le panel.»). Certains participants réalisent que dans la population globale de nombreuses populations sont sensibles à des théories du complot qui ne sont pas les mêmes.

Une quatrième séance

s'est déroulée autour de présentations d'expériences :

- Gérald Bronner, Le succès d'un croyance, L'année sociologique 2010/1 Vol 60, pp. 137 - 160, 2010
- Morts dans le quartier chinois de Paris < moyenne nationale des morts
- Dégradation des parebrise de voiture dans les années 50 dans la région de Seattle
- Présentation de l'expérience de Stanley Milgram, Soumission à l'autorité, Harper & Row, 1974

Présentation d'une fiche récapitulative sur l'action proposée.

Lors de cette quatrième séance des rapprochements ont été amorcés par les détenus auprès des encadrants dans une tentative de maintenir le lien qui s'était tissé durant les quelques séances.

OUVERTURE DU PPRV ELSAU PAR L'ATELIER DE PHOTOLANGAGE

PAR GEOFFROY KLIMPEL, PSYCHOLOGUE

L'ouverture des ateliers proposés en direction des détenus de la maison d'arrêt de l'Elsau a été une entreprise que je qualifierai d'originale. Originale en ce sens qu'elle a proposé un espace interne à la maison d'arrêt afin de réfléchir et d'échanger aux représentations subjectives de la violence. L'originalité se retrouve aussi dans cette démarche lorsqu'elle inclus des détenus et des encadrants de diverses formations, des membres administratifs et fonctionnels de l'établissement ainsi que des animateurs externes à l'établissement qui viennent animer cette proposition.

D'ABORD EDITONS LES REGLES DU GROUPE, OU COMMENT S'EST FORME LE CADRE ?

L'ouverture de ce premier atelier s'est faite par un temps de présentation des interlocuteurs et des participants à l'action proposée. Durant ce temps, il a été nécessaire de cocréer, pour chacun, un certain nombre de règles qui ont été affichés sur un paperboard.

RESPECT

Ce sont les détenus qui ont soumis ces règles au groupe pour approbation. Cette démarche participative du groupe de détenus a soulevé un besoin impérieux: celui du RESPECT de la parole de l'autre.

EQUALITE

S'agit-il ici simplement du respect de la parole de l'autre ? Peut-on y entendre un besoin de savoir que sa propre parole puisse être respectée/acceptée par le groupe ?

D'autres règles rejoignent cette idée de respect en l'évoquant sous l'angle de l'EGALITE entre les participants. Il a notamment été question de tutoiement.

Personne ne s'est opposé à cette règle lorsqu'elle a été proposée. Pourtant, une relecture a permis de préciser que le tutoiement s'appliquera uniquement entre les détenus.

La rencontre ainsi ouverte a permis à chacun de sonder les limites du cadre dans lequel pouvait avoir lieu cette première entrevue.

LA VIOLENCE, PARLONS-EN PAR L'IMAGE

L'activité proposée était un photolangage. La consigne était de choisir une photographie qui pouvait évoquer une forme de violence pour les différents participants, encadrants et détenus. Chacun s'est appliqué à trouver une photographie qui pouvait exprimer quelque chose d'une violence. Cette violence pouvait avoir été perçue par le biais de l'image ou d'un souvenir que cette image pouvait venir évoquer.

DYNAMIQUE ET QUI TABLE ?

Rapidement un membre a pris une place de leader de groupe en intervenant à chaque photographie. Cela a pu révéler un besoin d'expression qu'il a fallu canaliser afin de permettre au groupe de s'exprimer de manière équitable. Notons que cette personne a été la première à intervenir dans le temps en groupe pour questionner sa place dans le dispositif. La dynamique de groupe s'était installée dès les premiers échanges.



EQUITE ET IDENTIFICATION PROJECTIVE

Il est nécessaire de souligner que, durant les échanges, le groupe de détenus était exclusivement composé par des hommes face à plusieurs encadrantes, à un psychologue et à un surveillant. Cela a peut-être eu une incidence sur les représentations manichéennes de la femme qui ont émergé du discours de certains détenus. Dans le discours de certains détenus, la femme serait celle qui pousse l'homme à la violence. Ce serait elle qui vient provoquer cette violence.

La violence interne est projetée sur l'autre, ici la femme. Cette violence est ensuite identifiée comme émanant de la personne sur laquelle elle a été projetée. Il s'agit d'un mécanisme de défense appelé l'identification projective. L'attribution causale externe vient ainsi protéger le moi du sujet¹ qui éprouve initialement des pulsions agressives/sadiques². En attribuant ces pulsions agressives à un autre, le sujet peut restaurer une image de soi plus acceptable à ses propres yeux. Il a clivé la mauvaise partie de son moi pour la projeter dans un autre.

BON OU MAUVAIS

Des expressions de sentiments d'injustice viennent aussi se signifier face à l'environnement externe en projetant ainsi des pulsions agressives vers l'extérieur. Cette attribution de violence à l'autre, à l'environnement pourrait venir alimenter des théories fatalistes voire persécutrices. Ces théories viendraient accroître les fantasmes d'une fatalité ne permettant pas une juste répartition des chances: lorsqu'on est né dans un quartier et/ou que l'on fait partie d'une minorité il est impossible de s'en sortir autrement que de passer par la prison. On retrouve ces mots de manière plus ou moins violente dans certains morceaux de rap comme la chanson Nés sous la même étoile³, du groupe IAM.

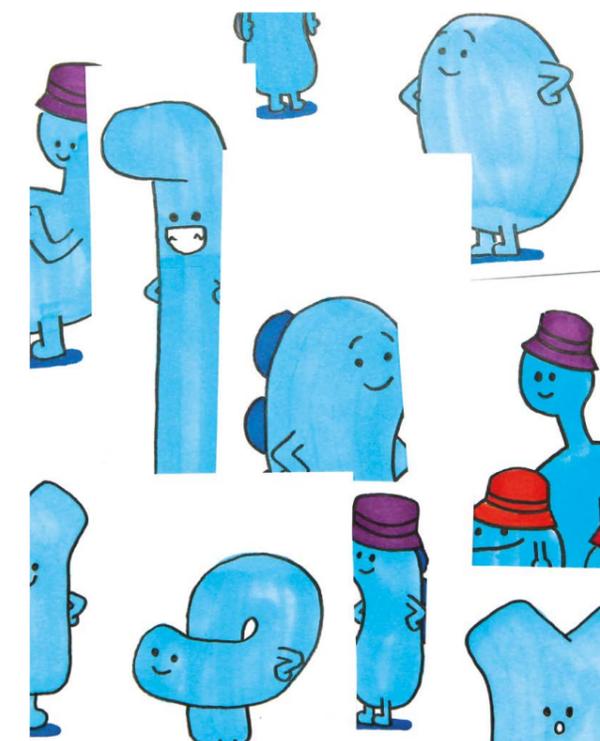
Durant le photolangage des détenus ont pu exprimer leur ressenti de violence comme émanant de la société. L'idée véhiculée par certains participants qu'on n'est pas parti avec les mêmes chances mène à un sentiment d'exclusion. Exclut de la société, sans questionner la/les raison(s) qui ont mené à ce sentiment d'exclusion, les détenus sont arrivés à le verbaliser. Faire part de ce sentiment d'exclusion, ou au moins de retrait, de la vie familiale pourrait alors au moins avoir l'effet de le reconnaître et d'en réintrojecter une part.

DES EPROUVES ARCHAÏQUES

Je souhaiterais rapprocher ce sentiment d'injustice de la position schizo-paranoïde dont parle Mélanie Klein:

« Le terme de position schizo-paranoïde fait référence à une constellation d'angoisses, de défenses et de relations d'objets internes et externes que Klein considère comme étant caractéristique des premiers mois de la vie du bébé et qui perdure à des degrés variables pendant l'enfance et l'âge adulte(...) La caractéristique principale de la position schizo-paranoïde est le clivage du self et de l'objet en bon et mauvais, avec peu ou pas d'intégration entre eux à la période initiale⁴. »

En d'autres termes, c'est la violence interne qui vient cliver le monde externe en bon et mauvais. C'est ce clivage qui vient aussi dire comment le sujet qui fait cette expérience pourrait se sentir incapable d'intégrer une part de ce monde interne afin de réguler une partie de l'expression des pulsions agressives qu'il adresse à l'extérieur et qu'il déplace vers l'extérieur.



1 Le sujet réfère à un terme psychanalytique qui pourrait être synonyme d'individu de l'environnement social
 2 Le terme sadique révèle une pulsion qui pousse le sujet à détruire l'objet ici externe.
 3 https://www.youtube.com/watch?v=rm_UjJN3YQU
 4 <https://melanie-klein-trust.org.uk/theory/paranoid-schizoid-position/>

EVALUATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SITUATIONS INDIVIDUELLES: EN RÉSEAU MULTIDISCIPLINAIRE

L'équipe du réseauVIRAGE propose une évaluation multidisciplinaire, globale et personnalisée, et le cas échéant un accompagnement. Elle ne les impose pas. Elle s'engage par contre à proposer et déployer son action de façon dynamique et adaptée aux besoins des personnes concernées. Les entretiens peuvent par conséquent avoir lieu dans les murs de l'établissement, ou en tout autre lieu, voire au domicile des personnes. Ils peuvent aussi être effectués avec le concours de traducteurs professionnels quand les personnes maîtrisent peu ou pas la langue française.

L'équipe du réseauVIRAGE peut aussi proposer d'intervenir « à distance », en conseil technique auprès des professionnels les plus en lien avec les personnes concernées.

Les interventions de l'équipe du réseauVIRAGE sont individualisées. Elles se déclinent de façons différentes selon les situations personnelles et familiales et, le cas échéant, en lien plus ou moins étroit avec les autres partenaires déjà impliqués ou dont les compétences sont requises. Ces liens sont activés en fonction des besoins, en accord avec les personnes concernées, et en fonction des possibilités desdits partenaires. Il peut s'agir de tous types de structures et de professionnels, et notamment des services des Conseils Départementaux, de l'Education Nationale, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation, des Hôpitaux, des établissements médico-sociaux, des associations d'aide aux victimes, des MDA, des PAEJ, et globalement de tous les professionnels de la jeunesse et de la famille, notamment les médecins généralistes, animateurs, etc.

Les évaluations et les accompagnements qui sont mis en œuvre par les professionnels du réseauVIRAGE et par leurs partenaires ont pour but de proposer aux personnes une aide et un accompagnement adaptés à leurs besoins et à leurs potentiels, dans un objectif d'autonomie, et de meilleure santé.

Comme le rappelle la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), **l'évaluation est un concept plus large que le repérage**. Il est impossible de prédire l'évolution d'une personne et son éventuel « basculement » d'une idéologie à la possibilité d'une action violente.

Les évaluations et les accompagnements de l'équipe du réseauVIRAGE sont menés dans l'esprit de l'article 375 du code civil et portent sur « la santé, la sécurité, la moralité et les conditions d'éducation des mineurs, leur développement affectif, physique et psychique, intellectuel et social ». Une attention particulière est par ailleurs portée plus largement aux personnes vulnérables. La vulnérabilité des personnes est appréciée par les professionnels à partir de leurs capacités physiques et psychiques, et de leurs capacités à se protéger elles-mêmes.

Dans les cas où des mineurs ou des majeurs vulnérables nécessitent une protection particulière, des signalements sont transmis par écrit aux autorités judiciaires (Parquets) et/ou administratives (Conseils Départementaux ou Préfectures), plus rarement à l'Agence Régionale de Santé. Ces signalements sont pensés et effectués après analyses fines des enjeux qu'ils emportent entre nécessités et obligations de protéger, et secrets professionnels. Ils n'ont aucun caractère systématique.

Les secrets des professionnels de la santé et du social sont définis par la Loi. Ces professionnels prennent le risque de sanctions pénales d'emprisonnement ou d'amende s'ils ne respectent pas leurs obligations. Ils y dérogent cependant en matière de protection des mineurs et des personnes qui ne sont pas « en mesure de se protéger en raison de leur incapacité physique ou psychique ». Ils peuvent en outre y déroger s'ils ont « la sensation d'un danger imminent et avéré » - Fondement de l'assistance à personne en péril - article 223-6 du code pénal. Selon la jurisprudence, le péril ne doit pas être présumé mais constaté. L'article 40 du code pénal prévoit aussi la dénonciation de crimes et délits.

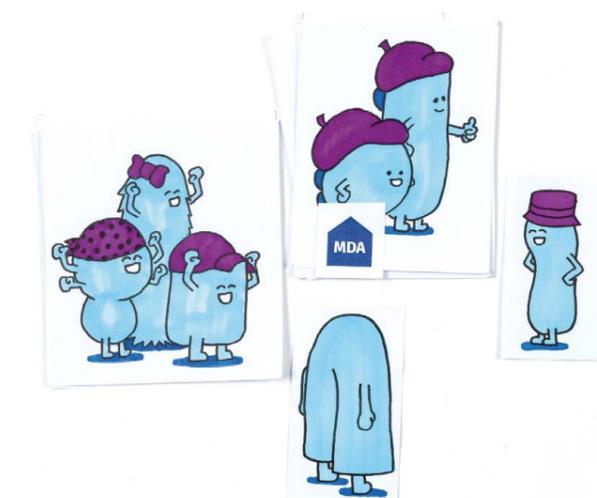


Les évaluations demandent des temps variés. Elles sont menées en binômes pluridisciplinaires. Le plus souvent, les binômes intègrent un professionnel psychiatre ou psychologue, et un travailleur social. Ensemble, ils tentent de recueillir les discours et analyses de chacun des membres des familles concernées, enfants, adolescents, parents, et fratries. Si nécessaire, ils élargissent aux autres personnes de l'entourage des personnes concernées (beaux-parents, grands-parents, etc.). Ils veillent à ce que chacun puisse s'exprimer, et organisent les temps de rencontres en conséquence.

Les évaluations et les accompagnements sont ancrés dans une pluralité de référentiels théoriques (théories de l'attachement, approches développementales, psychanalytiques, systémiques, socio-culturelles). Elles portent de façon générale sur l'histoire des familles, des relations familiales, sur la santé physique (alimentation, sommeil, addictions, maladies chroniques, handicaps...) et psychique (capacités cognitives, mal-être, intimité, sexualité...) de chacun. Les relations des uns et des autres avec leur environnement plus large peuvent aussi être discutées (scolarité, insertion professionnelle, relations amicales, amoureuses, loisirs...).

L'évaluation psychique permet de repérer des spécificités psychopathologiques individuelles et/ou familiales, et d'adapter l'accompagnement ou d'effectuer un adressage éventuel. **L'équipe du réseauVIRAGE et ses partenaires sont particulièrement attentifs aux situations de jeunes présentant des vulnérabilités narcissiques ou dépressives, et/ou des antécédents post-traumatiques.** Une vigilance est également portée au repérage d'éventuels troubles psychiatriques, dont nous savons qu'ils sont minoritaires, mais non exclus (cf. l'étude de Bhui et al. publiée en mars 2019 dans The British Journal of Psychiatry, qui montre une prévalence de troubles psychiatriques chez les individus radicaux supérieure aux estimations antérieures jusqu'alors non fondées).

Les adolescents et jeunes adultes dont la radicalisation est crainte peuvent enfin être soumis à des bilans cliniques plus complets en lien avec les protocoles et échelles d'évaluations utilisées dans le champ hospitalier. Leurs engagements religieux ou politiques, leurs motivations, les éventuels traumatismes vécus, leur rapport à la vie et à la mort, leur rapport au monde, leurs projets, etc. sont autant de sujets qui peuvent être abordés par les professionnels. Lorsque des passages à l'acte délinquants ou violents ont déjà eu lieu, leurs formes, types, fréquences, leurs sens, ou encore leurs fonctions sont également évalués.



POLARISATIONS ET SANTÉ MENTALE : PROBLÉMATIQUES IDENTITAIRES

PAR DR GUILLAUME CORDUAN, PÉDOPSYCHIATRE ET MÉDECIN RÉFÉRENT DU RÉSEAU VIRAGE

Lors de la réunion institutionnelle de « bilan et perspective » du réseau VIRAGE proposée aux partenaires à Metz en décembre 2018 puis à Strasbourg et Reims début 2019, le Dr Corduan attire l'attention sur le nom du réseau : Violence des Idées et Ressources et Accompagnement dans le Grand Est. Dès le début, les acteurs avaient à l'esprit qu'il fallait se dégager du signifiant radicalisation et se décaler de la question de l'islam. L'hypothèse était de travailler là où il y avait de la violence. Après deux ans de travail, et une soixantaine d'accompagnements, une nouvelle lecture du phénomène de radicalisation violente se fait jour.

Quelques éléments de compréhension

Y a-t-il des profils de radicalisés ? S'il y en a, ils valent pour les études. Pour la clinique et l'accompagnement, cela n'a pas forcément de sens. Les études sont biaisées par la diversité des échantillons et par le regard, selon qu'elles soient des études sociologiques ou psychiatriques.

Par ailleurs, on constate une porosité entre le normal et le pathologique : la frontière rigide est une illusion. Surtout, on ne parle pas ici de « maladie mentale » sévère.

L'hypothèse la plus pertinente est la suivante : **les radicalisations sont un symptôme à entendre comme un moyen d'apaisement, de contrôle, face à une souffrance psychique.** Cette hypothèse est régulièrement confirmée cliniquement et dans les rencontres, par exemple lors des échanges aux états généraux « psy » sur la radicalisation. Cette complexité implique une absence de linéarité.

Aussi, il est essentiel d'avoir à l'esprit qu'il y a une part active dans ce phénomène. Si beaucoup appréhendent la radicalisation violente sous l'angle de l'emprise mentale, la recherche actuelle dit qu'il ne faut pas négliger la part active du sujet. Il faut pouvoir valider que le jeune engagé est acteur.

Radicalisations violentes ?

On peut comprendre la radicalisation violente à travers plusieurs points :

La haine fondamentale

Chaque humain a une violence potentielle en lui, qui se libère selon des conditions : par exemple une menace sur son intégrité psychique, en écho à la violence perçue de l'autre, notamment lorsqu'associée à un vécu de préjudice, d'injustice. On peut observer également un vécu d'humiliation et de privation relative, une revendication de lutte du dominé contre les supposés dominants¹. Une étude sur le vocable des terroristes met à jour une haine suractivée chez des personnes ayant vécu des traumatismes.

Cela engage les professionnels à une prévention bien en amont. Il est possible d'aborder ces traumatismes comme dans l'accompagnement de la protection de l'enfance.

Groupe idéologique et parallèle avec les addictions

→ Notion de produit idéologique : le parallèle avec les addictions est frappant

- D'un point de vue historique : il y a quelques années, les addictions étaient un problème de délinquance, pas de santé publique.
- Définition interactionniste : mêmes questionnements et même définition : la rencontre entre un produit et un besoin.
- Nécessité de prévention primaire.
- Nécessité de garder une diversité d'approches complémentaires avec une absence de consensus. Il n'y a pas une pratique unique, meilleure que d'autres. Les pouvoirs publics voudraient une méthode unique validée. Or, il n'y a pas une population unique. Et la diversité permet la créativité.
- Diversité des produits : pourrait-il y avoir des radicalisations sans idéologies (pourrait-il y avoir des addictions sans produits ?) (La question se pose pour le mouvement des gilets jaunes par exemple ?)
- Renoncement ou aménagement du symptôme ? En addiction, l'objectif de disparition du symptôme laisse place à une consommation à moindre risque. En ce qui concerne les radicalisations, on considère la fin comme l'aménagement du symptôme : il y a toujours besoin de l'engagement, mais il y a renoncement à la violence. Il faut peut-être faire le deuil de la disparition du symptôme. Comment ne pas valider l'expérience d'une personne, un parcours de vie dans un mouvement sectaire par exemple ? Ce qu'elle a vécu a eu une importance pour elle.

Une rencontre entre un individu et un groupe

Le premier groupe de l'individu est la famille. On ne peut pas travailler ces questions sans travailler ce qui se passe dans la famille.

Ce qui fait souffrance dans l'identité

Il n'y a pas de radicalisation sans identification à un groupe qui serait victime de préjudice. Qui dit identification questionne la transmission des identités, notamment culturelles, familiales, religieuses.

Narcissismes fragilisés

Les pathologies du narcissisme développées dans les années 70-80 semblent être les troubles de la personnalité du 21^e siècle, même si cela est encore discuté. En tout cas, l'accompagnement de ces personnes est long, avec des résultats modérés, et nécessite un volume important dans la durée et le quotidien, ainsi que des partenariats multiples. (Les professionnels doivent alors pouvoir remodeler leur activité, pour plus de souplesse, de réactivité, de disponibilité, en indirect, avec d'autres modalités que le face à face.)

Le contexte : une polarisation de la société

C'est le processus conduisant un groupe identitaire à un groupe extrémiste, ou quand leur demande de légitimité conduit au besoin d'un groupe d'exclus : « US vs THEM ». Il y a réciprocité entre les 2 groupes : le jugement est basé sur l'identité.

On assiste à un fonctionnement émotionnel et irrationnel : les arguments n'ont pas d'effets.

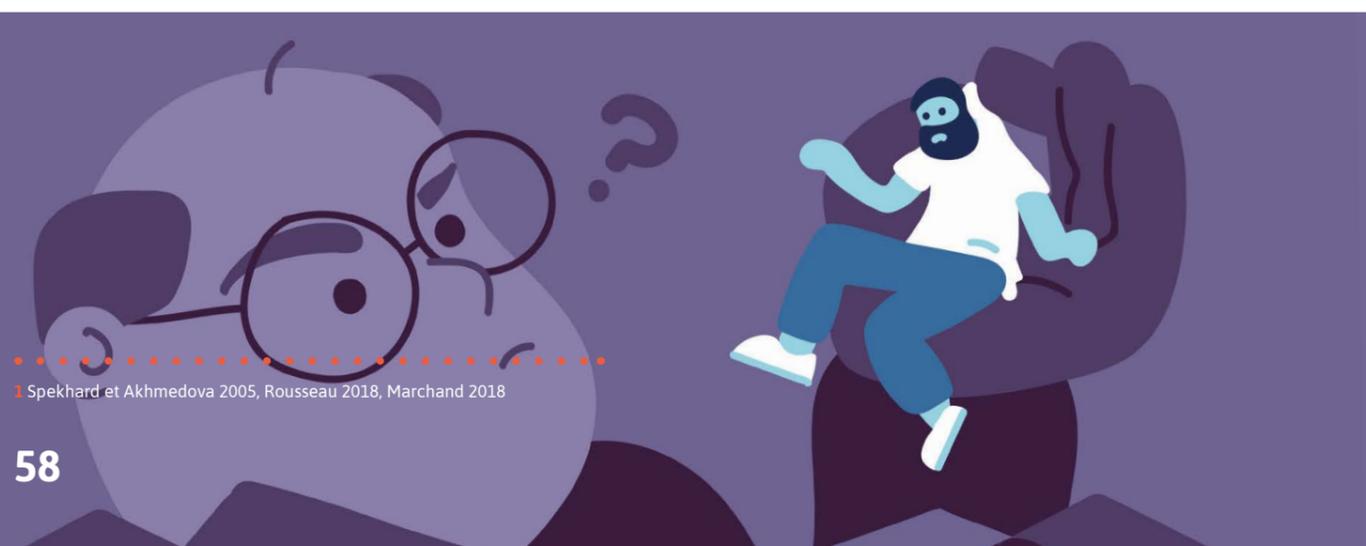
Le risque est de défier la légitimité du groupe identitaire : cela le conduit à se justifier, et augmente la dynamique extrémiste polarisée.

Prévention primaire

Il faut faire attention au contre-discours et à l'effet « Boomerang ». Aussi, dans les impacts des programmes de prévention dans la population générale, il y a le risque d'une essentialisation de l'autre et d'une polarisation.

Agir

La diversité des supports idéologiques est importante : il faut éviter de dire simplement « on va parler d'islam ». Il est possible de cibler le recours à la violence en questionnant la légitimité de la violence dans les discours sociétaux. Il faut d'ailleurs laisser une place sociétale au doute : pour que les jeunes puissent avoir un regard critique sur ce qu'internet ou leurs amis leur proposent, il faut que les parents et les professionnels aient une tolérance à leur propre doute...



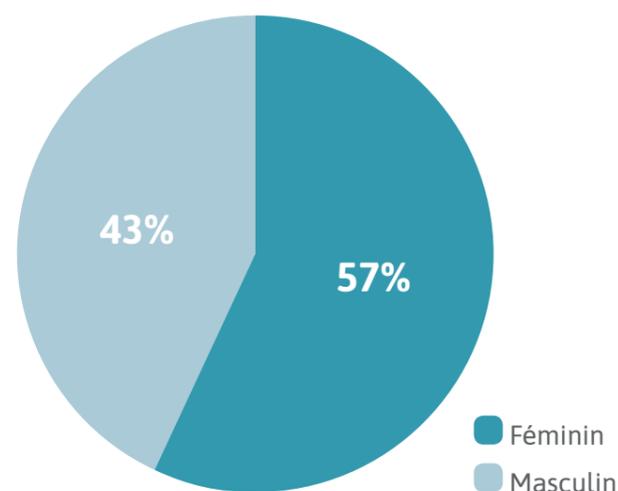
¹ Spekhard et Akhmedova 2005, Rousseau 2018, Marchand 2018

PRÉVENTION

ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUALISÉS

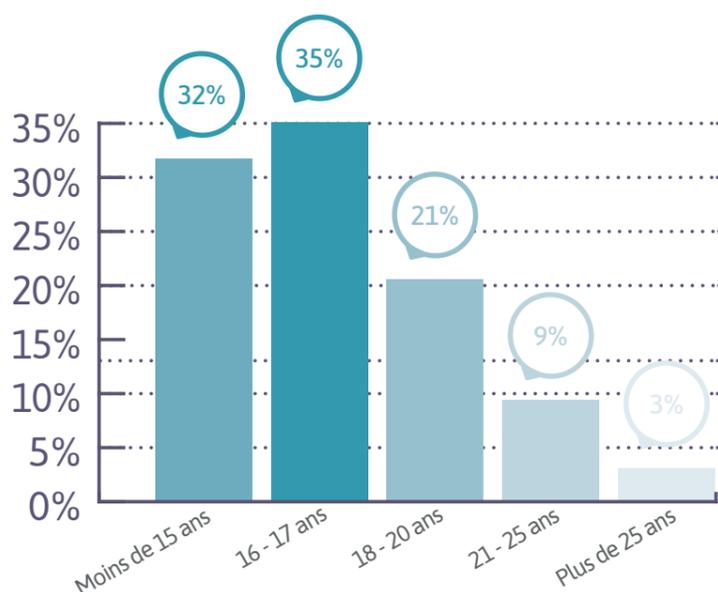
Au 29 février 2020, le réseauVIRAGE comptait 63 dossiers dans ses suivis. Au dernier décompte, le 30 juin 2019, il y en avait 55. Cela représente une augmentation de 14,5% du nombre de situations en l'espace de 8 mois.

→ GENRE



En juin 2019, 61,8% de dossiers recensés concernaient des femmes, contre 57,1% actuellement. En ce qui concerne les hommes, ils représentaient 38,2% des dossiers, contre 42,9% aujourd'hui.

→ ÂGE

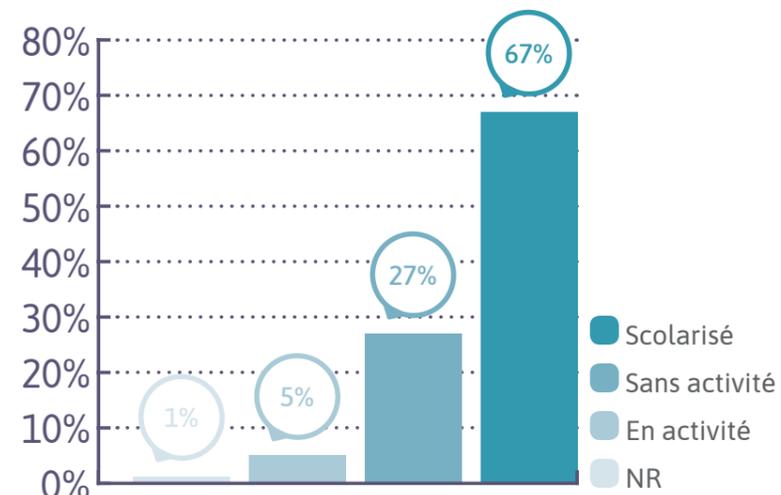


En ce qui concerne la répartition entre mineurs et majeurs, il y a de légères évolutions. Les majeurs comptent pour 33,3% des dossiers à ce jour, contre 30,7% au décompte de 2019.

Dans les tranches d'âge que nous avons décidé de concevoir, la plus représentée actuellement est celle des 16-17 ans, qui concerne près de 35% des cas suivis par le réseauVIRAGE. Les moins de 15 ans ne sont pas en reste, en comptant pour plus de 32% des dossiers.

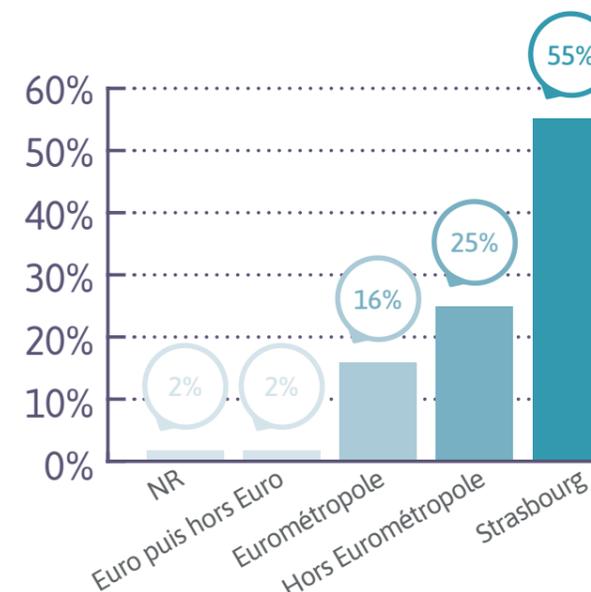
PRÉVENTION

→ ACTIVITÉ



A présent, nous pouvons dire quelques mots sur l'activité des jeunes suivis par le réseauVIRAGE. 66,7% des dossiers concernent des personnes qui sont scolarisées, que cela soit dans le primaire, le secondaire ou bien le supérieur. Le secondaire reste le plus présent, pour 47,6% du total des situations suivies. A ce jour, 27% des jeunes suivis par les professionnels sont sans activité, contre 20% en 2019.

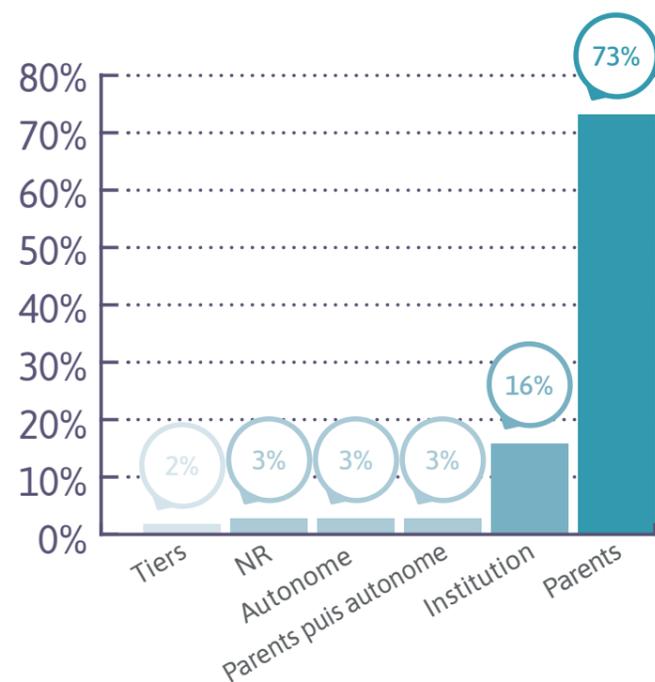
→ LIEU DE VIE



En ce qui concerne les lieux de vie, Strasbourg reste toujours en tête presque un an après, avec 55,6% des suivis contre 50,9% en juin 2019. Les autres agglomérations de l'Eurométropole comptent pour 15,9%. Les dossiers provenant de jeunes vivants hors de l'Eurométropole sont pour plus d'un quart des situations.

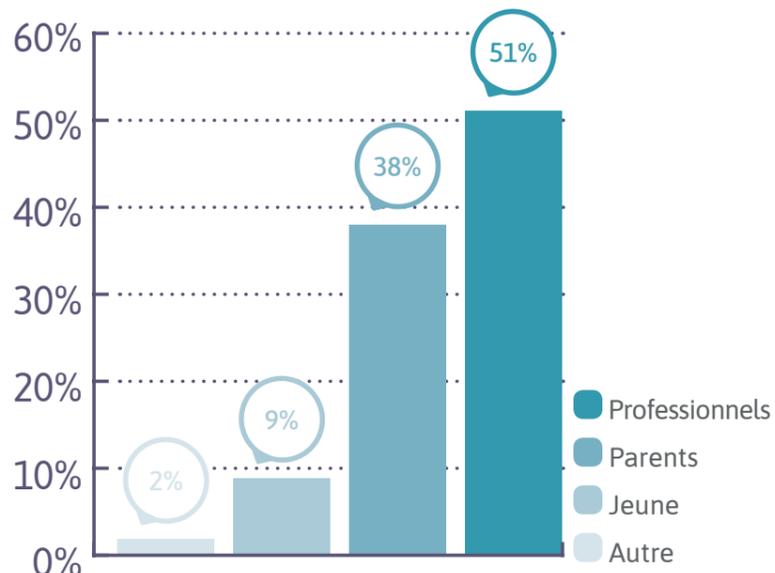
63 situations accompagnées individuellement à la date du 01/03/20

→ TYPE DE DOMICILE



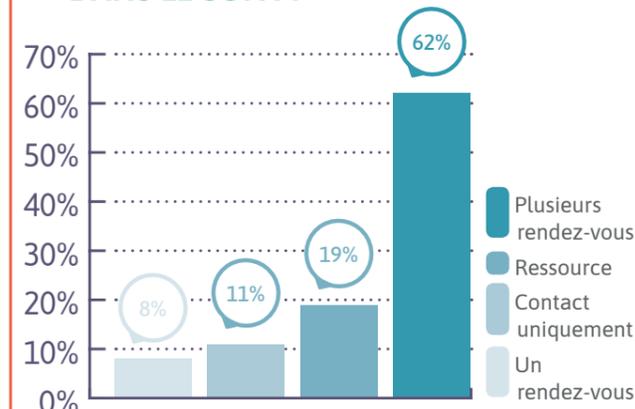
En 2019, les situations dans lesquels les jeunes vivaient chez les parents, ou chez l'un des deux représentaient 61,7% des cas. Actuellement, ils représentent 73% des suivis, soit une hausse de 11,3 points de pourcentage. Plus de 15% des jeunes vivent en institution.

→ QUI A PRIS CONTACT AVEC LE RÉSEAU VIRAGE



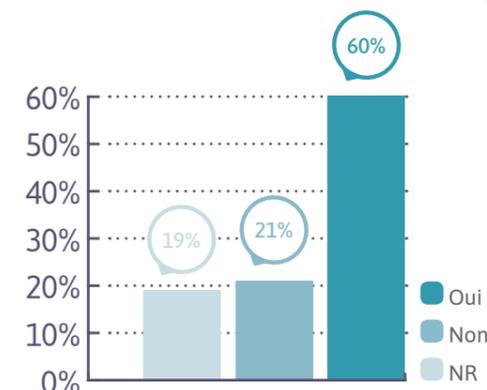
Il est possible de regarder qui a pris contact avec le réseau VIRAGE. Dans plus de la moitié des cas (50,8%), ce sont les professionnels de divers milieux qui font appel aux intervenants du réseau VIRAGE. Dans 38,1% des situations, ce sont les parents et enfin pour 9,5% des dossiers, ce sont les jeunes.

→ QUELLE EST LA POSITION DE VIRAGE DANS LE SUIVI ?



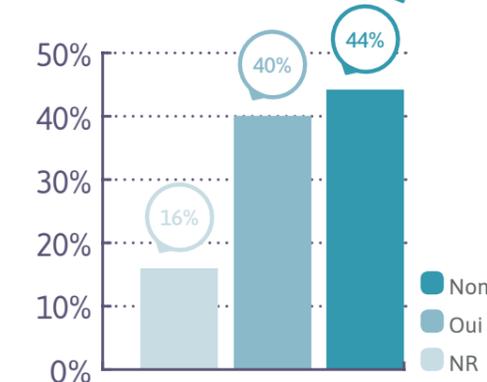
Dans le cadre des suivis de VIRAGE, comment se positionne l'institution ? Nous pouvons tenter d'y répondre simplement. Pour 61,9% des situations, il y a eu plusieurs rencontres avec le jeune concerné par le suivi. Pour 7,9%, il n'y a eu qu'une seule rencontre physique, mais il y a pu avoir des échanges téléphoniques, ou bien des rencontres avec les parents. Pour près de 20% des cas, le réseau VIRAGE a été utilisé en tant que ressource. Enfin, pour 11,1% des situations, il n'y a eu qu'une prise de contact.

→ PART DES SITUATIONS AYANT OU NON DES ANTÉCÉDENTS PSYCHIATRIQUES



Pour plus de 60% des situations suivies par les professionnels de VIRAGE, des antécédents psychiatriques dans la famille ont été relevés. Pour à peine 20% d'entre eux, il n'y en a pas.

→ PART DES SITUATIONS AVEC UN DIAGNOSTIC PSYCHIATRIQUE



Pour 44,4% des dossiers, aucun diagnostic psychiatrique n'a été posé sur les jeunes. A contrario, 39,7% d'entre eux ont eu un (ou plusieurs) diagnostic(s) psychiatrique(s), posé(s) soit par les professionnels de VIRAGE, soit antérieurement.

ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUALISÉS ET CLINIQUE INDIRECTE AUTOUR DE SITUATIONS COMPLEXES, PROBLÉMATIQUE COMMUNAUTAIRE

PAR **BENJAMIN BONASSI**, PSYCHOLOGUE LORS DES RÉUNIONS INSTITUTIONNELLES « BILAN ET PERSPECTIVES »

Benjamin Bonassi aborde les deux ans d'accompagnement VIRAGE: des dizaines de situations ont été appréhendées, chacune avec ses particularités. Il est intéressant de parler surtout du travail fait avec les familles: dans toutes les situations, les familles ont été rencontrées.

La MDA 67 a effectué 43 accompagnements individualisés de 2014 à fin 2018. L'équipe en a tiré des enseignements, car elle a eu besoin d'un certain temps pour comprendre ce phénomène. Au départ, tout le monde était fasciné par cet engouement de certains jeunes pour la pratique de l'extrême: partir en zone de combat, tenter de se rendre utile, de se trouver.

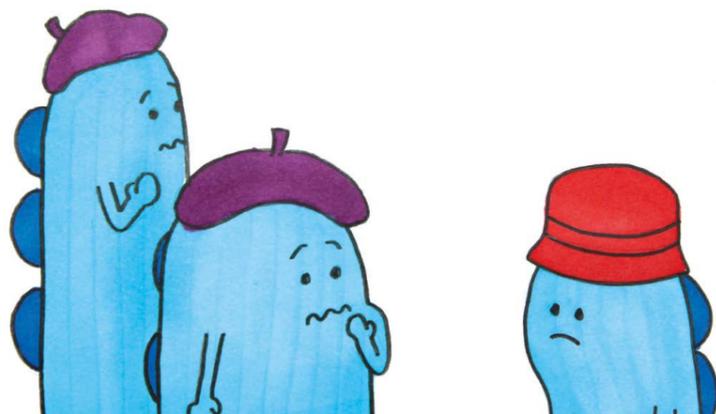
Et puis, il y a eu un travail de déconstruction des représentations.

Benjamin Bonassi fait le parallèle avec le domaine de la toxicomanie. Il s'agit de sujets où les termes sont connotés. **Entre un djihadiste, un radicalisé et un toxicomane, la finalité de l'acte n'est pas la même, mais on peut voir la même tentative de dépassement, d'apaisement d'une souffrance et d'une douleur.** Aussi, on sort de la recherche du profil type du radical violent. La plupart des écrits soulignent la pluralité des processus psychiques à l'œuvre: mais dans la grande hétérogénéité des situations rencontrées, des traits se retrouvent. Il faut adopter une rigueur sémantique avec les mots qu'on emploie. Radicalisé, c'est un seul terme qui désigne des facettes très subjectives. Au cours des états généraux psy de la radicalisation, l'ensemble des intervenants se sont tout de même accordés sur des points: ne pas confondre discours et actes violents, ne pas pathologiser trop rapidement, ne pas s'appuyer sur la seule logique psychique.

Lors de l'accompagnement, une question se pose: quelle fonction a ce symptôme pour un jeune? Quels éléments sous-tendent cet engagement?

Certaines vulnérabilités se retrouvent chez ces adolescents qui vivent une période propice aux fragilités. Ils sont particulièrement sensibles à la qualité des liens familiaux. Voir si la famille présente une capacité de dialogue permettrait de mesurer une potentielle rupture.

L'adolescence est donc un moment de séparation. A la MDA 67, les jeunes accueillis sont dans une demande, un besoin de sécurité qui s'exprime de plus en plus fort. **Les conduites à risque peuvent être révélatrices d'une quête de sécurité et d'adresse aux adultes.** L'affiliation à un nouveau groupe, l'adhésion à une idéologie, la spiritualité, pourraient représenter des sources de réassurance. Le psychiatre Serge Hefez a constaté dans ses consultations avec des jeunes signalés pour radicalisation qu'ils étaient marqués par une impossibilité de séparation-autonomisation. Dans certaines de leurs familles règne un climat d'emprise. Ce sont alors des jeunes qui trouvent moyen de s'autonomiser de manière plutôt radicale. Ce qui est immaîtrisable du côté du lien parental tente de le devenir d'un autre côté: par exemple, dans la consommation (d'alcool, de drogues). En retour, cela provoque du côté parental beaucoup de contrôle.



Quand il y a un cas de conversion, le travail des professionnels est alors d'accueillir les familles dans la crise, dans ses représentations de la conversion et de la religion, d'accompagner la famille sur elle-même et sur ses propres dynamiques d'exclusion. La radicalisation apparaît aujourd'hui comme révélatrice de dysfonctionnements familiaux. Aux professionnels de mettre des mots pour y remédier. La thérapie familiale est aussi une option. Par ailleurs, le signal de la radicalisation de l'ado peut trouver un catalyseur dans la famille voire trouver une place dans l'histoire familiale. Il faut questionner la fonction du symptôme au sein du système familial, donc s'appuyer sur les ressources familiales.

Benjamin Bonassi donne l'exemple d'une situation, une jeune qui entretient des liens virtuels avec des individus de Daesh, qui « ne peut arrêter seule ». Il ne s'agit pas d'une situation d'emprise mentale mais de quelqu'un d'assujéti de manière consentie, une sorte de servitude volontaire qui apaise et fait du bien. Le suivi se fait à distance, ce qui pose la question de comment préparer une nouvelle forme de partenariat. Cela illustre ce que pourraient être les prochaines perspectives: travailler à distance sur des jeunes très fragilisés, qui présentent de tels troubles de l'attachement.

C'est quelque chose qui est déjà fait à la MDA: le jeune n'est pas toujours rencontré, mais les parents le sont. Dans une intervention en extériorité, il faut prévoir plusieurs temps: une analyse la plus poussée possible de la demande des professionnels, un travail en équipe à la MDA, un partage des pistes de réflexion dans un travail d'échanges. Cette réflexion collective est essentielle car il faut mobiliser les expériences et les champs professionnels différents.

DE L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉMARCHE ETHNO-CLINIQUE EN PRÉVENTION PRIMAIRE DE LA RADICALISATION AUPRÈS DES DESCENDANTS DES MIGRATIONS?

PAR YAZIDA SLAMANI, CHARGÉE DE MISSION MÉDIATIONS INTERCULTURELLES ET INTERRELIGIEUSES

Depuis quelques années je constate dans mes échanges interpersonnels notamment, avec des jeunes descendants de migrants, un manque de repères culturels qui peuvent parfois induire des comportements transgressifs chez eux. Un brouillage de logique des mondes qui soulève des questions d'identité. Est-ce lié à une non connaissance ou à une impossibilité de comparaison avec un substrat culturel familial? Aux silences des «pères», d'où résulte une non-inscription dans les lignées? Au statu quo des institutions politiques des pays d'accueil souvent ex pays colonial sur des questions mémorielles?

Mon postulat sera de faire lien entre une formation en médiation ethno clinique suivie et encore à finaliser à Marseille à la «Maison des mondes», et l'enquête de Karima Lazali aux seules fins, à défaut de faire un pas en avant, d'en faire au moins un de côté dans l'altérité.

Il existe dans l'ouvrage de Karima Lazali «Le trauma colonial – une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie»¹, des éléments clefs quant à l'appréhension, me semble-t-il, de certains accompagnements ou suivis et qui met en lumière les limites d'une prise en charge dite traditionnelle lorsqu'elle concerne notamment des personnes issues d'univers culturels différents... Les références culturelles des «accompagné(e)s» et ceux des professionnels peuvent faire obstacle empêchant la rencontre de se produire. J'entends par références culturelles, l'histoire des personnes, les filiations associées à l'Histoire avec un grand H., de leurs mondes, de leurs pays, et de tout le bagage visible et invisible qui constitue les personnes².

Karima Lazali est psychologue clinicienne et psychanalyste, elle exerce à Paris et à Alger, respectivement depuis 2002 et 2006. Elle a été psychologue en C.M.P.P. (Centre Médico-Psycho-Pédagogique) en M.E.C.S. (Maisons d'Enfants à Caractère Social), mais aussi chargée de cours en psychopathologie à l'université de Poitiers. Elle a publié de

nombreux articles notamment dans «La lettre de l'enfance et de l'adolescence»³, mais aussi, à partir de sa pratique de la psychanalyse en Algérie, des articles dans «Le journal des psychologues»⁴ ou encore dans «La clinique lacanienne»^{5,6}.

Ce qui est intéressant dans son livre, mais aussi lorsqu'elle l'exprime, elle fût invitée à la librairie Kléber dans le cadre du festival Strasbourg Méditerranée dédié cette année aux peuples en lutte pour leur émancipation, et plus particulièrement à l'Algérie et au mouvement du Hirak⁷, c'est la démarche qui l'anime et qui traverse tout l'ouvrage. En effet elle s'attèle à partir d'une enquête pluridisciplinaire au croisement de la psychanalyse, de la littérature et de l'histoire, à débusquer les effets de la colonisation française sur la société algérienne.

Certes sa démonstration concerne essentiellement l'Algérie en tant que territoire, alors en quoi viendrait-elle éclairer des pratiques de l'autre côté de la méditerranée?

Et bien il apparait que l'histoire qu'elle remue est universelle s'agissant des mondes colonisés et de leurs descendants dans la migration. Et c'est plus particulièrement l'ethno clinique qui travaille dans son approche avec l'Autre via la notion «de marmite⁸ culturelle» à faire maïeutique.

1 Editions La Découverte, Paris, 2018

2 Notre exemple page 70 à 71 tente de mettre en lumière à ce principe

3 Un cri sans appel 2006/2 n°64 – pages 39 à 45 / La fonction maternelle, une création? 2007/3 n°69 – pages 61 à 68 / Plurilinguisme, pluriculture et identité 2010/1 n°79 – pages 109 à 116.

4 La fabrique de la terreur 2010/1 n°274 – pages 43 à 47

5 Guerre civile et position(s) de l'étranger, à partir de la pratique de la psychanalyse en Algérie 2011/2 n°20 – pages 131 à 154.

6 Elle est aussi l'auteure en dehors de nombreux articles de La Parole oubliée, éditions Erès, 2015

7 Mot arabe signifiant «le mouvement» utilisé pour recouvrir la contestation algérienne commencée le 16 février 2019 pour protester au début contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à sa propre succession.

8 Terme utilisé dans la formation à la médiation ethno-clinique à la Sauvegarde 13 de Marseille lors des échanges et notamment dans sa présentation personnelle on parle «de marmites» anthropologiques.

Vade-mecum sur la médiation ethno clinique⁹

Dans la médiation ethno clinique il s'agit de travailler sur la dimension de «fabrication des mondes de chacun» et de «leur rencontre», de tenir compte de l'enveloppe culturelle de chacun. Point d'orgue dans ce travail une importance particulière est dédiée à la philosophie des liens d'appartenances, des constructions anthropologiques des mondes et donc des possibilités de la connaissance de l'altérité.

Pour ce faire on peut être amené à travailler sur les déliaisons d'avec les ancêtres, d'avec les systèmes traditionnels de filiation¹⁰ que la migration de fait porte en son sein et qui perdure sur plusieurs générations.

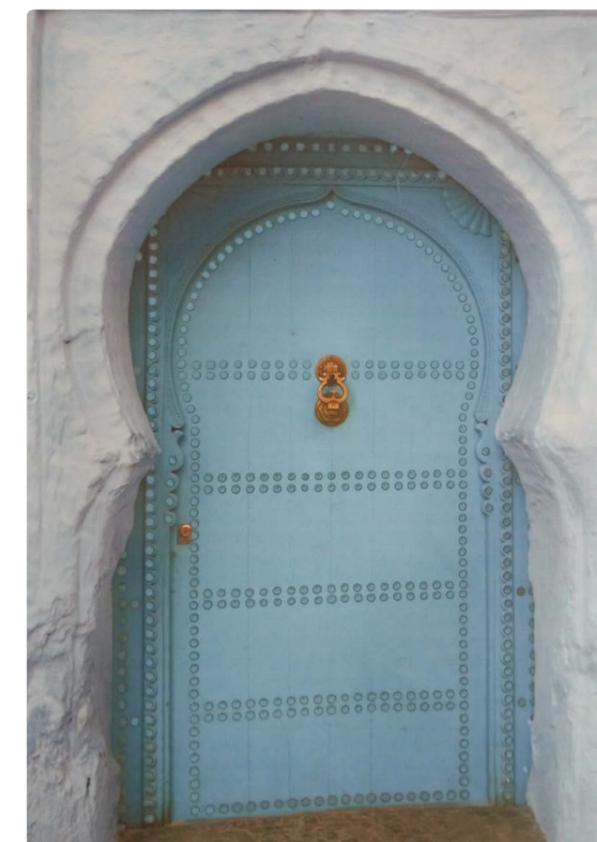
Ainsi pour échanger avec «l'Autre» il faudrait se référer à ses matrices culturelles. En étant conscient qu'elles ont été souvent malmenées durant les heures sombres des impérialismes européens, puis lors des recouvrements des états à leur souveraineté, j'en veux pour exemple le cas de l'Algérie où, au sortir de la guerre sans nom ou de libération nationale, le jeune état imposa à nouveau une langue étrangère «l'arabe littéraire» plutôt que l'algérien ou l'amazigh.

Dans la démarche ethno clinique on tente de prendre en compte les enracinements anthropologiques, la langue qui norme le monde, l'histoire etc...

Muni de ces quelques notions, principes, qui régissent l'ethno clinique et qui vont nous éclairer tout au long de cet exposé, poursuivons notre cheminement.

Comment faire dès lors que l'on est face à un défaut de transmission notamment chez les descendants de l'immigration Algérienne dont je suis aussi le fruit?

C'est là qu'il faut avoir à l'esprit ce que l'enquête de Karima Lazali révèle et ce en se basant sur les archives de l'armée française (rapports militaires¹¹ entre autres des années 1830-1880) sur lesquelles elle s'est longuement arrêtée pour étayer sa démonstration et où elle conclut que: «La «colonialité» fut une machine à produire des effacements mémoriels allant jusqu'à falsifier le sens de l'histoire. Et en cherchant à détruire l'univers symbolique de l'indigène, elle a notamment mis à mal la fonction paternelle»¹².



9 <https://www.sauvegarde13.org/les-etablissements-et-services/formations-mediation-ethnoclinique/>

10 Nous verrons avec notre exemple page 70 à 71 comment ces déliaisons résonnent.

11 Alexis De Tocqueville, Rapport sur l'Algérie 1847

12 Karima Lazali, Le trauma colonial

Blessure généalogique

Tous ces mots et ces expressions « effacements mémoriels, univers symbolique, fonction paternelle (filiation) », peuvent paraître vagues et générales mais ils ont une importance nous le verrons plus loin dans cette écriture avec l'exemple proposé¹³.

Reste qu'il ne faut surtout pas que cette approche soit perçue comme une excuse à quoi que ce soit. Il y a des éléments factuels qui souvent ne sont pas connus de et dans la sphère médico-sociale « cette méconnaissance » de l'Autre dans ce qu'il est au monde et dans le monde peuvent maintenir cet Autre dans son propre blanc (cognitif, empirique, social et sociétal...).

Entre 1830 et 1847 près d'un tiers de la population a disparu en Algérie suite aux massacres de masse et aux famines.¹⁴

Précisons que ce ne fût pas le cas du Maroc ou de la Tunisie du fait de leurs statuts de protectorats.

Ajouté à cela que l'état civil français, instauré en Algérie vers 1880, a évincé les noms de tribus et a attribué des noms qui ne sont pas ceux des ancêtres.

« En termes cliniques, cela se traduit par la mise en place de blancs dans les registres de la langue, du nom et de l'histoire¹⁵ ».

« La colonialité s'institue sur la disparition des pères laissés sans sépulture laissant les fils sans appui¹⁶ ».

On mesure dès lors à quel point ce que Kateb Yacine appelle « l'offense » a impacté plusieurs générations.

Aussi il semble utile, autant que faire se peut, de prendre en compte « les dégâts » en lien avec « les blancs » énoncés par Karima Lazari plus haut pour qu'il puisse y avoir rencontre avec l'Autre.

¹³ Voir page 70 à 71.

¹⁴ Il existe une littérature ancienne et fournie cf. Alexis de Tocqueville, Rapport sur l'Algérie 1847, et plus récente font état de cette politique d'appropriation par la mort.

¹⁵ Karima Lazari Le trauma colonial.

¹⁶ ITW de Karima Lazari par Hassina Machaï pour Le Point Afrique 29/11/2018.

« Les traumatismes générés par ces histoires collectives douloureuses se transmettent de manière inconsciente et se répètent à l'insu des concernés sous la forme d'un cycle infernal et sans fin, de sensations de paralysie, de sentiments d'humiliation ou d'abandon et d'actes de vengeance... La pauvreté de la transmission culturelle, le vide spirituel, la fracture de l'image du père, les conflits familiaux intergénérationnels, le clivage psychique entre deux mondes et les multiples discriminations dont ils sont victimes aggravent leur mal-être. Ces formes individuelles de solitude existentielle peuvent trouver une fausse solution, c'est-à-dire aboutir à une (dis)solution désespérée dans les conduites addictives, la formation de bandes, le salafisme et le djihadisme »¹⁷.

Tenter par la démarche ethno clinique de découvrir les modes de construction des mondes de l'(A)utre pourrait être probant en prévention primaire des radicalisations, en effet un travail sur les langues orales matricielles notamment peut réintroduire une bonne dose de communication « affective » dans le lien entre adolescent et parents. Ce sont là des techniques de médiation éprouvées qui sont aussi des pistes dans l'altérité parmi toutes celles que la médiation ethno clinique propose.

Arrivée à cette étape de mon écriture je propose cet exemple ultérieurement qui a mon sens éclairent toutes les problématiques qui émaillent ce texte, cette démonstration.



¹⁷ Extrait d'une tribune libre écrite sur le site destimed.fr du Dr. Hamid Salmi Thérapeute en ethnopsychiatrie – « Entre prédicateurs laïcs et religieux: le mal-vivre ensemble » 23/03/2017

¹⁸ Comme annoncé note 2 de la page 66 et note 12 de la page 67

¹⁹ Karima Lazari Le trauma colonial

Cas pratique¹⁸ et prémices dans la démarche d'une médiation ethno clinique

« L'histoire saisit, la littérature écrit et la psychanalyse lit ce qui dans le texte se loge dans le blanc de ses marges »¹⁹.

Le « blanc » au singulier ou au pluriel nous allons le(s) retrouver à l'évocation d'un cas pratique que nous suivrons plus en avant de ce texte.

Je m'appuierai sur les traditions religieuses des mondes musulmans qui sont tancés depuis une trentaine d'années. Dès lors, en introduction, réaffirmer que les traditions (syncrétisme de pratiques dites païennes et religieuses, de fait social...) servaient à médiatiser et ordonner les tensions, les générations et la violence, elles font partie des constructions des mondes, c'est toute l'œuvre de Claude Lévi-Strauss que de démontrer cela, or aujourd'hui on assiste à un dénigrement de la tradition notamment en Islam.

Nous en voulons pour preuve les pratiques des islamistes qui appellent à un véritable travail de destruction de la tradition de par le vaste monde via un processus d'éradication. Nous avons tous en mémoire l'anéantissement des bouddhas de Bâmiyân, la casse des mausolées de Tombouctou. Seuls ont été médiatisés les affres subies par le travail de sape affectant ces monuments, les plus emblématiques du patrimoine mondial de l'humanité, mais nombre sont ceux qui sont tombés directement dans les oubliettes infligeant à nouveau une offense mémorielle.

Pour étayer mon propos je vous retranscris le témoignage d'un jeune Tchétchène, prisonnier de son état et volontaire pour participer à un PPRV (programme de prévention de la radicalisation violente). Nous nous sommes rencontrés à quatre reprises et lors de nos échanges, sur le chemin du studio d'enregistrement et durant les temps techniques de préparation, je me suis essayée à mettre en pratique dans mon rapport avec lui les enseignements de la médiation ethno clinique en partageant un volet de « ma marmite » base de l'échange, et en pratiquant ensuite la décentration.

Pour mémoire la Tchétchénie et l'Algérie offrent beaucoup de similitudes dans leur histoire. Tradition tribale, colonisation avec implantation de colons slaves en Tchétchénie, déportation, résistance, guerre, tradition soufi, tentative d'islamisation de la société. Du coup il y a dans l'ouvrage de Karima Lazali une bonne part de ses conclusions qui pourraient s'appliquer à la Tchétchénie tant il y a une forme d'universalité dans le « trauma colonial », sur des générations.

Mais reprenons le fil de notre exposé. (B) c'est la lettre de l'alphabet qui représente mon interlocuteur, au moment où nous nous rencontrons il est, malgré son jeune âge, emprisonné déjà depuis quelques années. Je n'ajouterais aucun autre détail le concernant parce qu'in fine ils n'apporteraient rien à mon propos.

(B). me livra lors de nos échanges une matière qui pourra j'en suis convaincue faire outil de prévention tant il y a de la résilience en ce garçon. Il est me semble-t-il, représentatif d'un processus de désengagement de la voie radicale.

Ce qu'il me livre en « entretien », ses propos sont le résultat du travail expérimental mis en œuvre au sein du dispositif « Virage » avec comme médium la vidéo entre un groupe de mères, dont les enfants sont morts sur zone irako-syrienne, et ce groupe de volontaires au PPRV...

Dans cet extrait il réagit à l'un des chapitres des films vidéo que j'ai réalisés, plus précisément celui qui évoque le fait religieux et dont le groupe des mères « plus jamais cela » se sont faits l'écho.

Je souhaitais, comme énoncé plus en amont, avoir un échange autour des mondes musulmans de son monde d'origine à lui.

Extraits

(B). « Moi je suis originaire de Tchétchénie, mes parents ils ont fui la guerre. Je suis venu en France à 4-5 ans. Jusqu'à mes 4-6 ans c'est mes parents qui m'ont appris la religion. En fait chez nous on est beaucoup soufi, en fait la majorité des gens en Tchétchénie c'est des soufis, et donc j'ai évolué dans ce cadre-là pendant plusieurs années,

ça n'avait pas trop d'importance pour moi en fait jusqu'à mes 12-13 ans. J'ai commencé à lâcher l'école, j'ai commencé à faire des bêtises. Après il y a eu une coupure avec le dehors j'ai arrêté l'école, j'ai arrêté les études et je suis allé regarder des vidéos sur internet. C'est là que j'ai rencontré des gens, des recruteurs qui m'ont fait connaître l'islam salafiste en fait ils disaient que les soufis ce n'étaient pas des bonnes personnes, c'étaient des adorateurs, qui prenaient des gens comme des dieux en fait. Et voilà à partir de là moi j'ai évolué, entre guillemets dans le salafisme²⁰. En fait je me rends compte que je me suis éloigné de mes propres racines que mes parents ils m'ont transmis ».

Cette idée que les soufis sont des adorateurs notamment des morts je l'ai réentendue après un échange avec un jeune venu à la rencontre d'un « éducateur socio-religieux » et qui par erreur m'a été orienté. Il voulait entendre parler d'islam car en questionnement sur son entrée en religion, j'ai écouté ce qu'il a bien voulu livrer de ses interrogations, puis j'ai évoqué ce qui est « l'âme de l'islam » dit Mustapha Chérif²¹ islamologue de renom, c'est-à-dire le soufisme. Là j'ai de suite essayé une fin de non-recevoir liée à une totale incompréhension. Certain qu'il était d'être dans le juste. Je me suis demandée dès lors et à l'issue de cet échange comment son apprentissage en religion avec été fait et surtout par qui ? J'ai une certaine forme de méfiance voir de défiance à l'égard de certain « fraîchement converti » car longtemps ils se sont abreuvés à la propagande salafiste. Celle-ci dans sa volonté de réduire le religieux à sa plus stricte expression notamment morale « sert à maintenir une forme d'uniformisation, qui recouvre une haine de la différence²² », et de fait maintient l'Autre dans ses blancs.

A la question émise par (B). « Pourquoi les jeunes de la deuxième génération nord-africaine délaissent leurs vraies racines malikites ou soufis pour s'orienter vers le salafisme » ? Un codétenu (Y) apporte cette réponse lors d'un autre entretien en trio.

(Y), se présente il fait partie aussi du groupe de volontaire qui suit le PPRV, c'est un quadra qui est emprisonné pour un lien supposé avec une entreprise terroriste et en attente de son procès. Il m'apparaît comme un autodidacte plutôt bien au fait dans ses connaissances de la religion musulmane et de toute sa littérature satellite. Il entre en apprentissage du dogme et non pas d'une doctrine à partir du décès de son père et grâce à sa mère d'origine algérienne, non pratiquante,

²⁰ Là il y a tentative de mise en place de blancs dans son histoire personnelle, culturelle.

²¹ Mustapha Chérif philosophe, anthropologue et islamologue lauréat du prix Unesco du dialogue des cultures

²² Karima Lazali Le trauma colonial

mais qui va accompagner son fils, de façon non « militante », dans sa profession de foi et son désir d'appréhender la religion musulmane. (Y), dans cet échange avec son cadet qu'est (B) formule son retour d'expérience lorsque jeune homme dans sa cité il éprouva toute l'horreur, l'effroi du drame algérien qui venait régulièrement gifler les esprits, les consciences, empêchant pendant plusieurs années ses copains de cité de partir en vacances au bled. Et surtout justifiant pour lui cette impossibilité d'adhérer à un mouvement radical tel que les G.I.A. Groupe Islamique Armé²³, ou autre aujourd'hui.

(Y). « Ils (les jeunes de la deuxième génération) sont facile à être convaincus pourquoi parce que justement l'islam elle n'annule pas la culture, mais comment dire, c'est le religieux qui prime sur la culture et sur les origines. Il n'y a pas d'origine tu vois, les musulmans quand ils disent ils sont tous frères, ils sont tous frères. Que tu sois blanc, noir, arabe, asiatique, voilà ils voient ça comme plus quelque chose d'universel pas comme culturel, pas comme une coutume, tu comprends ? »

Là pourtant il y a dans cette réponse toute cette mise en blanc évoqué par Karima Lazali dans son ouvrage.

Le témoignage de (B) dans ce qu'il porte du trauma de son peuple tchétchène a, et à bien des égards, une réelle résonance avec le trauma algérien évoqué dans le livre de Karima Lazali.

Oui dans la réponse d'(Y) il y a une certaine forme de négation des traditions, la mise à mal sous prétexte d'universalisme (totalitaire) de tout le pan culturel des diversités des mondes musulman. Une manipulation des enjeux identitaires non calculée j'imagine par (Y) car il y a une réelle sincérité dans ses propos tout au long de nos entretiens. Reste que pour lui seule la théologie et le débat dogmatique ont un sens pour prévenir le djihadisme violent. Chez lui il n'y a aucune transmission transgénérationnelle, un vague grand-père côtoyé enfant. Son identité religieuse il l'a forgée seul dans ses lectures sans recouvrir les blancs de son histoire personnelle.

Point de filiation mémorielle pour (Y) et une tentative de détournement de ses filiations pour (B).

²³ Organisation terroriste créée en Algérie en juin 1992 dont le but était de remplacer le gouvernement algérien par un régime islamiste.

On le constate avec (B) et ses allers-retours d'attrait et de répulsion envers les schèmes et croyances des cultures dites traditionnelles et le salafisme. On phagocyte via la religion, les langues, les us et coutumes, les mythologies, les histoires, avec la tentative de mise en place d'un espace mental « étranger », du dehors.



L'effacement

« Depuis le démantèlement du père et son effacement dans la colonialité, les fils sont « sans entrave, sans tribu, dans le vertigineux espace d'une nuit sans lumière, au-delà des étoiles, avec pour tout bagage un manque absolu de mémoire »²⁴ »

Les extrémistes djihadistes vont jusqu'à inverser l'ordre traditionnel et immémorable des liens de filiation, ceux qui font sens. Ainsi donc le BEN (fils) malmène le ABOU (père)²⁵ dans toutes les guerres de ces dernières décades. Force est de constater que nombres, voire la plupart des terroristes, abandonnent leurs prénoms de fils dans le djihad pour prendre le signifiant de père ABOU avec à la suite un prénom d'emprunt. Il en est de même pour les femmes qui mettent en particule le mot OUM qui signifie mère. Alors question est-ce une volonté d'un retour aux origines lié aux premiers compagnons de Mohamed? Mais alors qu'en est-il des femmes? Ou encore pour ce qui nous occupe dans le cadre de la prévention des radicalisations en France, une mise à jour des non-dits autour des filiations?

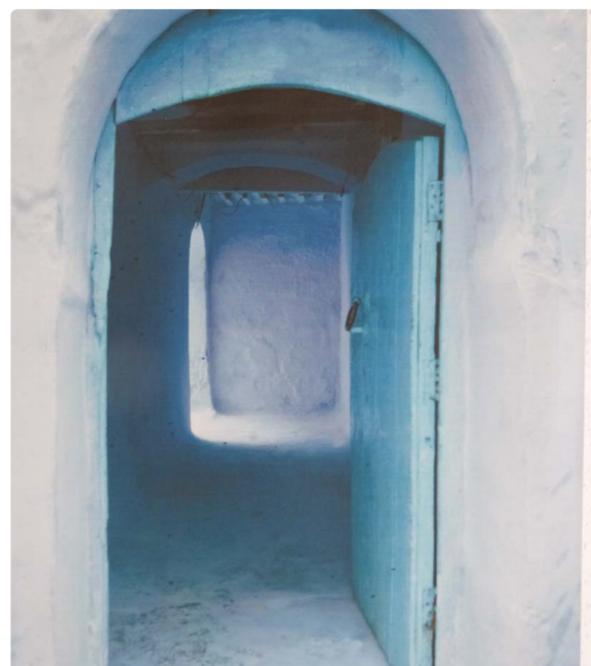
Vaste réflexion, programme s'il en est que le recouvrement des blancs laissés en héritage chez les descendants des migrations. Conscient ou inconscient ce recouvrement n'emprunte pas les mêmes voies, le plus souvent la quête de l'histoire personnelle ne se fait pas parce qu'hors sujet dans la société d'adoption des parents, chez d'autres c'est une recherche salvatrice de compréhension du qui suis-je? Reste que chez une minorité les blancs sont des enjeux identitaires pouvant conduire à toutes formes de transgression et notamment aboutir à une radicalisation violente. Et c'est là que l'action sociale doit être présente pour accompagner, aider aux recouvrements au sens propre comme au sens figuré des blancs sur lesquels certaines personnes mettent la main, voir établissent une chape de plomb aliénante. Il existe certainement pour éviter cet état de fait, la nécessité de **travailler sur les déliaisons d'avec les ancêtres.**

Comment entamer le chemin du dépassement de la zone blanche? Deux pistes complémentaires l'une apportée par Karima Lazali et qui concerne les politiques; elle précise que

« la part d'Histoire refusée par le politique se transmet de génération en génération et fabrique des mécanismes psychiques qui maintiennent le sujet dans une honte d'exister »²⁶.

L'autre axe concerne les rapports et liens qui peuvent se construire dès lors qui y a prise de conscience conjointement de la part de tous les acteurs (familles et travailleurs sociaux) de l'existence de ces blancs. Le docteur Hamid Salmi thérapeute en ethnopsychiatrie propose cette option qui consiste à :

« Élaborer les refoulements transgénérationnels des familles et des groupes spécifiques... pour faire d'une pierre plusieurs coups afin de retisser tous les liens verticaux et horizontaux... »²⁷.



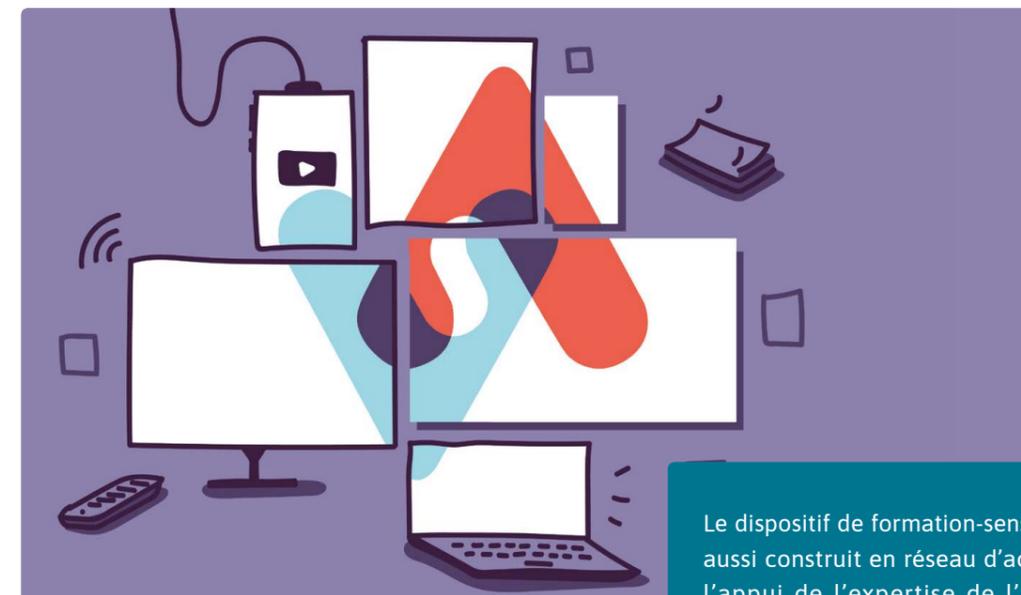
²⁴ Kateb Yacine, Le Polygone étoilé, seuil, Paris 1966 cité par Karima Lazali dans Le trauma colonial

²⁵ Une tradition plutôt moyen orientale

²⁶ ITW de Karima Lazali par Hassina Machaï pour Le Point Afrique 29/11/2018

²⁷ Extrait d'une tribune libre sur le site destimed.fr du Dr. Hamid Salmi Thérapeute en ethnopsychiatrie - Entre prédicateurs laïcs et religieux: le mal-vivre ensemble 23/03/2017





Le dispositif de formation-sensibilisation s'est lui aussi construit en réseau d'acteurs en région, à l'appui de l'expertise de l'Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale de Strasbourg.

COMMUNICATION

Dès sa création, le réseauVIRAGE a travaillé sur son **identité communicante** (visuels, éléments de langage, création site internet...). Puis l'information relative à cette expérimentation a été portée à la connaissance des médias par le biais d'un **communiqué de presse** co-signé avec les services de l'ARS. Nous répondons dorénavant régulièrement aux différentes sollicitations de la presse.

Il s'agissait d'abord de **mettre l'équipe socle du réseauVIRAGE à disposition** des acteurs du territoire régional avec un numéro de téléphone et une adresse courriel générique. Ces modalités de saisine ont été diffusées via le **site internet et les plaquettes de communication**, ainsi que de nombreuses **réunions de présentation**, par exemple auprès des référents radicalisation de l'ARS, de la PJJ, etc.

Le premier rapport d'activités du Réseau a été diffusé de manière large sur le Grand Est auprès des institutions. De même, plusieurs représentants de ces structures ont participé à des formations organisées ou co-organisées par le réseauVIRAGE ou sont destinataires des newsletters.

Au 31 décembre 2019, **2566 contacts** sont enregistrés et nous dénombrons **4724 utilisateurs** sur le site internet réseauVIRAGE avec **6507 visites dont les 2/3 sont issues du Grand Est**, le reste au national et à l'international. **25 newsletters ont été envoyées** à l'ensemble de ces contacts.

La Chaine YouTube comporte 20 Vidéos, constituée d'entretiens avec des acteurs de la prévention de la radicalisation, de conférences, et de vidéos issues du dispositif « Et si j'avais tort!? ».

L'arborescence du site internet et de la chaine You tube sont en constantes améliorations et nourris de plus en plus de **contenus formatifs** :

- théories et concepts
- méthodes et outils
- bibliographie et sitographie.

TRANSMISSION

LES JOURNÉES D'ÉTUDE EN RÉGION GRAND EST

En 2017, l'équipe du réseau VIRAGE a fait le choix d'organiser une journée spécialement dédiée aux enjeux de secrets professionnels et de respect de la vie privée. S'en sont suivies 3 journées plus généralistes à Nancy, Reims et Strasbourg. Toutes ont fait l'objet de résumés écrits et diffusés largement dans le réseau.

		2017	2018	2019
Alsace	67 Bas Rhin	Strasbourg - 9 novembre 2017 Ouverture par Président GIP + ARS	Strasbourg - 27 mars 2018 Ouverture GIP	Colloque de 2 jours les 5 et 6 septembre 2019 Ouverture GIP Ville et Madame Nadia Idiri Sous-Préfète
	68 Haut Rhin		Mulhouse - 26 novembre 2018 Ouverture par MDA68 CD	Mulhouse - 30 avril 2019 Ouverture par MDA68 CD et clôture Agent Préfecture
Lorraine	88 Vosges		Epinal - 26 juin 2018 Ouverture par Président CD88 et Monsieur le Préfet Pierre Ory	
	54 Moselle		Metz - 15 octobre 2018 Ouverture par ARS Adjoint au Maire MDA 54	
	57 Meurthe et Moselle	Nancy - 20 octobre 2017 Ouverture par Monsieur Morgan Tanguy Sous-Préfet + Maire et ARS		
	55 Meuse		Vassincourt - 15 novembre 2018 Ouverture par ADAPEI et MDA55	
Champagne-Ardenne	10 Aube		Troyes - 27 juin 2018 Ouverture par CD et Monsieur Mosimann Préfet	
	52 Haute Marne		Chaumont - 20 novembre 2018 Ouverture par Major école de gendarmerie et Ligue de l'enseignement	St Dizier - 10 décembre 2019 Ouverture par Ville et Monsieur le Sous-Préfet Hervé Gerin
	51 Marne	Reims - 7 novembre 2017 Ouverture par Monsieur Anthmane Aboubacar Sous-Préfet + ARS		
	08 Ardennes		Revin - 23 novembre 2018 Ouverture Ville de Revin et MDA08	

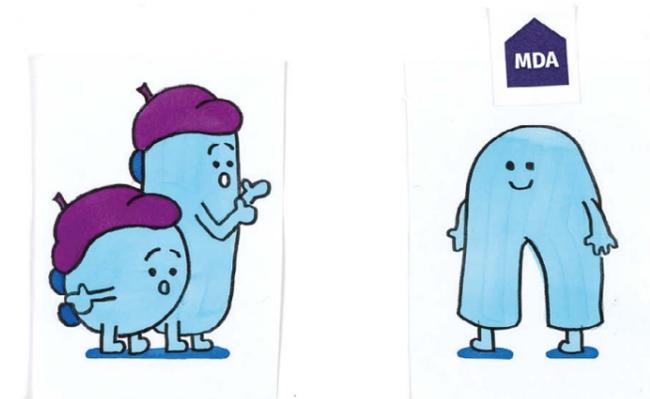
TRANSMISSION

En 2018, chaque département non couvert en 2017 a été investi en organisation directe ou en co-organisation. Des thématiques plus choisies ont été travaillées :

- A Troyes en partenariat avec la MDA sur la violence
- A Epinal à la demande de la Préfecture
- A Vassincourt en partenariat avec la MDA sur la prévention
- A Revin en partenariat avec la MDA et la Ville de Revin autour de la pièce Djihad
- A Metz sur la clinique en partenariat avec la MDA et ses partenaires
- A Mulhouse en partenariat avec la MDA et le Tribunal
- A Chaumont à la demande d'un réseau large de partenaires animé par le Ligue de l'Enseignement
- A Strasbourg sur l'image.

En 2019, nous étions présents à Mulhouse et à St Dizier. Nous avons aussi et surtout co-organisé un colloque international de 2 jours à Strasbourg. Des journées sont d'ores et déjà prévues à Nancy, Reims, Woippy et Charleville-Mézières pour le premier semestre 2020.

« Les journées proposées par le Réseau se remplissent aujourd'hui très vite. Elles réunissent en moyenne à chaque fois 120 à 130 participants, dont 50% de professionnels de santé. »



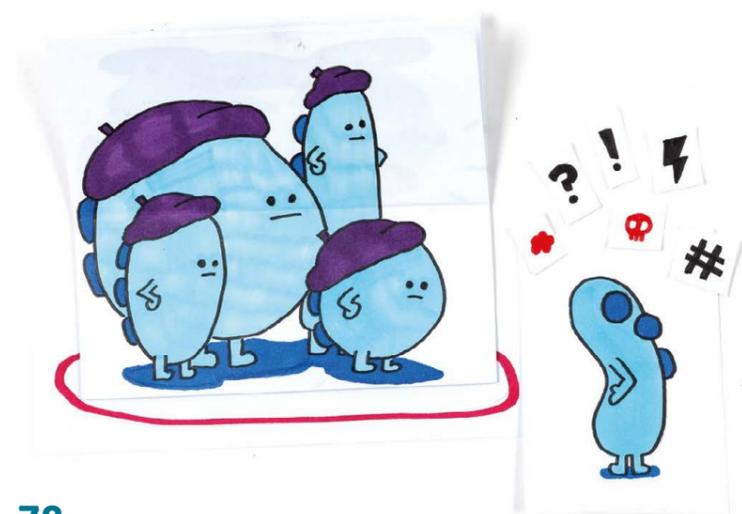
COLLOQUE FRONTIÈRES ET FRANCHISSEMENTS: QUELLES ARTICULATIONS ENTRE FORMATION, RECHERCHE ET PRATIQUES D'INTERVENTION SOCIALE

PAR DELPHINE RIDEAU, DIRECTRICE

Le 21 mars 2019, je suis intervenue à Strasbourg au Colloque organisé par les Groupements d'Intérêt Scientifique CRITIS et REACTIFS sur le sujet de la prévention des radicalisations. L'objectif de cette journée de colloque était d'explorer globalement la façon dont les acteurs des sciences sociales et de l'intervention sociale pouvaient « dépasser leurs frontières ». Questions de coopérations et d'innovations, de démarches collaboratives, et de capacité collective à redonner une place aux publics en tant que vecteurs de solutions.

Mon propos s'articulait en plusieurs temps :

- Je déplorais dans un premier temps que les dispositifs de prévention de la radicalisation ne soient quasiment pensés qu'au singulier, à savoir en rapport avec l'Islam, que dans le temps présent, et sans référence à notre histoire, et surtout qu'à l'intérieur de nos frontières nationales.
- Je questionnais ensuite le rôle que pourraient hypothétiquement jouer les limites frontalières du territoire national pour expliquer que certains bassins de vie - ruraux comme urbains - aient été plus fortement impactés par les nouvelles formes de radicalisations.
- Je continuais en pointant le fait que les jeunes et familles concernés par des problématiques de radicalisations ne nous semblaient pas si différents de ceux qu'une Maison des Ados pouvait accompagner habituellement, notamment ceux qui « ne demandent rien » et qui croient avoir trouvés des issues positives à leurs difficultés personnelles, familiales ou sociales dans des conduites à risques diversifiées, et notamment en lien avec les addictions. L'idéologie religieuse ou politique serait-elle un produit comme un autre ?
- Pas si différents mais « quand même »... Il était indispensable à ce stade de faire mention du fait que ces publics semblaient faire peur à bon nombre de professionnels issus des champs du soin, de la justice, de l'enseignement et bien sûr, du social et de l'éducatif. Une peur qui nous semblait ancrée :
 - Dans la sidération générale qui a suivi les faits d'attentats
 - Et dans les injonctions au signalement systématique.
- La conséquence à ce stade était que bon nombre d'acteurs (professionnels) et d'institutions (publiques ou privées) nous semblaient fonctionner en adhésion/collage ou en déni/rejet, sans nuance.
- Nous sommes donc allés voir par-delà nos frontières nationales comment se construisaient d'autres systèmes de prévention des radicalisations, nous avons tenté de nous approprier et d'analyser les querelles d'experts en lien avec nos missions, et nous avons surtout poursuivi notre travail de construction interdisciplinaire d'une pratique partagée au-delà de seuls codes métiers.

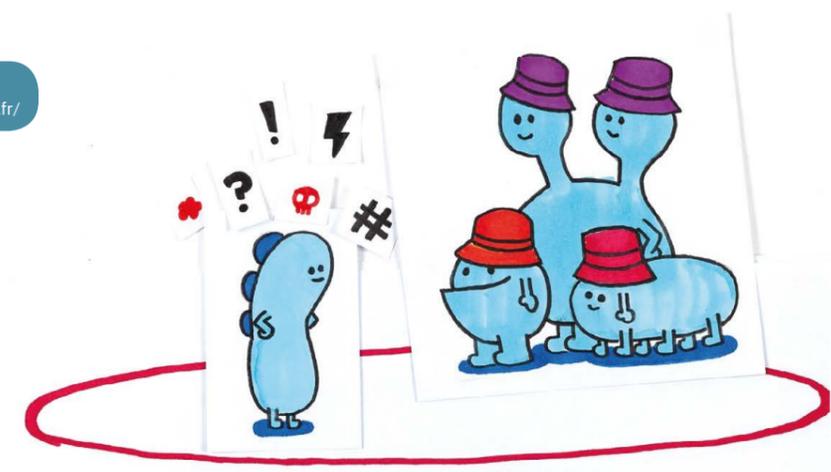


Je conclusais mon propos comme suit :

« du point de vue de nos pratiques professionnelles, il apparaît aujourd'hui capital que les travailleurs sociaux et autres intervenants proches des jeunes, animateurs, enseignants, professionnels de santé - soient formés à la laïcité pour ce qu'elle est ici en France, dans la loi de 1905, pour ses multiples interprétations, mais aussi et peut-être surtout pour la façon dont cette relation entre religions et citoyenneté se joue ailleurs, par exemple dans les pays anglo-saxons, au Maghreb, etc. Les travailleurs sociaux doivent pouvoir parler et débattre spiritualité mondialisée (et/ou religion), citoyenneté mondialisée (et/ou politique ou géopolitique), tout comme ils doivent pouvoir accompagner les jeunes et les familles dans leurs questionnements les plus divers, et notamment les plus tabous, comme la sexualité, les relations familiales et de couple, les identités de genres et autres addictions. Ils doivent pouvoir en débattre sans véhiculer les normes dominantes, sans répondre aux grandes questions qui animent les enfants et les adolescents, mais en ouvrant et permettant de vrais débats, des productions critiques, sans en revenir au « contrôle social » et en étant vigilants à toutes les discriminations dont certaines constituent probablement le « terreau » de bon nombre des radicalisations violentes. »



<https://www.critis.fr/>
<https://www.gis-reactifs.fr/>



COLLOQUE INTERNATIONAL « PRÉVENTION DES RADICALISATIONS : RÉSILIENCE COLLECTIVE ET POLARISATION SOCIALE »

L'organisation du colloque international de septembre 2019 se trouve au croisement de plusieurs dynamiques. La première est le souci des organisateurs de ce colloque (ESEIS, ORIV, Université de Strasbourg, Ville de Strasbourg et Réseau Virage) d'approfondir la réflexion autour de la prévention de la radicalisation. La seconde dynamique s'inscrit dans le souhait de s'inspirer des réflexions et des pratiques d'acteurs étrangers pour renouveler nos pratiques locales. La troisième et dernière dynamique est d'instaurer un dialogue permanent entre acteurs institutionnels et associatifs locaux autour de ces mêmes questions.

Forts de ces dynamiques les organisateurs ont réuni autour d'eux des chercheurs et praticiens du monde entier et des acteurs locaux de la prévention de la radicalisation autour des concepts de polarisation sociale et de résilience collective.

Du côté des chercheurs invités, **Scott Atran, anthropologue franco-américain (CNRS/Université d'Oxford), a proposé une réflexion autour du rôle des idéaux dans la radicalité et dans sa prévention.** Pour lui, la plus grande difficulté à laquelle les sociétés occidentales sont confrontées, c'est la faiblesse de nos valeurs vis-à-vis de la radicalité des valeurs défendues par les extrémistes, quel que soit leur forme de radicalité. La place laissée vacante aux extrêmes leur laisse le champ libre et contribue à polariser nos sociétés (ex. islamisme VS extrême droite).

Cathrine Moestue psychologue norvégienne a quant à elle développé son propos autour de son parcours de radicalisation d'extrême gauche. Elle explique qu'en prévention, pour construire des enfants et des jeunes résilients aux discours extrêmes, il convient de renforcer les familles, clé de voûte de cette résilience.

Sabra Ben Ali, psychologue et doctorante au LIRCES de Nice, est revenu sur son travail au sein du Centre Action Prévention contre la Radicalisation des Individus (CAPRI) de Bordeaux. Elle insiste elle aussi sur le rôle des familles et des fratries dans le faire résilience à l'extrémisme. Elle affirme de même l'importance de prendre garde à ne pas plus polariser le débat par des pratiques qui pourraient être jugés stigmatisantes.

Bruno Sedran est coordonnateur du Service des Équipes Mobiles dans l'Éducation nationale Belge. A partir de sa pratique de plusieurs années d'intervention en milieu scolaire, entre autres autour des questions de radicalisation, **il rappelle l'importance de ne pas perdre de vue l'objectif éducatif pour maintenir une relation de confiance avec les jeunes et leurs familles.** Il explique que son service prend soin d'éviter de polariser plus un établissement scolaire par leur intervention.

Roxanne Martel-Perron est criminologue et travaille au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) de Montréal. Elle travaille autour de toutes les formes de radicalité pour éviter de stigmatiser une partie de la population. **Elle explique que l'accompagnement mis en place par le CPRMV oriente son action sur la prévention plutôt que la répression, l'accompagnement communautaire plutôt que la judiciarisation ou l'exclusion sociale.**

Enfin, **Anne-Sophie Lamine**, professeure de sociologie à l'Université de Strasbourg, a quant à elle **développé une réflexion autour de la polarisation à partir de son enquête sur les médias musulmans.** Elle rappelle d'une part que la perception de la discrimination est un des éléments favorisant la radicalisation et d'autre part que la centration du débat public autour de l'islam contribue à polariser la société et oblige les médias musulmans à se justifier en permanence. Elle appelle de ses vœux une conception non binaire de l'islam (modéré VS radicalisé) afin d'éviter la polarisation et de développer une société collectivement plus résiliente.

Du côté des acteurs locaux, les organisateurs ont réuni autour d'eux un grand nombre d'institutions et d'associations constituant le noyau dur de la prévention de la radicalisation. Ainsi, outre les organisateurs du colloque, l'Éducation nationale, le Conseil départemental du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, la Protection judiciaire de la jeunesse, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires et l'ASTU ont chacun proposé un atelier au sein desquels il s'agissait de comprendre comment les concepts de polarisation et de résilience collective faisait écho dans leur pratique.

De manière générale, **le colloque fut un succès et a réuni plus de 200 acteurs locaux.** Il sera continué en juillet par une journée consacrée à la résilience. Un compte-rendu exhaustif est disponible sur le site du Réseau Virage.



Édition Compte Rendu Colloque international
<https://www.reseauvirage.eu/wp-content/uploads/2020/03/COMPTE-RENDU-COLLOQUE-INTERNATIONAL-Web.pdf>

Vidéo Compte Rendu Colloque International
<https://www.youtube.com/watch?v=SmO8eYwmCuk>

Vidéo Atelier du réseauVIRAGE
https://www.youtube.com/watch?v=fdownH5wzo_U&t=28s

RADICALISATION : LA MDA DANS LE MAGAZINE ENQUÊTE DE RÉGIONS

PAR DÉBORAH LISS, JOURNALISTE INDÉPENDANTE

ET YAZIDA SLAMANI, CHARGÉE DE MISSION MÉDIATIONS INTERCULTURELLES ET INTERRELIGIEUSES

En cette nuit du 11 décembre 2018, Strasbourg s'est trouvée être le théâtre du parcours meurtrier de Chérif Chekatt avec son triste bilan de 5 morts et 11 blessés.

Un an plus tard, les équipes des antennes de France 3 Grand Est opèrent un retour commémoratif à travers trois reportages présentés sous la bannière du magazine mensuel « Enquêtes de régions ». La thématique sera cette question : Radicalisation : comment la prévenir ?

Les actions entreprises par le centre socio-culturel de la Meinau ont été mises en avant en premier lieu, ainsi que l'association Eveil Meinau et l'imam Saliou Faye, qui est déjà intervenu lors de journées VIRAGE. Leur approche interdisciplinaire et donnant la parole aux jeunes, aux familles, mais aussi aux anciens radicalisés, est saluée. Ensuite, les formations Alvéole, inspirées du Canada et mises en place à Strasbourg uniquement, sont évoquées et font également se rencontrer divers acteurs : animateur·ice·s, enseignant·e·s, PJJ.

Acteur essentiel dans la prévention des radicalisations dans le Grand Est, le réseau VIRAGE a très naturellement été approché dans un premier temps par une journaliste de Nancy (antenne Lorraine) qui préparait un sujet sur les femmes et la radicalisation (qui fait d'ailleurs l'objet du deuxième reportage). En effet, elle était intéressée par le travail de prévention mené par le groupe de mères « plus jamais ça » et le réseau VIRAGE. Mais échaudé ou refroidi c'est selon, par l'intox, la maltraitance des journalistes à leurs égards et ce malgré un échange de visu avec le groupe, la journaliste a essuyé une fin de non-recevoir poli et ferme de la part des mamans.

Comment dès lors évoquer le réseau VIRAGE ? Le premier reportage présentant Strasbourg comme laboratoire pour la prévention des radicalisations pouvant devenir même un modèle pour le reste de la France ne pouvait faire l'économie du dispositif Virage.

C'est donc l'Antenne de Strasbourg Alsace qui va poser sa caméra à la Maison des Adolescents.

Dr Guillaume Corduan, pédopsychiatre, est intervenu pour

parler du terrain psychologique et de la difficulté à se remettre en question, suite au témoignage anonyme d'un jeune. Ce jeune a expliqué le rôle positif qu'a joué l'éducatrice qui l'a suivi dans le fait de lui avoir « ouvert les yeux ». Il raconte comment il s'est fait recruter, à travers des mécaniques que les professionnel·le·s de la MDA connaissent bien : le rôle d'internet, les discours sur les valeurs morales, etc.

L'équipe a ensuite interviewé Delphine Rideau, directrice du réseau VIRAGE et de la MDA.



Retour de cette interview du 3 octobre 2019, par la journaliste Sylvie Malal :

SM : C'est dans cet espace que vous recevez des adolescent·e·s parfois radicalisé·e·s, ici ou dans d'autres espaces mais toujours sans bureau. Ce côté informel, c'est voulu ?

DR : C'est voulu, pour que l'échange soit plus facile, ici à l'accueil, qui est aussi un espace d'attente, et ensuite effectivement dans les bureaux, dans les étages.

SM : Parmi ces personnes, ces jeunes radicalisé·e·s, il y a des filles, dont on pensait longtemps qu'elles n'étaient que des suiveuses. Finalement ça n'est pas le cas, on se rend compte qu'elles peuvent passer à l'acte et être violentes.

DR : Radicalisées ou supposées l'être. Mais effectivement, elles ne sont pas seulement suiveuses ou romantiques (c'est quelque chose qui a été dit aussi). Des filles qui peuvent s'engager, qui s'engagent déjà, pour certaines, pour des raisons humanitaires, et qui après endossent soit une fonction de combattante, soit une fonction de poursuivre la descendance pour le combat.

SM : Exactement, il y a cet aspect-là en zone de guerre, en Syrie. Enfanter devient un acte militant ?

DR : Oui. On l'a connu aussi dans d'autres formes de radicalisation violente. Parce que c'est un vrai projet politique derrière. Il faut créer les organisations, la population, la communauté, qui vont changer l'ordre des choses d'un point de vue politique.

SM : Ces enfants, on les appelle des lionceaux.

DR : Oui, parce qu'ils sont élevés pour combattre, et pour perpétuer l'idéologie qui sous-tend la radicalisation.

SM : Ici, on parle de radicalisation. A-t-elle un profil ? On l'associe souvent soit à des quartiers, soit à une religion, à l'islam. Ça concerne qui ?

DR : Ça concerne tout le monde, puisqu'on a des jeunes des quartiers, des jeunes de campagnes isolées, des jeunes qui ne sont pas forcément tous de culture maghrébine, musulmane. On a des jeunes converti·e·s. Le point commun qu'on peut leur trouver, c'est peut-être uniquement d'avoir grandi dans des familles ou des environnements dans lesquels l'esprit critique, le débat, n'était pas coutume. Et ça, c'est quelque chose qu'on peut trouver partout.

SM : Des familles déstructurées... Et justement, il y a aussi tout cet aspect d'accompagnement des familles que vous proposez ici. Vous ne suivez pas que les adolescent·e·s, mais aussi leurs familles, et ça c'est important.

DR : Des familles qui sont quand même déroutées... Déstructurées, c'est difficile de le dire de cette façon. Des familles qui ont vécu parfois dans les générations précédentes un certain nombre de troubles, de traumatismes, qui font que les secrets et autres répercussions sont difficiles à gérer. Et, effectivement, on ne fait pas ici qu'évaluer, l'important c'est aussi d'accompagner, d'aller vers toutes les familles, les ados...

SM : Ça fait partie de la prévention ? Pourquoi ?

DR : Parce qu'intervenir aux premières difficultés peut permettre, si on est bien dans une logique d'accompagnement, de repérer des signaux qui pourraient conduire à différentes formes de radicalisation.

SM : Eviter par exemple qu'une fratrie ne prenne le mauvais chemin, parce qu'il y en a un qui a commencé ?

DR : Oui. On se rend compte par exemple que dans certaines familles, il y a différentes formes de rigidité qui se mettent en place, et que les fratries de ceux qui sont partis, ou même les environnements amicaux élargis des premières recrues, sont à risque. Et qu'il faut vraiment être auprès d'eux.

SM : A quel moment est-ce qu'on peut dire qu'une personne radicalisée ne l'est plus ? A quel moment vous vous dites que vous avez réussi à le faire revenir ?

DR : C'est quelque chose qu'on ne dit pas pour l'instant. On peut se le dire entre nous, mais c'est la même chose que dans d'autres difficultés, je pense à aux addictions, à l'anorexie. Ce sont des processus très longs pour rentrer dans quelque chose d'extrêmement radical, voire de violent, et ce sont des processus aussi longs pour en sortir.

SM : Mais pour la violence ?

DR : La violence se mesure à l'acte. Quand on a des gens qui ne parlent plus de violence, mais uniquement de l'idéologie, on est plutôt confiant. Quand on croit, quand on a des opinions, on a le droit. La question est vraiment celle de la violence et de la menace.

SM : Donc éradiquer la violence et la menace, pas forcément les convictions ?

DR : Ah non, pas du tout les convictions. Si on se donne pour objectif de travailler en même temps sur les convictions et sur la violence, on prend le risque de faire chou blanc, et de n'arriver à rien.



PAR DR GUILLAUME CORDUAN, PÉDOPSYCHIATRE ET MÉDECIN RÉFÉRENT DU RÉSEAU VIRAGE

Au cours de l'année 2019, nous sommes intervenus dans le cadre de formations universitaires en droit et en psychiatrie (Strasbourg, Rennes, Rouen), à la demande de l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, ainsi que d'organisations européennes (ministère allemand des affaires étrangères) et internationales (Radicalization Awareness Network)¹.

Ces interventions ont pu être l'occasion de travailler en groupes de travail et de préciser notre propos d'une part sur le rôle des traumatismes précoces dans les vulnérabilités des parcours de radicalisations, ainsi que sur la place des familles. Ces deux aspects feront l'objet de journées de travail en janvier (Nancy) et mars (Reims) 2020. Nous les avons par ailleurs traités dans deux publications :

→ Sofia Koller with contributions by Anders Bo Christensen, Dr. Guillaume Corduan, Dr. Nils Duits, Dr. Aya Mortag Freund, Dr. Paul Gill, and Cathrine Moestue. DGAP report, InFoEx Workshop, Berlin, May 23-24, 2019. Issue Paper: Psychological factors and mental health issues in tertiary prevention. Dec 2019.²

→ Dupont S, Rolling J, Senouci R, Corduan G. De la radicalisation violente à la reconstruction du lien. Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux. Oct 2019.³

2019 a vu nos partenariats s'affermir, notamment autour de notre compétence Ressources.

D'une part avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Nous avons ainsi participé au STEMO 67 à de nombreuses réunions de synthèse autour de situations complexes (post-attentats auprès des équipes, situations de radicalisations). Nous avons également aidé à coordonner ou proposer nous-mêmes des soins psychiatriques pour des mineurs suivis par la PJJ. L'équipe VIRAGE est également intervenue à plusieurs reprises auprès d'une équipe de Centre Educatif Fermé à Ste Ménéhould (51) pour deux

situations complexes. Outre la PJJ, l'appareil judiciaire nous a globalement repéré, nous avons ainsi collaboré avec le Service de Probation et d'Insertion et avec la Mission de Lutte contre les Radicalisations Violentes autour de programme de prévention en détention : Metz (57), Strasbourg (67), Villenauve (10) et Clairvaux (10).

Le Conseil Départemental du Bas-Rhin a également su nous solliciter dans notre mission de centre ressources pour apporter un regard de synthèse complémentaire à des équipes de polyvalence de secteur et au bénéfice du service de protection de l'enfance. Nous nous sommes ainsi déplacés à Haguenau, Bischheim, et dans 2 structures de placement du département (foyer de l'enfance et Château d'Angleterre).

Toujours dans ce cadre ressources, nous avons été sollicités par l'éducation nationale autour d'une situation complexe.

Les services de soins commencent quant à eux progressivement à repérer notre activité. La PASS des hôpitaux de Strasbourg (67) et de Colmar (68), ainsi que le service de psychiatrie de l'adolescent des HUS (67) ont ainsi fait appel au réseau VIRAGE pour trois situations inquiétantes. Notre visibilité auprès des services de soins doit toutefois s'améliorer : l'année 2020 s'orientera vers cet objectif, sur l'ensemble du territoire du Grand Est.

¹RAN

² https://dgap.org/sites/default/files/article_pdfs/InFoEx%20Issue%20Paper_Psychological%20Factors%20and%20Mental%20Health%20Issues%20in%20Tertiary%20Prevention_EN.pdf

³ <https://www.cairn.info/revue-cahiers-critiques-de-therapie-familiale-2019-2-page-121.htm?contenu=resume>

L'expérimentation réseauVIRAGE visait à construire une réflexion et une pratique régionale cohérente et respectueuse des enjeux institutionnels, légaux, éthiques, sanitaires et médico-sociaux de la problématique nationale de lutte contre les radicalisations, en matière de prévention, d'accompagnement, et de formation.

L'ambition est vaste et mouvante. Nous retenons toutefois de sensibles avancées :

- du point de vue de la réflexion : les jeunes et familles accompagnés nous ont permis de mieux comprendre ce qu'ils pouvaient avoir en commun (préjugés, traumatismes, discriminations), et de le prendre en compte dans les pratiques d'évaluation (faciliter la rencontre en confiance), d'accompagnement (désengagement de la violence), et de prévention.
- Ces expériences cliniques et pratiques analysées en réseau national et régional permettent à l'équipe du réseauVIRAGE et in fine à l'ensemble du Réseau de gagner en légitimité et en compétence en matière de formation, voire de recherche, dans une sorte de cercle vertueux.

Pour les prochaines années, nous retiendrons que la construction d'une stratégie opérationnelle de prévention des radicalisations violentes nécessite toujours et encore que les professionnels et structures de la cohésion sociale et de la santé publique – notamment la santé mentale – intègrent les enjeux sécuritaires.

Deux mouvements se sont opérés pour ces professionnels et cadres des champs de la santé et du social sur ces sujets au cours des années 2014 / 2019 : rejet ou adhésion. Les positions sont rarement nuancées, les débats sont parfois âpres et n'épargnent aucun service, établissement ni corps de métier.

L'équipe du réseauVIRAGE s'est emparée du sujet de façon théorique et pratique. Il ne s'agit en effet pas de nier ou de rejeter les enjeux de sécurité publique, mais, au contraire, de les intégrer aux pratiques professionnelles de santé publique des uns et des autres, de façon raisonnée, voire de viser la réciproque, en s'appuyant sur les tiers concernés au sein des territoires, qu'ils soient représentants des cultes, représentants de communautés, personnes ou familles témoins.

Pour atteindre cet objectif d'intégrer les enjeux de prévention de toutes les formes de radicalisations violentes aux pratiques des professionnels et services de santé publique et de cohésion sociale, il s'agit d'adapter des pratiques plutôt individuelles à une problématique émergente, mutante et multifactorielle, parfois communautaire, et de prendre en compte les souffrances qui peuvent conduire certains adolescents à se radicaliser, voire à devenir violents, sans toutefois minorer le rôle des idéologues religieux et politiques extrémistes, et de leurs organisations.

Concrètement, les professionnels de la santé et du social acceptent de plus en plus de prêter attention aux questions idéologiques et religieuses, mais dans un objectif d'exercice d'esprit critique, de débat, et d'accompagnement. Ils refusent de pratiquer de la détection pure, de diffuser des contenus prêts-à-penser et tiennent généralement beaucoup aux libertés individuelles, notamment aux libertés de consciences. Ils tiennent aussi à ce que leurs actions ne deviennent pas stigmatisantes ou discriminantes à l'égard de certaines communautés, et notamment pas à l'égard des croyants musulmans.

Ils tiennent aussi à ce que leur mission de soin et d'accompagnement à l'autonomie soit respectée, et qu'elle ne soit pas instrumentalisée aux seuls bénéfices d'une politique sécuritaire. Ils tiennent par exemple à rester libres de transmettre des informations préoccupantes de façon individualisée, sans systématisme, et par les canaux prévus par la loi. Ils citent à ce sujet fréquemment les lois relatives à la protection de l'enfance, à la protection judiciaire de la jeunesse, aux secrets médicaux et professionnels, mais aussi à la possibilité de dénoncer des crimes et délits. Les informations qu'ils cherchent à recueillir, en tous cas, sont celles qui leur sont utiles à l'accompagnement socio-psychologique et aux soins. Ils ne mènent pas d'enquêtes policières, ne se positionnent pas en tant qu'experts auprès des tribunaux, et ne cherchent pas à reconstituer des réseaux prosélytes ou de recrutements.

Les professionnels des champs du social et du soin insistent encore sur le fait que le risque de passage à l'acte violent n'est pas précisément mesurable, qu'il n'existe pas d'outil ou de technique en la matière, et qu'il peut être aussi dangereux de répondre par « oui » que par « non » à la question « cette

personne risque-t-elle de devenir violente au nom de l'idéologie ou de la religion à laquelle elle se réfère ? ». Ce risque de passage à l'acte s'inscrit dans un processus plus ou moins rapide, et qui n'intègre pas nécessairement l'acte violent. Répondre « oui » condamne donc la personne à priori. Répondre « non » comporte le risque de l'erreur.

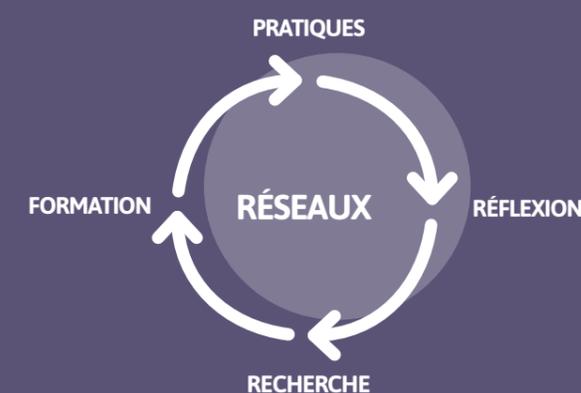
Ces éléments nous imposent collectivement de créer et de maintenir des liens durables et tout à la fois vigilants et bienveillants avec chaque personne ou famille dont le discours ou le comportement a inquiété ou inquiète. Il peut s'agir d'un jeune qui s'exprime de façon véhémement lors d'une action de prévention en milieu scolaire ou d'une famille inquiète. Mais à chaque fois, on veillera à créer et maintenir le contexte de la rencontre et du lien afin de pouvoir entrer dans une dynamique de prévention – évaluation – accompagnement qui permettra d'affiner l'analyse du risque et des possibles ressorts d'une stratégie de prévention et/ou de désengagement de la violence. Selon les cas, il sera plus opportun de mobiliser des professionnels éducatifs, psychologiques et/ou psychiatriques, ou des bénévoles de confiance, parfois les familles et/ou les forces de l'ordre qui ont accès à des moyens d'enquête dont les cliniciens du social et de la santé ne disposent pas.

La prévention grand public et l'évaluation des risques ne doivent donc pas être dissociées de l'accompagnement. Les trois s'inscrivent dans un même parcours de prévention au sens large de toutes les formes de radicalisations violentes. Elles coexistent en permanence, et s'appuient sur l'expertise clinique des professionnels dont les interventions construites en interdisciplinarité se renforcent collectivement, en équipes, et en réseau, tout en conservant chacun ses spécificités (valeurs, missions, cadre législatif...).

L'enjeu est bien aujourd'hui de construire des actions de prévention primaire à destination de l'ensemble de la population, et notamment des plus jeunes, qui évitent le risque contre-productif, mais aussi de prendre en charge directement les plus à risques afin d'éviter les passages à l'acte violents (prévention secondaire), et

tout à la fois d'éviter le risque de récurrence pendant et après les condamnations pénales ou les retours de zones (prévention tertiaire).

Cela nécessite que les concepts et pratiques émergents soient largement diffusés auprès de l'ensemble des professionnels et structures de terrain, avec l'appui des chercheurs et scientifiques de toutes les disciplines concernées et des responsables institutionnels. A moyen terme, ces programmes devront aussi faire l'objet d'évaluations scientifiques.



RÉSUMÉ 2017 / 2019 ET PERSPECTIVES

FOCUS

Une équipe à votre écoute

03 88 100 700

Du lundi au vendredi de 13h à 16h

www.reseauvirage.eu

accueil@reseauvirage.eu



Restez informé, en vous
inscrivant à notre Newsletter !

www.reseauvirage.eu